I. SILONE : *« ET APRÈS LE MARXISME... ? »* (p. 13)

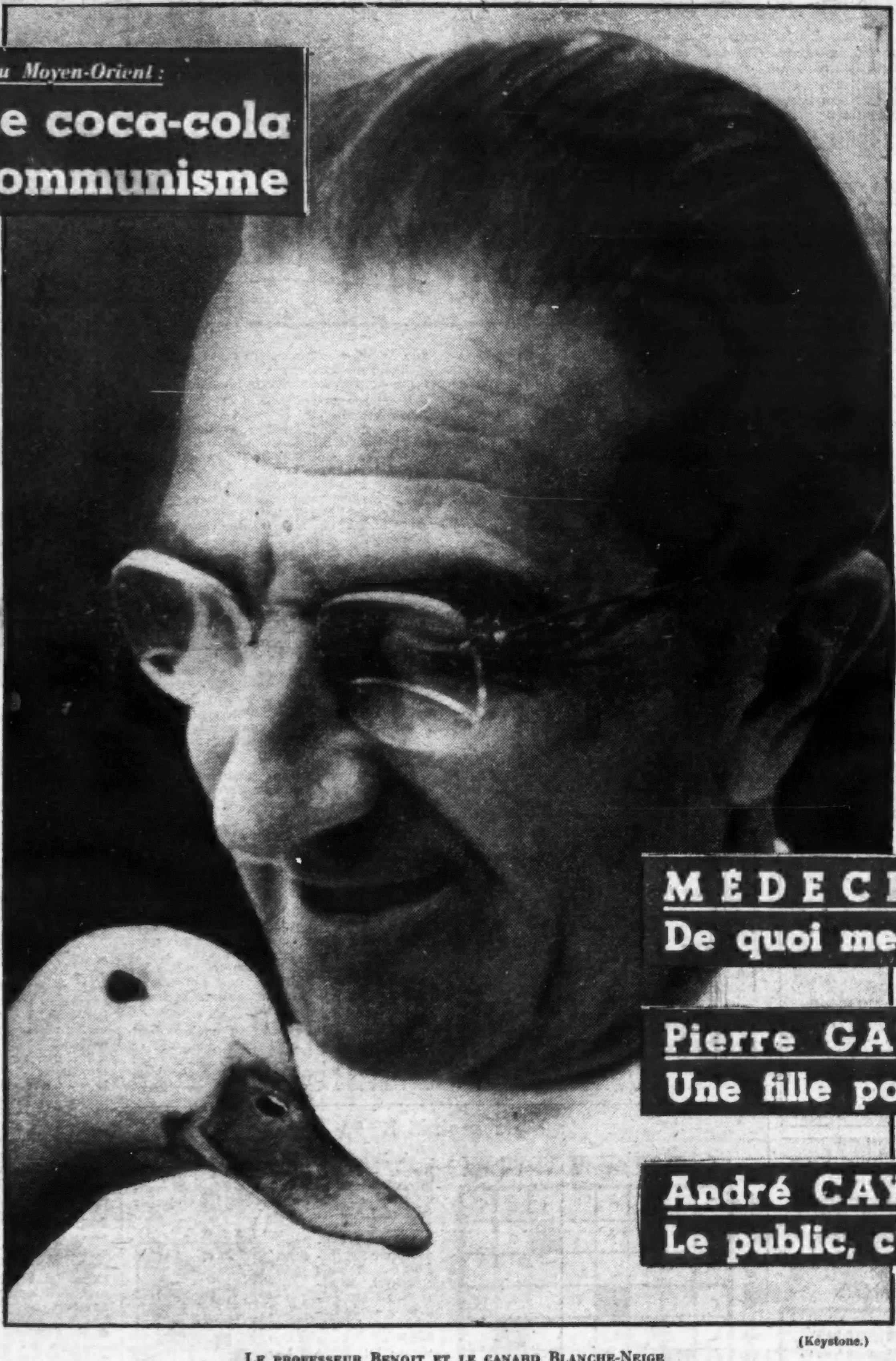
L'EXPRESS

26 JUILLET 1957. — N° 318

100 FR. ALGÉRIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI
BIBLIOTHÈQUE
0828
QUEENSBERRY PLACE, LONDON, S.W.7

Un reportage au Moyen-Orient :
Entre le coca-cola et le communisme



MÉDECINE : De quoi meurt-on ?

Pierre GASCAR : Une fille pour GI's

André CAYATTE : Le public, c'est moi

(Keystone.)

LE PROFESSEUR BENOIT ET LE CANARD BLANCHE-NEIGE
« Un Ethiopien peut-il changer sa peau et un léopard ses taches ? » (Jérémie XIII, 23.)

★★★★★

La lettre de « L'Express »

« **S**I les trois hommes qui m'ont torturée étaient un jour inquiétés, et sonnaient chez moi, je les hébergerais de la même façon... »

Cette petite phrase, prononcée à l'audience par Mme Gautron, l'une des inculpées du procès des libéraux d'Alger accusée d'avoir donné asile à des musulmans, il fallait qu'elle fût dite.

N'est-il pas beau que, dans la confusion des esprits et des cœurs, le fil d'or de la conduite individuelle puisse encore briller ?

Si elle tombe sous les yeux des tortionnaires, qu'ils se trouvent dans le clan des égorgeurs d'enfants ou dans celui des électrocuteurs, ils ricaneront et répondront que les guerres ne se gagnent pas en pratiquant le pardon des offenses, et l'amour de son prochain.

Les guerres, non. Mais la paix, quelquefois.

LA paix, il est vrai, personne ne semble plus y songer que comme à une issue fatale dont il convient de retarder au maximum l'échéance.

C'est que la paix pose les vrais problèmes — construire des maisons, instruire des enfants, hisser chaque jour plus d'hommes hors de la misère et de l'obscurantisme, donner un sens à l'effort quotidien — tandis que la guerre les élude.

Il y a des mots — patrie, indépendance — pour lesquels on fait et on se fait volontiers tuer. Mais quels sont les mots avec lesquels on fera vivre ?

« Le patriotisme, écrit M. Soustelle en réponse à M. Raymond Aron, de nos jours est incommode. Cela ne se porte plus à Paris. » Il semble bien au contraire que cela se porte plus que jamais, surtout le dimanche dans les discours ministériels, et que cela n'a jamais été plus commode puisqu'il suffit de crier « Algérie française » pour que le brevet vous en soit décerné.

IL y a 43 ans, le 31 juillet 1914, Jaurès était assassiné par l'un de ces patriotes, après avoir connu tous les outrages réservés à ceux qui ne tiennent pas la guerre pour le remède magique aux maux dont souffre leur pays.

Nul n'a le droit de faire parler les morts et de prétendre savoir quel contenu Jaurès eût donné, aujourd'hui, à ce mot : patriotisme.

Mais que l'on relise ce que, vivant, il disait du courage et l'on verra pourquoi il est plus courant d'être patriote le dimanche que courageux en semaine.

Françoise Giroud.

L'évasion de Colditz

M. François Mauriac s'est étonné dans un précédent « Bloc-Notes » que « Paris-Match » publie le récit de l'héroïque évasion du lieutenant Mairesse-Lebrun, détenu à Colditz, sous ce titre : « En 1941, un officier jure de s'échapper de Colditz, le burg dont nul ne s'était jamais évadé. » M. Mauriac précisait que le premier évadé de Colditz était le colonel, alors capitaine, Alain Le Ray et concluait : « Vous nous avez trompés. »

M. Jacques Le Bailly, rédacteur à « Paris-Match », nous a demandé alors de publier une réponse à François Mauriac. Nous avons fait droit à sa requête en précisant que nous lui laissions la responsabilité de ses affirmations. Mis en cause par M. Le Bailly, le colonel Le Ray se voit aujourd'hui contraint de lui répondre à son tour.

Voici la lettre qu'il nous adresse :

J'ai déploré la publication par votre journal de la lettre du rédacteur de « Match » concernant cette « Première à Colditz » dont on n'a que trop parlé. Il est navrant de voir des garçons d'âge mûr se disputer ce mince mérite au détriment de l'harmonie sereine qui devrait régner entre hommes d'honneur et de bonne compagnie.

L'information à l'origine de ce litige était une erreur matérielle pure. Je vous l'avais précisé en vous transmettant la copie d'un communiqué des anciens de Colditz, diffusé en 1952.

L'affaire était à régler par voie amiable entre les anciens de Colditz, témoins des deux évasions françaises de 1941.

Tout eût été apaisé sans éclat, ni contradiction.

La lettre publiée dans votre n° 317, par contre, ne fait qu'introduire dans le débat quatre nouvelles contre-vérités absolues, et me met en cause d'une manière telle qu'elle me contraint à m'écarter d'un parti pris de bonne humeur pourtant délibéré.

— La première et principale contre-vérité est, en tant que telle, la plus parfaite. Elle concerne le point de départ de l'évasion elle-même. Colditz comporte la citadelle et son parc, enclos de murs. Mairesse et moi nous sommes évadés de l'intérieur du parc, à quelques mètres près dans des conditions topographiques rigoureusement analogues.

Mairesse m'a d'ailleurs très élégamment assisté lors de ma tentative, et s'en est inspiré lors de son premier essai malheureux.

La « promenade » dont parle le rédacteur de « Match » à mon sujet n'est autre que « le délassement dans le parc imposé par la convention de Genève », et qui avait, selon le même rédacteur, « permis à Mairesse de s'y cacher ». Il est difficile de croire que le journaliste témoigne ici d'une simple ignorance des faits, et qu'il n'a pas cherché à jouer sur les mots pour égarer son public.

Il est par contre exact qu'entre les deux tentatives de Mairesse, les Allemands, avertis par l'expérience, avaient épaissi les barbelés intérieurs du parc. Mais, si cet obstacle supplémentaire a rendu la seconde tentative de notre camarade plus difficile et plus risquée, je ne vais pas jusqu'à penser qu'il ait attendu que les conditions fussent telles pour la seule satisfaction de réussir une sortie plus héroïque.

— Concernant « la bibliographie » afférente à Colditz, elle est à ma connaissance réduite à deux ouvrages : le livre du général Le Brigand « Les Indomptables », où figure en annexe une chronologie des évasions donnant à la mienne sa place naturelle.

Le récit anglais de P.R. Reid « Une forte tête », anticipant dans l'inexactitude sur la rédaction de « Match » annulait purement et simplement les deux évasions françaises de 1941, ce qui valut à « Constellation » le communiqué rectificatif dont le texte figure en annexe à cette lettre.

On ne voit guère comment excuser cette seconde et flagrante erreur.

— L'affabulateur de « Match », dont l'acharnement me surprend, croit également devoir minimiser ma réussite, extérieure cette fois, en arguant de ma connaissance de la langue et des aides nombreuses dont j'aurais bénéficié en Allemagne.

Qu'en sait-il ?

Il est exact que je parle couramment l'allemand. Il est également vrai que, dans cette aventure, j'ai été seul, à peu près sans argent et totalement sans aide, de bout en bout. S'il en était autrement, je n'aurais d'ailleurs aucune réticence à le reconnaître.

— Quant à la « tradition orale » dont s'autorise notre rédacteur, j'ignore ce qu'elle rapportait trois ans après nos évasions, ni surtout ce qu'elle deviendrait dans dix ans, si vérité et légende étaient abandonnées aux mains de narrateurs de la qualité de M. Le Bailly.

Je me contenterai, pour ma part, de me référer au témoignage vécu de mes vingt-trois compagnons français de 1941 pour lesquels il ne saurait y avoir de contestation possible.

Tout ceci d'ailleurs, notre ami Mairesse le sait fort bien, et j'ai appris qu'il avait manifesté l'intention d'adresser à « Match » une rectification lorsque parut le « Bloc-Notes » du 5 juillet.

La blessure d'amour-propre essuyée par un rédacteur mal informé justifiait-elle une telle explosion de hargne gratuitement agressive à l'égard d'un officier lointain, totalement étranger à l'incident ?

De cette évasion vécue voici plus de seize ans, il ne m'importait guère qu'elle fût la première. L'essentiel était qu'elle m'apportât la liberté.

J'en étais à ma seconde tentative. La première, depuis l'Oflag II D, en Poméranie orientale, avait échoué entre Rhin et Moselle.

Tout cela était très loin, souvenir sans ombres qu'est venue ternir cette polémique dégradante.

Une lourde tâche dans le Sud-Algérien, les vacances des uns et des autres, m'obligent à remettre à l'automne la réunion d'un jury d'honneur qui donnera à ce triste affrontement la conclusion définitive qu'il comporte.

Au demeurant, l'idée que Mairesse ait pu engager sa parole d'honneur dans cette fausse querelle, et surtout en faveur d'un seul des arguments de M. Le Bailly, ne me vient pas à l'esprit.

ALAIN LE RAY.

En bref

L'importance de cette lettre nous conduit à lui consacrer cette semaine la majeure partie de cette rubrique. Signalons donc simplement que nous avons essentiellement trouvé dans notre courrier cette semaine :

● De nombreuses lettres manifestant l'intérêt de nos lecteurs pour « la journée du 20 juillet » et l'histoire, mal connue, de la négociation de Genève.

● De nombreuses lettres s'inquiétant des poursuites contre « Le Monde ». M. René Martin, de Paris, écrit à ce propos : « Vouloir donner au « Monde » des leçons de civisme et lui rappeler le sens du devoir et du patriotisme serait assez ridicule en d'autres circonstances. Mais il s'agit de bien autre chose (...). J'espère que la presse vraiment libérale saura soutenir ce journal et se solidarisera avec lui ».

● Plusieurs lettres d'Algérie relatant des disparitions inquiétantes. Des Européens sont arrêtés... Leur famille réclame en vain des nouvelles. Au bout de plusieurs jours, on leur déclare que les inculpés « se sont évadés ».

● Plusieurs lettres demandant la création d'organismes de collaboration à l'échelon professionnel, scolaire ou amical, entre les Français soucieux de s'informer : conférences, exposés, discussions à travers toute la France. « Il me semble, écrit M. Claude Henry, qu'il vaut mieux agir ainsi que créer un nouveau parti. »

● M. Bensahel, de Casablanca, s'étonne qu'Antoine Goléa ait pu attribuer à Ernest Blanc « la plus belle voix de baryton du monde ». Il cite, par exemple, Dietrich Fischer Dieskau.

● M. Farine, d'Aix-en-Provence, s'étonne du « manque de logique, de ces contradictions stupéfiantes qui s'affirment constamment en France entre les principes invoqués, les attitudes morales adoptées et les actes commis en leur nom ».

● M. Jean Soulas, professeur au lycée d'Orléans, rectifie une information : Tokyo, avec 8.471.000 habitants, n'est pas la première ville du monde, car il est logique d'ajouter à la population municipale d'une ville celle de sa banlieue. Seule la notion d'agglomération a une valeur géographique. En tête viennent donc *ex æquo*, New York et le grand Londres (13 millions).

● L'ouvrier « syndiqué, sans parti et épris de justice sociale » qui nous écrit d'Aix-en-Provence, nous ferait plaisir en nous donnant son adresse. « Vous êtes réellement de gauche, écrit-il, mais je crois que vous êtes un peu trop chrétiens. La béatitude de la pensée n'a jamais fait monter les salaires. Nous autres, ouvriers, nous sommes méfiants. »

● M. Pierre Cheminas, à Paris, remarque que « L'Express » a faussement attribué le ministère des Affaires étrangères à Chateaubriand, en 1830. Ce n'était pas à proprement parler une erreur, mais le résultat d'une coupure hâtive qui a détourné le sens d'une phrase. Nous nous en excusons.

D'autres lettres nous sont parvenues à propos du Val de Loire, de la situation des enseignants en Tunisie, sur les pouvoirs spéciaux, auxquelles nous essayerons de faire écho la semaine prochaine.

« L'EXPRESS »
91, *Champs-Elysées, Paris* (8e)
Téléphone : ELYsées 88 - 61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE, Jean DANIEL
ACTUALITES : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SECR. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société industrielle recherche
INGENIEUR DEBUTANT
(Centrale, A-&-M, E.S.E. Radio, Institut catho. d'A-&-M). Envoyer c.v. à N° 914 PUBLYNOR, 2, square d'Aquitaine (19e) qui transmettra

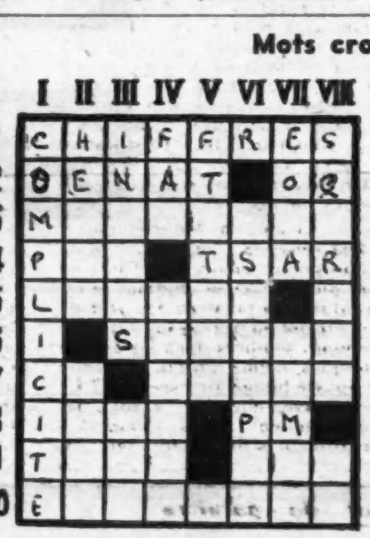
AUTOS (Vente)

A VENDRE 2 CV CITROEN
1951 parfait état (batterie neuve) 34.000 km. 210.000 francs réparations justifiées sur facture. S'adresser à M. LOSSET, 17, r. du Vieux-Château CROSNE (S.-et-O.)

LOCATION

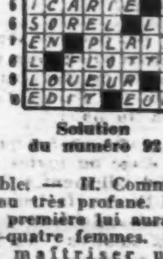
CHERCHE PARIS OU ENVIRONS une Chambre meublée, loyer modéré. Ecrire : Georges KADAR, Librairie Soleo, DOMFRONT (Orne)

Mots croisés N° 93



HORIZONTALEMENT. — 1. Un, deux, trois, quatre, etc. — 2. Salle qui a pris le nom d'un jardin, d'un palais, d'un pays. Communes au coq et à l'ornithorynque. — 3. Devait quelque respect à son frère aîné. — 4. Apporta beaucoup d'ennuis à son tondeur occasionnel. Il y en eut plus d'un entre Pierre et Nicolas. — 5. Mettait en gaieté la plaine Saint-Denis. — 6. Annonce de ma part une intention meurtrière. — 7. Pronom souvent méprisant. Flaire tous les coins de la ferme. — 8. Préfixe qu'il ne faut pas prendre pour une injure. Dans Paimpol, Montpellier et Fécamp. — 9. Facilite la réflexion. Son signe lui dicte son objectif. — 10. Change de ciel.

VERTICALEMENT. — I. Participation répréhensible. — II. Commet un acte très pieux ou très profane. La façon dont il eut la première lui aurait permis d'avoir vingt-quatre femmes. — III. Permettent de maîtriser une conquête. Numéro d'ordre d'un audacieux. — IV. Partie d'une lettre ou d'un livre. Vache marine. — V. Mettre à la page. — VI. Ce que fit souvent Martine ou le bourreau. — VII. Préfixe à ne pas confondre avec hydro. Pesante charge pour Bayard. — VIII. Poincaré, Lebrun ou Schuman. Abréviation d'un livre très vieux, en dépit de son titre.



Solution du numéro 92

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 110, r. du Faubg Montmartre, PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

LES AFFAIRES FRANÇAISES

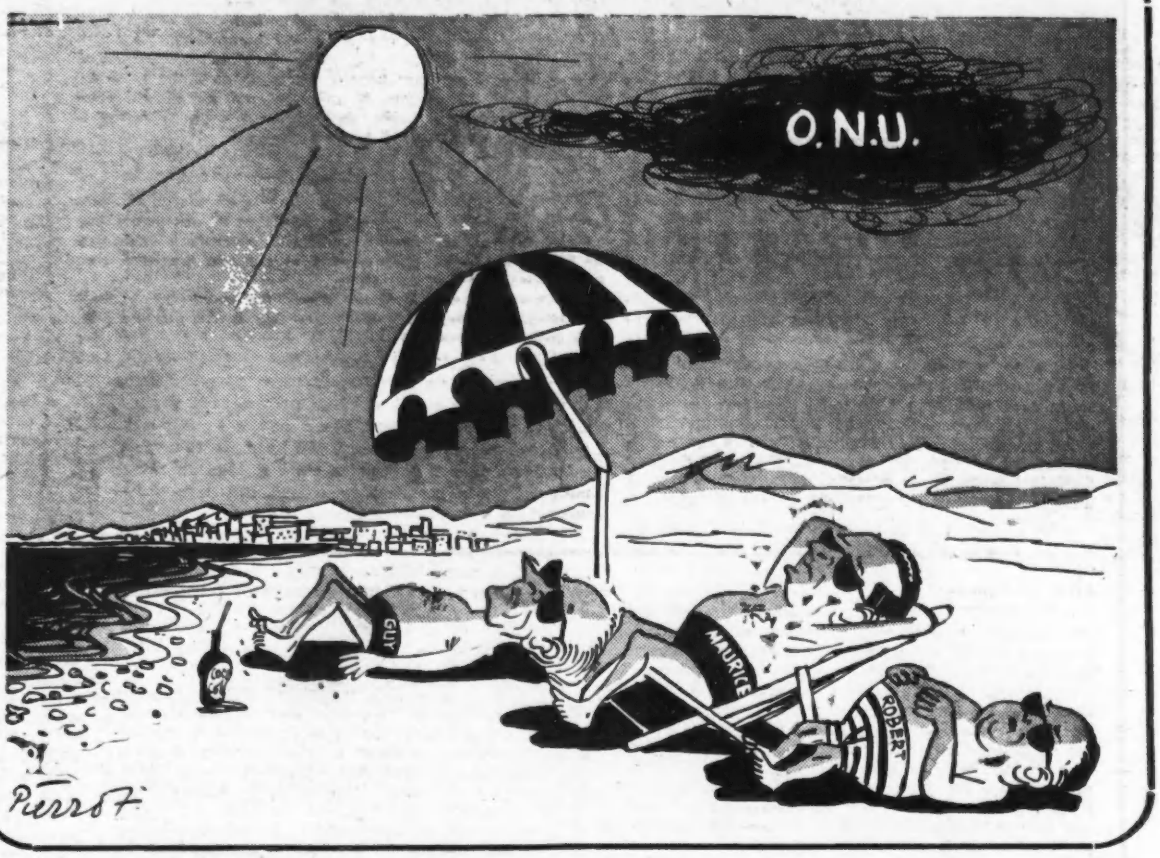
ÉCONOMIE

Trois questions

● *Salaires ; prix ; dévaluation. Sur ces trois problèmes les spécialistes répondent aux questions que tout le monde se pose.*

EN fin de semaine, le Conseil des ministres entreprend l'examen des projets économiques et financiers de M. Félix Gaillard. Les premières décisions prises pourraient entrer dans les faits dès le départ en vacances du Parlement. L'Express *a soumis à un groupe de spécialistes les principales questions qu'on se pose sur la situation réelle de l'économie française. Voici leurs réponses :*

LES AVENTURES DES PIEDS-NICKELES *(suite)*



1. - Si l'indice du coût de la vie « saute », que se passera-t-il pour les salaires ?

L'indice des 213 articles, baromètre officiel du coût de la vie, va, en effet, franchir à la fin du mois en cours la cote d'alerte (149,1) qu'il avoisine depuis plus d'un an. Le mécanisme de l'échelle mobile sera automatiquement mis en marche au début d'août ; c'est-à-dire que le salaire minimum (S.M.I.G.) sera relevé de 5 % ; il passera à 131 fr. 50 ou à 133 francs de l'heure, selon l'interprétation qui sera donnée aux textes, contre 100 francs en septembre 1951, 126 fr. 50 aujourd'hui.

Les effets mécaniques de l'opération seront peu importants : on ne rencontre de salaires inférieurs au futur S.M.I.G. qu'en très petit nombre, dans quelques industries de province ; quelques très rares conventions collectives ont pris le S.M.I.G. comme base de la hiérarchie, ce qui entraînera des révisions localisées et limitées ; enfin certaines catégories de travailleurs dont la rémunération est très voisine du nouveau minimum bénéficieront d'un rajustement de faible ampleur. L'ensemble de ces hausses ne représentera qu'une augmentation négligeable de la masse des salaires, de l'ordre de 1 à 2 % tout au plus. L'application de la loi et le jeu de l'échelle mobile ne devraient donc poser aucun problème technique.

Ses aspects psychologiques et en définitive politiques sont, par contre, beaucoup plus préoccupants et importants. Toute la question est de savoir si le relèvement du salaire minimum ne risque pas d'entraîner, à partir des grèves en cours, une vague de revendications sociales qui viserait à une augmentation générale des salaires.

Un tel mouvement aurait été presque inévitable si l'ensemble des salaires était en retard sur le S.M.I.G. ou même à son niveau ; mais c'est le contraire qui s'est produit puisque le salaire minimum n'a été majoré que de 26,5 % depuis six ans, tandis que, pendant la même période, la masse des salaires s'est élevée de 40 % environ. Ainsi le S.M.I.G. ne joue pas un rôle de « locomotive » et sa hausse ne devrait donc pas déclencher un mouvement général. Et cela d'autant moins que la France est le pays industriel d'Europe dont les salaires ont le plus augmenté depuis quelques années (27 % de 1953 à fin 1956, contre 23 % en Grande-Bretagne, 22 % en Allemagne, 15 % aux U.S.A.).

Toutefois, grâce au plein emploi, la classe ouvrière est en situation de revendiquer ; la clef de l'évolution résiderait alors dans le rapport des forces entre les salariés, le patronat et le gouvernement.

2. - Et les prix ? Prévoit-on une hausse importante du coût de la vie ?

Du côté des prix, ce sont encore les éléments psychologiques et politiques de la situation qui sont les plus importants, d'eux que dépend l'évolution de l'économie du pays.

Certains prix sont déjà comprimés par le blocage ou maintenus plus ou moins artificiellement à l'aide de subventions. Divers facteurs de hausse existent indiscutablement : l'augmentation des salaires ; les impôts nouveaux ; le relèvement de divers tarifs et taxes (P.T.T., essence, etc.).

En outre, la nécessité de redresser notre balance des comptes extérieurs, d'équilibrer nos recettes et nos dépenses en devises, c'est-à-dire d'exporter davantage et d'importer moins, constitue le principal facteur de hausse. Les premières importations réduites seront évidemment celles qui ne répondent pas à un besoin absolu de l'économie et qui ne visent qu'à peser sur les prix intérieurs : importations « de choc » de denrées alimentaires — viande, beurre, fromage, œufs ou légumes, selon les saisons — et de certains produits finis. Un frein important à l'augmentation du coût de la vie disparaîtra avec ces importations.

Le problème des devises se trouve ainsi à la racine de nos difficultés : sa solution exige une compression sensible de la demande intérieure. Or cette compression suppose à la fois la renonciation à une hausse générale des salaires, le maintien du niveau des prix (c'est-à-dire la baisse de certains d'entre eux, et en particulier des produits agricoles) et le rétablissement de l'équilibre budgétaire, à la fois par une amputation sévère des dépenses (économies) et par le relèvement des recettes (impôts). C'est tout le problème français qui est posé.

Incidemment, on note que l'opinion s'inquiète de plus en plus de savoir dans quelle mesure les inévitables restrictions d'importation risquent de freiner la production. Pour l'instant, les licences obtenues et les commandes passées avant la décision gouvernementale sont encore, dans de nombreux secteurs, en cours d'exécution ; les stocks permettent à d'autres de tourner. Le resserrement ne s'effectue que lentement. Mais l'opinion a raison de craindre de sérieuses difficultés : celles-ci commenceront d'apparaître dès le début de 1958, si les mesures de restriction des importations sont maintenues ou aggravées.

Pour le moment, M. Félix Gaillard, qui a déjà renvoyé à septembre toute discussion sur les salaires, s'efforce de parer au plus pressé en étudiant le retour éventuel à la taxation des prix de détail et surtout en prévoyant d'importantes coupes sombres dans les dépenses publiques, même militaires. Quelle sera l'impasse budgétaire en 1958 ? La réponse, et avec elle tout l'avenir, dépend évidemment de la cause n° 1 de nos difficultés financières tant intérieures qu'extérieures : la guerre d'Algérie.

3. - La dévaluation est-elle une solution ?

Le 10 mai dernier, M. Guy Mollet déclarait à Lille que dévaluer serait « un crime et une idiotie », ajoutant : « *Nous verrons cela dans trois ou cinq ans* ». Par définition, une telle éventualité est exclue, en tout temps, et ne peut faire l'objet que de démentis. Jusqu'au jour, bien entendu, où elle devient inévitable.

Ce jour est-il arrivé ? Dans les circonstances actuelles, le principal intérêt d'une dévaluation serait de gagner du temps. Elle se justifie donc dans la mesure où ce temps gagné permet d'entreprendre une politique de redressement. C'est-à-dire de lancer la politique qui, faite plus tôt, aurait permis d'éviter la dévaluation...

Plus précisément, une dévaluation est concevable dans la situation française actuelle à deux conditions. D'une part que le renchérissement des matières premières importées ne déclenche pas une hausse générale des prix. D'autre part, que la hausse des prix, même limitée, qui risquerait de se produire n'entraîne pas un mouvement général des salaires. En d'autres termes, la dévaluation, mécanisme de délai, se justifie si l'opération de blocage des prix et des salaires peut être réalisée — opération qui, faite à temps, aurait rendu cette même dévaluation inutile.

Mais on peut se demander si la stabilité des prix n'est pas elle-même le résultat d'une politique d'austérité intérieure. Il serait alors plus logique de considérer la dévaluation comme la conclusion de cette politique plutôt que comme sa préface.

On a vu enfin que l'assainissement du budget et du commerce extérieur, clef du problème financier et économique, est incompatible avec le poids de la guerre d'Algérie. La remarque vaut aussi pour la dévaluation qui ne peut être « réussie » que si elle couronne la paix et non si elle ne vise qu'à nourrir la guerre.

Le rêve de M. Goeau-Brissonnière

M. GOEAU-BRISSONNIERE a fait un rêve : Après s'être imaginé avoir été chargé par le président du Conseil en personne, dans le bureau du directeur de cabinet de celui-ci à l'Hôtel Matignon, de prendre contact avec les dirigeants du F.L.N. à Tunis, il s'est imaginé avoir eu plusieurs conversations, notamment avec MM. Yazid, délégué du F.L.N. à New York, Ramdane, principal chef de maquis, Lamine Debaghine, dirigeant du mouvement au Caire, etc. Il a même cru que ses interlocuteurs se montraient prêts à accepter une rencontre officielle avec un représentant du gouvernement français sans poser au préalable de conditions qui soient inacceptables pour la France.

Deux démentis ont dissipé ce rêve : M. Bourgès-Maunoury a affirmé qu'il ne connaissait même pas M. Goeau-Brissonnière et trois jours plus tard M. Yazid déclarait officiellement que ni lui-même ni M. Debaghine n'avaient rencontré l'émissaire du gouvernement français.

Comme « L'Express » le laissait prévoir la semaine dernière, le démenti du gouvernement français ne pouvait qu'entraîner le dementi des chefs du F.L.N. A Paris, à Alger et au Caire les ultras respirent plus librement : tout danger de paix semble écarté pour le moment.

Vient de paraître

Salah - Eddine TLATLI

TUNISIE NOUVELLE

Problèmes et perspectives (294 pages, une centaine d'illustrations)

Une synthèse indispensable pour comprendre l'évolution de la Tunisie actuelle

En vente : MAISON DU LIVRE FRANÇAIS 4, rue Félibien - Paris

MENDÈS FRANCE : Pour une communauté franco-nord-africaine

M. Mendès France vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de résolution (1) invitant le gouvernement à ouvrir une négociation générale avec le Maroc et la Tunisie « pour étudier les moyens propres à régler les conflits et litiges de toutes natures existant entre la France et les pays d'Afrique du Nord, et pour jeter les bases d'une communauté franco-nord-africaine qui, dans l'égalité des droits et des devoirs, des individus et des peuples, assurera au bénéfice de la communauté tout entière le développement économique et social par l'exploitation des richesses naturelles, et tout particulièrement, en association avec les territoires limitrophes, de celles du Sahara ».

Cette proposition est accompagnée d'un exposé des motifs dont voici le texte :

« LES difficultés rencontrées dans nos relations avec le Maroc et la Tunisie, le désastreux conflit qui en Algérie creuse entre les deux communautés ethniques un fossé de plus en plus profond mettent chaque jour plus nettement en lumière la nécessité d'une rénovation des structures si l'on veut, comme c'est l'intérêt de tous, maintenir et renforcer les liens qui unissent la France aux peuples d'Afrique.

« L'heure approche où des puissances étrangères ou des organisations internationales tenteront de s'ériger en arbitres et de nous imposer des solutions qui risquent d'être en fait contraires aussi bien aux intérêts de la France qu'à ceux des populations de ces territoires — de celles qui sont d'origine autochtone comme de celles qui sont d'origine européenne.

« La France verrait alors triompher, même en Afrique Noire, les forces de désintégration qu'une politique de compréhension et de progrès avait mises en échec.

« Ainsi prendrait fin la mission historique que la France s'est tracée en proclamant les grands principes de 89 — au moment même où dans le monde entier se développe un puissant mouvement d'émancipation des hommes et des peuples en application de ces principes ; alors que — l'évidence en est chaque jour plus éclatante — l'avenir appartient à ceux qui sauront grouper, rassembler, fédérer de grandes communautés intercontinentales en dehors de toute discrimination de religion et de race, et sur un pied d'égalité quel que soit le degré d'évolution économique atteint par l'un ou l'autre des pays membres.

« IL est temps — pour que la France entreprenne utilement cette grande œuvre — qu'elle se détourne des conceptions qui ont caractérisé un passé fondé sur les structures coloniales et qu'elle offre à sa jeunesse les tâches exaltantes d'un patriotisme dont les horizons s'ouvrent sur la conquête des cœurs et des esprits, sur la libération économique et humaine des peuples que la géographie comme l'histoire ont unis à elle par des liens étroits.

« Ce serait, en effet, un étrange paradoxe que, pour maintenir ces liens et sa présence, la France ait à recourir à la force, alors qu'elle fournit aux peuples d'outre-mer une aide de loin supérieure, en proportion de ses moyens, à celle qu'aucune autre nation dans le monde n'accorde à des pays souffrant d'un sous-développement économique. D'aucune autre nation que la France ces peuples ne peuvent attendre une assistance comparable ; la France leur offre des possibilités de progrès économique et social qu'ils ne sauraient trouver ailleurs.

« UNE occasion s'offre aujourd'hui de donner à cette aide une impulsion nouvelle. J'ai déjà eu l'honneur d'exposer à la tribune de l'Assemblée nationale, le 18 décembre dernier, que les richesses du sous-sol saharien peuvent dans le plus prochain avenir faire l'objet « d'une exploitation en commun pour le bien commun » ; et que si l'intérêt de la France consiste notamment à disposer de pétrole payable en francs, les bénéfices de l'exploitation devraient, compte tenu d'une rétribution raisonnable du capital investi, être affectés au développement du Maghreb, comme des autres territoires limitrophes. Dans une note récente, le Haut Commissaire au Plan, M. Hirsch, a fait une proposition semblable.

« Si grandioses que soient ces possibilités et quel que soit leur attrait, nous ne devons pas nous dissimuler que le temps joue contre nous : des forces centrifuges s'exercent qu'il est urgent de contenir par une politique qui n'hésitera plus devant les transformations audacieuses pour réaliser le progrès social, dans le respect de la dignité humaine et dans l'égalité des hommes et des peuples.

« Cette politique conduit inévitablement vers un système fédératif — lequel implique d'ailleurs une modification de notre Constitution.

« Mais le système fédératif est incompatible avec toutes les solutions imposées ou octroyées ; il exige des accords librement discutés avec les pays intéressés.

« Dès maintenant, nous devons entreprendre les négociations nécessaires avec les Etats récemment promus à l'indépendance mais dont le destin reste étroitement solidaire du nôtre — ainsi qu'en fait foi leur intérêt, semblable au nôtre, de voir mettre un terme au plus tôt à la guerre d'Algérie, qui éprouve cruellement leur développement politique et économique, comme il altère le nôtre.

« SI dans les circonstances actuelles et par la force des choses, des incertitudes continuent de planer sur le statut politique futur de l'Algérie, cela ne signifie aucunement qu'il soit trop tôt pour essayer de tracer un cadre plus vaste où s'inscrirait l'avenir lié de l'Afrique du Nord et de la France. Quelles que doivent être les institutions de l'Algérie nouvelle, sa place sera réservée, ses intérêts défendus. Dans la perspective d'une vaste communauté humaine d'un type nouveau et ayant, en vérité, valeur d'exemple aux yeux du monde entier, les Algériens devraient voir une raison de confiance, un motif de rapprochement et de conciliation.

« Et les pays qui font dès maintenant l'expérience pleine de promesses qu'a inaugurée le vote de la loi-cadre y trouveront l'assurance de pouvoir poursuivre leur développement politique, économique et social en étroite association avec la France au sein d'un vaste rassemblement de peuples dont la communauté d'intérêts et d'aspirations garantira la cohésion et la permanence. »

(1) Chaque député a le droit de déposer des propositions de résolution sur le bureau de l'Assemblée nationale. Ces propositions sont soumises à la Commission compétente (en l'occurrence celle des Affaires étrangères) qui désigne généralement un rapporteur. Ce rapporteur présente ensuite son rapport à l'Assemblée nationale qui adopte ou rejette la proposition.

Pour une reconversion du courage

JEAN-MARIE DOMENACH

IL n'y aura pas de vacances pour la guerre d'Algérie. Mais il y aura une rentrée : dans deux ou trois mois, la question qu'on élude se posera dans toute sa rigueur: où va cette guerre ? Quand et comment la terminer ? Il faudra répondre sous la pression de soixante-dix-neuf nations assemblées, d'une Europe impatiente, d'une économie intérieure en passe d'être asphyxiée. Moment redoutable, où risque de s'imposer la solution de désespoir, que ce soit l'entêtement ou la résignation humiliée. Il vaudrait mieux répondre maintenant, en profitant de ce qui nous reste encore de liberté d'agir.

Insensiblement, la guerre d'Algérie s'est transformée. Elle devient une espèce d'habitude, elle trouve son but en elle-même. On nous engage à tenir ce dernier bastion de la résistance française. TENIR, c'est un mot d'ordre qui sollicite à la fois le courage moral et la paresse intellectuelle. Qui mépriserait ce courage ? Les hommes ne manquent pas, lorsqu'il s'agit de combattre et de mourir, et c'est une raison d'avoir confiance dans l'avenir de ce pays. Ce sont les idées qui manquent, et surtout l'énergie de les appliquer. Nous avons besoin d'une reconversion du courage.

Une propagande bornée entretient les Français dans l'esprit de Verdun, et ils s'y complaisent, comme si cet effort surhumain, la plus grande preuve d'endurance collective qu'une nation ait donnée au monde, avait pour toujours immobilisé son génie. En 1939, on se croyait dans un Verdun mieux aménagé... Aujourd'hui, Alger, Constantine, Tlemcen, c'est encore l'acharnement d'un peuple pour tenir ses positions — ils ne passeront pas. Mais l'Algérie « bouclée », close de zones interdites et de barbelés, offre le spectacle désolant d'une absurdité historique, car l'adversaire est dans la place — l'adversaire, ce ne peut être 30.000 fellagha en face de notre énorme armée, mais bien évidemment la complicité d'une très large partie du peuple.

NOUS tenons, mais nous sommes tenus. A chaque échelon, la contradiction est patente : nous faisons la guerre afin, disons-nous, de pouvoir aider les Algériens à sortir d'une condition misérable, et les nationalistes la font pour la même raison ; nous aidons la Tunisie et le Maroc, qui aident les révoltés algériens ; nous émancipons les peuples d'Afrique noire alors que nous imposons aux musulmans d'Algérie la stricte appartenance française. Ces contradictions ne sont pas notre seul fait, mais enfin c'est sur nous qu'elles pèsent le plus lourdement, et il est impossible de les prolonger longtemps encore, sans compromettre ce qui s'ébauche en Afrique du Nord et en Afrique noire, la chance d'une amitié solide avec des peuples décolonisés.

ON répète à satiété que cette guerre est une guerre « révolutionnaire ». Admettons-le. Nous n'avons alors que deux possibilités d'y faire face : ou bien par les moyens classiques avec lesquels la tyrannie a toujours écrasé les guerres révolutionnaires — mais la France y répugne et devrait commencer par devenir elle-même une tyrannie — ou bien par une paix révolutionnaire.

Pour des raisons mille fois exposées, la négociation directe, à partir des positions actuelles, est quasi impossible des deux côtés. Il faut donc créer un climat nouveau où s'abolissent les contradictions politiques dont nous parlions ; il faut substituer à la mythologie de Verdun, glorieuse mais périmée, le mythe nouveau d'une collaboration amicale pour la conquête en commun du désert.

Les nationalistes algériens réclament l'indépendance. Les Français répondent : c'est un slogan illusoire, qui cache l'élimination des Européens en Algérie, et de la France en Afrique du Nord, car l'Algérie ne pourra vivre, pendant longtemps, sans la France.

Mais si l'on posait d'abord le cadre de cette collaboration, la revendication politique du nationalisme algérien trouverait en même temps sa valeur et ses limites : sa valeur, parce qu'il est impossible de forcer quiconque à collaborer ou même à vivre, s'il n'est pas consentant ; ses limites, parce que les responsables de l'Algérie nouvelle se verraient obligés de recourir aussitôt à l'aide technique et financière de la France.

Créer autour du Sahara une communauté d'exploitation, dont les bénéfices seraient généreusement partagés ; y associer, au cours d'une première négociation, le Maroc et la Tunisie; y réserver la place à l'Algérie libre... telle est la réponse « révolutionnaire » qui hante beaucoup d'esprits et qui vient d'être formulée dans la proposition de résolution déposée par Pierre Mendès France.

La réalité s'y allie raisonnablement au mythe. La réalité, c'est le pétrole qui bientôt coulera à flots, si la guérilla ne coupe pas les pipe-lines. Le mythe, c'est la rencontre des énergies humaines sur le désert vierge, un Far-West où l'on ne massacre pas les Peaux-Rouges. Faire jaillir l'eau, créer une mer intérieure, modifier le climat, est-ce mythe ou réalité ? Perspective en tout cas plus stimulante pour l'avenir de deux peuples que les bombes dans les tramways et les prisonniers abattus lors d'une tentative de fuite...

Bien sûr, le pétrole n'a pas réponse à tout. Mais quand la nature offre une pareille surprise, il faut la saisir et en faire œuvre humaine. Comme l'avait admirablement montré François Perroux dans L'Europe sans rivages, c'est autour de tels pôles de développement économique que pourrait s'éprouver la collaboration internationale. La France donnerait ainsi au monde l'exemple d'une association librement consentie entre un pays privilégié et des pays sous-développés. Le patriotisme français, qui hésite entre l'entêtement du désespoir et le lâchez-tout européen, trouverait là un but digne de son passé. Nous ne vivrons pleinement qu'en continuant à faire vivre. Là est notre chance de relier la tradition nationale aux grandes tâches modernes, d'offrir son avenir, son aventure, à une jeunesse qui doit continuer l'histoire de France, au lieu d'en rejouer indéfiniment le passé glorieux et sanglant.

Jean-Marie DOMENACH.

(Copyright « L'Express. »)

PARTIS

Les absents ont tort

● ***L'attitude de quinze députés du groupe dans le vote sur les pouvoirs spéciaux a cristallisé la crise qui divise le parti socialiste. Quelles en seront les conséquences ?***

VINGT - SEPT députés socialistes n'ont pas voté, la semaine dernière, les pouvoirs spéciaux. Douze d'entre eux ont présenté des excuses jugées valables, faisant état d'empêchements personnels. Les quinze autres, qui appartiennent à la minorité de la S.F.I.O., ont laissé jusqu'ici à leur geste une signification politique. Quelle en est la portée. Quelles en seront les conséquences ?

Avant le scrutin de confiance, M. Guy Mollet avait fait savoir que toute absence non motivée à l'heure du vote serait considérée par la direction du parti comme un acte d'indiscipline et punie comme tel. Après l'incident, l'accusation « d'activité fractionnelle » a été lancée dans une réunion du groupe contre les « minoritaires ». N'avaient-ils pas tenu une réunion séparée dans le bureau de l'un d'eux, M. P.-O. Lapie ? Le chef du parti s'annonçait décidé à faire prendre des sanctions très sévères.

Cette réaction n'a pas eu exactement les effets prévus. Plusieurs députés qui, par esprit de discipline, avaient voté la confiance, firent aussitôt savoir qu'ils étaient solidaires des « indisciplinés ». Pour manifester avec éclat cette solidarité, M. Edouard Depreux démissionnait du comité directeur du parti où il était, depuis le congrès de Toulouse, l'un des deux seuls représentants de la minorité (l'autre étant Mme Mireille Osmin, de la Fédération de la Seine). L'un des vice-présidents du groupe parlementaire, M. Jean Charlot, qui, comme M. Depreux, avait respecté la discipline de vote, se solidarisait avec deux des « indisciplinés », MM. Robert Verdier et Camille Titeux, respectivement président et vice-président du groupe parlementaire ; il donnait avec eux sa démission des fonctions qu'il occupait. Tandis que M. Maurice Deixonne acceptait l'intérim de M. Verdier à la présidence du groupe, les dirigeants du parti étudiaient les mesures disciplinaires qu'ils avaient annoncées. Il était envisagé de demander contre eux, par application de l'article 60 du règlement du parti, la « suspension de toute délégation ». C'est-à-dire que dès la rentrée d'octobre, MM. Desson, Verdier et Daniel Mayer perdraient les présidences des commissions (presse, suffrage universel et affaires étrangères) qu'ils occupent à l'Assemblée. La « suspension temporaire » pourrait même être suffisamment longue (quatre ans) pour que les minoritaires n'aient pas la possibilité d'être candidats de la S.F.I.O. aux prochaines élections à l'Assemblée nationale, prévues pour 1961.

Il appartient maintenant au comité directeur qui siège une fois par mois de traduire ou non les indisciplinés devant la « commission des conflits » de la S.F.I.O. Avant de s'y résoudre, M. Guy Mollet a décidé de tenter au moins un « repêchage » et il a entrepris de persuader M. Depreux de reprendre sa démission.

Pour les autres, la procédure va être engagée. La décision finale sera prise par le prochain Conseil national de la S.F.I.O., en octobre.

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

JEAN JAURÈS

JAURÈS ASSASSINÉ

A NOTRE DIRECTEUR

L'ASSASSINAT

JEAN JAURÈS

(Archives.)

« L'HUMANITÉ » DU 1er AOUT ANNONCE LA MORT DE JAURÈS
Perdu pour l'humanité ; perdu pour la France

CE JOUR - LA...

M. Jaurès est mort

● ***« Allons dîner au plus près, au Croissant, avait-il dit. Nous y serons entre nous. »***

31 JUILLET 1914... 7 heures du soir... Une chaleur orageuse règne sur Paris. La France, anxieuse, est suspendue aux nouvelles. L'état de danger de guerre a été proclamé en Allemagne.

Dans les beaux quartiers, tous les volets sont fermés. La bourgeoisie est en vacances. Ailleurs, on se met à table. Herbert Asquith, premier ministre, a parlé dans l'après-midi à la Chambre des Communes. Mais Léon Bailby n'a pas encore inventé la presse du soir et les hommes en canotier qui stationnent, en attendant le tramway, ne sauront pas avant le lendemain matin qui, de la paix ou de la guerre, a fait un pas ce jour-là...

Jean Jaurès, député du Tarn, 54 ans, arrive aux bureaux de *L'Humanité* dont il est directeur. Les dépêches ne sont pas encore tombées. Il les attend pour écrire son éditorial.

Il a « l'aspect d'un professeur de quatrième qui ne serait pas agrégé et ne prendrait pas assez d'exercice... ».

De taille moyenne, carré. Une tête assez régulière, ni laide, ni belle, ni rare, ni commune. Beaucoup de poil, mais ce n'est que de la barbe et des cheveux. Un nerveux clignement de paupière à l'œil droit. L'air, un peu, d'un ours aimable. Le cou court, juste de quoi mettre une petite cravate de collégien de province. Des yeux mobiles. Beaucoup de pères de famille lui ressemblent, vous savez, ces papas auxquels leur grande fille dit familièrement : *« Boutonne ta redingote, papa. Papa, tu devrais remonter un peu tes bretelles, je t'assure. »*

Des gestes courts — Jaurès n'a pas les bras longs — mais très utiles. Le doigt souvent en l'air montre l'idéal. Il marche parfois une main dans la poche, tire un mouchoir et s'en essuie les lèvres.

Il fait l'impression d'un homme dont le bulletin pourrait être rédigé : « Bonne santé sous tous les rapports. »

L'accent : un bizarre dédain pour le *c* d' « avec ». « La parole lente, grosse, un peu hésitante, sans nuances ».

Tout le jour, il a vu des ministres. Quand il arrive au journal, il sort d'un entretien avec le président du Conseil, René Viviani, qu'il a rencontré en qualité de délégué du groupe socialiste.

« Sa voix, éclatante dans le discours, persuasive et douce, presque câline dans l'entretien, a supplié pour la paix, dans la justice et dans l'honneur. »

Depuis la réunion de Bruxelles où il a été conférer, au nom du parti socialiste français, avec les représentants de l'Internationale ouvrière sur la meilleure méthode de conjurer la guerre qu'il croit évitable, il n'a pratiquement pas quitté la Chambre. Mais celle-ci est déserte.

Le 18 juillet, Charles Maurras l'a accusé, dans *L'Action Française*, de haute trahison. *« M. Jaurès,* écrit-il, *c'est l'Allemagne. »*

Informé de cet article, Jaurès a haussé les épaules :

> *« N'y attachez aucune importance. M. Charles Maurras ne peut pas me pardonner de ne jamais le citer. »*

Mais cette accusation, qui le poursuit, lui a arraché aussi un cri de douleur :

> *« J'ai été outragé, dénoncé comme traître à la patrie. »*

La litanie des calomnies, un jeune homme l'a entendue : Raoul Villain, élève à l'Ecole du Louvre. Il a 29 ans. Son père est greffier au tribunal civil de Rennes. Sa mère est internée depuis vingt ans. Il a d'abord décidé de tuer l'empereur d'Allemagne. Puis, un soir de décembre 1913, assistant à une représentation du *Cid,* l'idée lui est venue de substituer à ce meurtre celui de Jaurès.

(Cossira.)

VILLAIN, L'ASSASSIN DE JAURÈS DEVANT SES JUGES
La foule voulait le lyncher

En juillet 1914, quand il débarque à la gare du Nord, il entend des employés qui ne lui semblent pas témoigner d'un esprit patriotique suffisant.

Il achète un revolver. Il l'essaie. Son âme est *« empoisonnée de ses chimères et des lectures qui, jusque dans ces derniers jours enfiévrés, viennent battre de calomnies infâmes le seuil de la maison de Jaurès ».*

> *« L'idée du meurtre,* dira Paul-Boncour, *se mêle chez Villain aux plus nobles aspirations, et les plus capables de faire battre les jeunes cœurs. Et je ne connais rien de plus mélancolique. »*

Le 25 juillet, Jaurès, dans un discours prononcé à Lyon, s'est écrié :

> *« Je veux vous dire ce soir que jamais nous n'avons été, que jamais depuis quarante ans, l'Europe n'a été dans une situation plus menaçante et plus tragique. »*

Le titre d'homme

Le public l'a follement acclamé. Lorsqu'il parle, « le début est lent, des mots séparés par de grands vides. On a peur : n'est-ce que cela ? Tout à coup, une grande vague sonore et gonflée, qui menace avant de retomber doucement. Il a une dizaine de vagues de cette ampleur. C'est le plus beau. C'est très beau.

Entre ces grandes vagues, des préparations, des zones neutres où le public se repose, où le voisin peut regarder le voisin. Soudain, une belle formule comme celle-ci :

> *— Quand nous exposons notre doctrine, on objecte qu'elle n'est pas pratique ; on ne dit plus qu'elle n'est pas juste.*

Ou encore :

> *— Le prolétarien n'oubliera pas l'humanité, car le prolétarien la porte en lui-même. Il ne possède rien, que son titre d'homme. Avec lui et en lui, c'est le titre d'homme qui triomphera.*

Une voix qui va jusqu'aux dernières oreilles, mais qui reste agréable, une voix claire, très étendue, un peu aiguë, une voix non de tonnerre, mais de feux de salve.

→

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

M. BOURGES-MAUNOURY, en démentant avoir jamais chargé M. Goëau-Brissonnière de prendre contact à Tunis avec des chefs du F.L.N., avait précisé : « Je n'ai jamais vu ce monsieur. »

Cette précision a étonné tous les journalistes parlementaires qui ont vu M. Goëau-Brissonnière, attaché au Cabinet de M. Pineau, siéger dans de nombreux débats au banc des Commissaires du gouvernement qui est situé exactement derrière le banc des ministres où s'assied évidemment... M. Bourgès-Maunoury.

★

TOUS les juristes considèrent que les mesures privatives de liberté relèvent de l'Autorité judiciaire et ne doivent pas être du seul domaine de l'administration. Les auteurs du plus récent Traité de Droit Pénal Général et Criminologie, MM. Stefani et Levasseur, Professeurs à la Faculté de Droit de Paris, indiquent que l'intervention du juge dans ce domaine est « une des meilleures garanties de la liberté individuelle ».

Ils rappellent que les spécialistes du Droit Pénal réunis en Congrès international à Bruxelles en 1926, avaient déjà proclamé que « la peine et les mesures de sûreté sont des actes de juridiction ». Ils indiquent ensuite que le Congrès de Rome, en 1928, avait également affirmé « que les mesures de sûreté sont du ressort exclusif de l'autorité judiciaire ».

Ce point de vue a toujours été maintenu par les congrès internationaux de Droit Pénal. Toutefois, au Congrès de 1935 les juristes nazis avaient combattu cette opinion sans parvenir à entraîner leurs collègues des autres pays.

★

M. GILBERT JULES, ministre de l'Intérieur, après le vote des pouvoirs spéciaux, n'a pas caché, dans des conversations privées, que l'attitude de certains ministres socialistes au cours du débat l'avait fortement surpris.

Ceux-ci, en effet, ont accepté sans hésitation le principe des camps d'internement. Mais ils ont insisté pour que ces camps soient installés en Algérie, et non sur le territoire métropolitain.

Et M. Gilbert Jules, qui leur demandait pourquoi ils formulèrent cette exigence, s'entendit répondre : « En France, ces camps feraient mauvaise impression auprès de nos électeurs ; tandis qu'en Algérie, ils ne les verront pas. »

★

LE gouvernement aurait l'intention de profiter des vacances parlementaires pour procéder à quelques nominations de hauts fonctionnaires, afin d'assurer son emprise sur l'administration et en particulier sur la police.

C'est ainsi que M. Jean Baylot, ancien préfet de police, pourrait se voir rétablir dans ses anciennes fonctions à moins qu'il ne se voie attribuer le poste de directeur général de la Sûreté Nationale.

En juillet 1954, M. Jean Baylot était relevé de son poste à la préfecture de police. Ami de M. Martinaud-Déplat, il prit cependant une part active au complot dirigé contre M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur du gouvernement Mendès France, connu sous le nom « d'affaire des fuites ».

★

UNE opposition se manifeste dès à présent entre les divers gouvernements de la « petite Europe », l'Assemblée de Strasbourg et un certain nombre de parlementaires sur le futur siège des institutions du marché commun et de l'Euratom.

Certains préconisent la « décentralisation » des organismes européens en vertu de l'égalité entre les pays de la communauté.

D'autres souhaitent, au contraire, le regroupement des institutions dans une même ville, future « capitale de l'Europe ». Actuellement, c'est Strasbourg qui a recueilli le plus d'avis favorables.

B. G.

Une gueule, mais le coup de gueule reste distingué.

Sans fatigue, il se sert de tous les mots lourds qui sont comme les moellons de sa phrase, et qui écorcheraient, tombant d'une plume, les doigts et le papier de l'écrivain. »

Sa culture est immense. Jaurès n'est pas un ouvrier.

« Il ne connaissait que de loin la vie ouvrière, lorsqu'il est devenu socialiste. Il n'a pas été conduit au socialisme par le sentiment ou par le ressentiment de sa propre misère. Il n'y a pas été conduit non plus par l'ambition. Ce n'était pas par ambition que l'on devenait socialiste en 1893. »

La loi du mensonge

Professeur (il est sorti de Normale agrégé dans la même promotion que Bergson), il a débuté assez modestement au Parlement par un discours sur l'enseignement.

Il peut avec le même éclat, la même magnificence, mais aussi la même précision et la même science, aborder n'importe quelle question technique. Et sous l'envol du langage, la vérité scrupuleuse de la pensée reste toujours intacte.

« Habituer la Chambre et le pays à entendre des paroles qui ne sonnent pas faux, voilà le programme. »

A la jeunesse de son pays, il a dit :

« L'humanité est maudite si pour faire preuve de courage elle est condamnée à tuer éternellement.

« Le courage, ce n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre. Le courage, c'est de ne pas livrer sa volonté au hasard des impressions et des forces. Le courage, c'est de dominer ses propres fautes, d'en souffrir, mais de n'en pas être accablé et de continuer son chemin. Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ; c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense. Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains, aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. »

L'homme libre est celui qui ne craint pas d'aller jusqu'au bout de sa raison.

Le 29 juillet, il a terminé son dernier discours par cette prophétie :

« Au début de la guerre, tout le monde sera entraîné. Mais lorsque les conséquences et les désastres se développeront, les peuples diront aux responsables : Allez-vous-en et que Dieu vous pardonne. »

En plein sourire

Le soir du 31 juillet, il espère.

« Attila est au bord de l'abîme, mais son cheval trébuche et hésite encore. »

Tout le jour, il a lutté avec trois objectifs : à tout prix retenir les initiatives imprudentes de la Russie. A tout prix assurer la pleine entente avec l'Angleterre. Enfin, chercher l'arbitre possible. Il songe au président Wilson. Il lui télégraphiera demain. Demain...

Les dépêches tardent. Autour de lui, il y a ses amis du parti, ses collaborateurs.

« Allons dîner au plus près, dit-il, *au Croissant. Nous y serons entre nous. »*

Le Croissant est un petit restaurant tout proche du journal. Jaurès et ses amis s'asseyent à une longue table située à gauche de l'entrée.

Il est placé de biais, le dos à la fois contre le mur et devant une fenêtre de la rue Montmartre.

Il fait chaud. La fenêtre est ouverte. Jaurès est préoccupé, grave. Son rire, cependant, retentit parfois, ce rire qui « descend des marches et ne s'arrête qu'à terre ».

Le dîner s'achève.

Un homme s'approche d'un voisin de table de Jaurès et lui montre une photo.

— *C'est ma petite fille,* dit-il.

— *Peut-on voir ?* demande Jaurès avec son bon sourire.

Il examine la photo, demande l'âge de l'enfant.

Il est dix heures moins vingt. Jaurès va remonter au journal pour savoir ce qu'a dit Asquith et pour écrire son article. Soudain, le brise-bise placé devant la fenêtre s'agite. Une main s'avance. Un scintillement de nickel, un éclair, deux coups de feu retentissent. Jean Jaurès, doucement, s'est incliné sur le côté gauche.

Une voix de femme, celle de Marguerite Poisson, hurle :

« Ils ont tué Jaurès ! »

Tout le monde est debout, criant, se précipitant. Il y a un instant de confusion et de stupeur. Quelques personnes se précipitent dans la rue, où Raoul Villain est cerné. La foule veut le lyncher. Le café s'emplit de tumulte.

Jaurès a été surpris en plein sourire. La trace en est encore sur les lèvres. Mais le teint se plombe, devient gris. Les yeux sont fermés. Fébrilement, les doigts de Renaudel cherchent la blessure sous les cheveux drus et rudes. C'est un tout petit trou rouge, à l'arrière du crâne. Il sent une humidité chaude et la hernie molle de la matière cérébrale. La mort est là. Jaurès est maintenant étendu sur la table voisine.

Il respire à peine. Compère-Morel tient en pleurant la main inerte. Le médecin arrive.

« Je crains bien, dit-il, *qu'il n'y ait rien à faire. »*

Au bout de trois minutes, où les sanglots roulent dans les gorges serrées :

« Messieurs, dit le médecin, *M. Jaurès est mort. »*

Perdu pour l'humanité. Perdu pour la France.

Aussitôt arrêté, Raoul Villain écrit à son frère :

« J'ai tué le grand professeur de lâcheté qui méritait mille fois la mort. Je viens d'abattre le grand traître de l'époque, la grande gueule qui couvrait les appels d'Alsace-Lorraine... Je l'ai puni et c'est un symbole de l'heure nouvelle, et pour les Français et pour l'étranger. Je ressens un profond sentiment du devoir accompli. »

C'est seulement le 28 mars 1919 qu'il sera jugé. Et acquitté.

« Il y a quelque chose qui ferait presque désespérer de tout, dira cinq ans plus tard Léon Blum, *c'est qu'un homme comme Jaurès ait pu être bafoué, qu'il ait pu être injurié, c'est qu'un homme comme lui ait pu créer autour de lui de la haine. »*

La nouvelle se répand comme une traînée de poudre. Devant le café du

Croissant, la foule devient si dense qu'il faut faire appel à la garde à cheval pour déblayer la chaussée et pour laisser passer l'ambulance.

Dans le cabinet du président du Conseil, l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Schoen, remarque, satisfait :

« La France est bien nerveuse, monsieur le Président. »

C'est le 31 juillet 1914. Le 2 août, la mobilisation générale est décrétée. La première guerre mondiale commence.

[Les citations et certains éléments de ce récit sont empruntés à Jules Renard (le portrait physique), René Viviani, Léon Blum, Paul-Boncour, Renaudel et Charles Rappoport.]

ÉCOLE

La jeunesse peut attendre

● *Pour la première fois depuis vingt ans, un projet de réforme de l'enseignement est allé jusqu'au stade de la discussion parlementaire. Mais il y reste.*

(A.D.P.)

M. René Billères, ministre de l'Education nationale, entouré d'enfants des écoles
Un autre rendez-vous pour octobre

AVANT de se séparer pour deux mois et demi, les députés ont prévu de consacrer trois demi-journées à la réforme de l'enseignement. Ouverte mercredi après-midi, la discussion du projet gouvernemental devait s'interrompre vendredi soir avec la clôture de la session parlementaire.

Les partisans de la réforme, et d'abord son auteur, M. René Billères, ministre de l'Education Nationale, demandaient que le débat soit poursuivi jusqu'au vote final, avant les vacances parlementaires, de telle façon que les premières dispositions puissent entrer dans les faits dès la rentrée scolaire d'octobre. Ils n'ont pas eu gain de cause : après que les adversaires du projet, qui se recrutent surtout à droite, eurent insisté pour renvoyer l'affaire à... plus tard, un pseudo-compromis a été réalisé, aux termes duquel les députés se contenteraient de cette première phase du débat qui s'appelle la « discussion générale », l'examen et le vote des articles du projet étant renvoyés à la rentrée parlementaire d'octobre.

En octobre, le Parlement repartira à zéro ; la réforme ne sera pas votée à temps pour entrer en application pendant la prochaine année scolaire. Et c'est le président du Conseil lui-même qui, en donnant lecture à l'Assemblée du « décret de clôture », portera ce coup au projet de son ministre et ami politique.

Avant l'été

Malgré tout, la discussion qui s'est déroulée cette semaine à l'Assemblée Nationale marque une date : c'est la première fois depuis vingt ans, en effet, qu'un projet de réforme de l'enseignement est parvenu à ce stade de la procédure parlementaire. Au cours des dix dernières années, cinq projets officiels de réforme ont vu le jour (Langevin-Wallon 1947, Depreux 1948, Delbos 1949, André Marie 1953, Berthoin 1955) ; aucun d'entre eux n'est allé jusqu'au bout de sa course. Toutes les retouches apportées au système scolaire français depuis Jean Zay (1937) ont été effectuées par décrets.

Dès son arrivée au ministère de l'Education Nationale fin janvier 1956, M. Billères s'était fait remettre l'impressionnante masse de dossiers étiquetés « Réforme ». Comme chacun de ses prédécesseurs, il est décidé à attacher son nom à un projet — et à le faire aboutir. La prolongation de l'enseignement jusqu'à seize ans, la remise en ordre d'un système scolaire désuet, inadapté aux besoins, parfois injuste, ne peut attendre.

Il décide d'associer dès l'origine les collectivités intéressées — syndicats d'enseignants, parents d'élèves, étudiants — à l'élaboration de la réforme. Une « commission de démocratisation » est mise sur pied ; ses travaux dureront trois mois. Le 2 juin 1956, ils sont terminés. Le ministre annonce : « Je compte soumettre la loi-cadre aux députés avant la fin de la session parlementaire. »

Avant Noël

Le 4 juillet, le Conseil Supérieur de l'Education Nationale achève l'étude du projet qu'il approuve à une très large majorité. L'affaire devient sérieuse. Aussitôt, c'est un déchaînement.

La « Société des Agrégés » prend la tête du combat ; des universitaires prennent position, sans nuances : « Va-t-on assassiner l'enseignement secondaire ? » demande, dans une tribune libre du « Monde », M. Pierre Boyancé, professeur à la Faculté des Lettres de Paris. Des parlementaires se jettent dans la bataille : « Je redoute la destruction des humanités classiques », déclare à « Combat » l'un d'eux, M. Michel Raingeard, député indépendant. Les organisations de parents d'élèves de l'enseignement libre disent « leur angoisse ». C'est un feu roulant contre le projet. La session parlementaire s'achève sans qu'il ait pu même être examiné par le gouvernement.

La rentrée scolaire d'octobre dernier, tendue, révèle l'état parfois dramatique de notre équipement scolaire, l'insuffisance d'effectifs enseignants. Le problème de la réforme prend une urgence plus grande. Habilement, M. Billères met à profit ce climat pour relancer son plan. La réforme doit voir le jour « avant la fin de l'année ».

Négociations complexes avec divers ministères, les Finances et l'Intérieur en particulier. Examen du texte par le Conseil d'Etat. Derniers avis techniques, dernières retouches. Pour prendre date et réduire le délai de procédure, le projet est déposé « en blanc » à l'Assemblée le 23 octobre. Enfin, le 14 novembre 1956, le Conseil des ministres adopte les dispositions de la réforme, réalisable en dix ans et dotée de 54 milliards de ressources spéciales par an. M. Billères a gagné la première manche. Elle a duré dix mois. L'étape parlementaire commence.

Avant l'été

Elle commence mal : le rapporteur que désigne la commission compétente de l'Assemblée est un adversaire du projet. Pourtant M. Hippolyte Ducos est, comme M. Billères, un agrégé, comme lui encore député radical du Sud-Ouest. Les débats vont traîner huit mois en commission, tandis qu'à l'extérieur les assauts redoublent.

Tantôt le ministre, qui défend avec acharnement sa réforme, gagne du terrain : l'Union Nationale des Etudiants (U.N.E.F.), les parents d'élèves de l'école laïque, le Syndicat national des instituteurs, la Ligue de l'Enseignement l'approuvent. Tantôt, il enregistre de sévères critiques — celles de la Société des Agrégés, des parents d'élèves du « secondaire » et de l'enseignement privé ; l'Académie française elle-même — ou du moins certains des Immortels — entre en lice contre le projet à la requête de M. François-Poncet.

A la commission, l'affaire traîne, se « politise ». Les socialistes ont pris très tôt position en faveur de la réforme ; les communistes ont suivi, tout en multipliant les réserves ; les radicaux, l'U.D.S.R. sont divisés. Sujet à la pression croissante des défenseurs de l'enseignement libre (qui accusent le projet de favoriser l'école publique), le M.R.P. est hésitant. Modérés, poujadistes et républicains-sociaux sont résolument hostiles. Les amendements pleuvent. Les votes contradictoires se succèdent. A la veille de la crise gouvernementale de juin, la droite fait de l'abandon de la réforme un élément des négociations qui s'engagent.

Avant Noël ?

M. Billères tient bon. Pressenti par le Président de la République pour succéder à M. Guy Mollet, il a refusé : d'abord, faire aboutir la réforme. Il restera à son poste ministériel. Il obtient même que, dans sa déclaration d'investiture, M. Bourgès-Maunoury s'engage à faire venir la discussion « avant l'été ».

Elle est venue, en effet, cette semaine, mais pour la forme. Au banc du gouvernement, M. Billères ramasse ses dossiers. Le prochain rendez-vous parlementaire est fixé au mois d'octobre. A moins que, d'ici là, d'autres problèmes ne deviennent prioritaires.

Il y a bien un autre rendez-vous d'octobre : celui de huit millions et demi d'écoliers et d'étudiants avec leurs maîtres, pour la rentrée. Mais la jeunesse a l'avenir devant elle : elle peut attendre.

OH ! PARDON...

« Mon passage au pouvoir doit être une gigantesque fierté pour le parti.

« Tous les problèmes sont encore plus difficiles que nous ne l'avions imaginé. Notre objectif est de libérer l'homme de ce qui l'opprime. Nous avons apporté certaines améliorations, mais il reste des injustices à réparer...

« En ce qui concerne l'outre-mer, nous voulons aussi libérer l'homme. »

(Guy Mollet, Phalempin, 21 juillet 1957.)

M. LACOSTE et la commission de sauvegarde

Nous avons rapporté dans notre dernier numéro, en les attribuant à M. Robert Lacoste, des paroles sévères et méprisantes pour les membres de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, prononcées au cours de la réunion des Anciens Combattants d'Alger. En réalité, ces paroles ont bien été prononcées au cours de cette réunion mais par M. Maxime Blocq-Mascart, représentant d'une Association d'Anciens combattants, en présence, d'ailleurs, de M. Lacoste.

C'est une transmission téléphonique défectueuse qui est à l'origine de cette confusion.

ALGÉRIE

Le procès raté

● *Depuis des mois, une campagne orchestrée du gouvernement général accusait quelques hommes et quelques femmes des crimes les plus noirs. Et cependant...*

(De notre correspondant particulier)

« S'IL y a eu un complot, ce fut celui des bonnes volontés... » Cette phrase, Me Popie la prononça face au tribunal militaire qui siégeait mardi dernier à Alger pour juger trente-quatre « progressistes »... Depuis quarante-huit heures, les accusés se serraient les uns contre les autres, Européens et musulmans, au coude à coude. Il y a là un prêtre, l'abbé Barthez, des employés, des assistantes sociales, des professeurs. La chaleur est accablante dans cette salle de la cour d'assises. Les ventilateurs brassent un air raréfié et moite. Le public s'écrase et des dizaines de personnes écoutent debout. Pour une fois, musulmans et Européens se rapprochent : les parents, les amis des inculpés sont là. Anxieux et solidaires, ils se sentent menacés par le même malheur. Plusieurs soutanes noires font tache sur un parterre de robes d'été et de costumes clairs. De jeunes rappelés métropolitains assurent le service d'ordre.

Raymonde Peschard

Lundi, le président avait procédé aux interrogatoires de moralité. Tous les accusés comparaissaient pour la première fois devant la justice, sauf Chergui Brahim, ancien militant M.T.L.D. On apprend que l'appartement des Helié, un des couples in-

→

culpés, était la « maison du bon Dieu ». Tel autre a adopté cinq enfants qu'il élève comme les siens. Chacun se plaît à répéter que les accusés aimaient « rendre service ». On évoque enfin le travail ingrat des assistantes sociales qui, suivant les directives de M. Jacques Soustelle, arpentaient à longueur de journée les bidonvilles et la Casbah.

En mars dernier, pourtant, on les chargeait de toutes les trahisons. La thèse officielle, reprise par toute la presse, faisait état d'un complot où se seraient retrouvés progressistes chrétiens, militants du F.L.N. et communistes algériens. Ce complot avait une tête : Chafika Meslem, que l'on voit là élégamment vêtue d'une robe à pois blancs, un petit visage étroit sous un chignon qui se défait, et une vedette réputée « insaisissable » : la communiste Raymonde Peschard, formellement accusée d'avoir déposé la bombe du « Milk-Bar ». Plusieurs inculpés reconnaissent l'avoir aidée, mais, ajoutent-ils, « convaincus de son innocence ».

Un non-lieu

On sait aujourd'hui que Raymonde Peschard n'était pour rien dans l'odieux attentat qu'on lui attribuait. C'est clandestinement qu'un non-lieu a été rendu en sa faveur le 9 juin dernier, à Alger. On l'a découvert le 12 juillet au cours d'un procès passionné et hâtif où deux musulmanes, Djemila Bouired et Djamila Bouazza, étaient condamnées à mort. Et le « Journal d'Alger » du lendemain dénonçait le « mythe » Raymonde Pêschard. Il demeure que les arrestations de « progressistes » gravitaient autour d'elle, que l'on murmure à Alger qu'elle mourut après avoir été arrêtée... Comment a-t-on pu rendre un non-lieu ? Plus d'un « libéral » aimerait ici que la « Commission de sauvegarde » s'en occupe sérieusement.

Que reste-t-il aujourd'hui du complot ? Peu de choses et le réquisitoire fut d'une mesure rare. Mᵉ Kalflèche, un des avocats, put déclarer nettement à la barre :

> *« On a donné en mars dernier des versions mensongères au cours d'une conférence de presse* (1) *largement reproduite, et l'on n'a pas osé les démentir. Tout se passe comme si, à travers mes clients, on avait voulu salir leurs proches et leurs supérieurs. »*

Il défendait alors l'abbé Barthez et André Gallice, conseiller municipal... Et le prêtre, répondant à une question du tribunal, pouvait préciser :

> *« Je voulais profondément combler la coupure des deux communautés par des tâches sociales communes. »*

Les tortures

Cette volonté fut celle de tous les protagonistes du procès. Ou seulement la volonté de charité. C'est Mme Gautron, elle-même fille de déporté, qui déclare au président :

> *« Je savais que les musulmans auxquels j'ai donné asile risquaient d'être torturés. Je parle en connaissance de cause. Je l'ai été moi-même. Je précise que si les trois hommes qui m'ont torturée étaient un jour inquiétés et sonnaient chez moi, je les hébergerais de la même façon. »*

Mme Gautron fut, du reste, la seule à parler de tortures et l'on apprenait en bavardant dans la salle des pas perdus, si fraîche en sortant de la salle surchauffée, que le ministre résidant lui-même serait intervenu auprès du bâtonnier Lainné pour lui demander que les avocats n'en fassent pas mention à l'audience. Car chacun sait et répète ici que la plupart des inculpés ont subi des sévices graves...

Mais l'audience reprenait, chacun se félicitant de la sérénité avec laquelle le président du tribunal, le colonel Barques, dirigeait les audiences. On se rendait compte que tous les inculpés étaient contre la violence. C'est Chafika Meslem qui déclare : *« Je déplore toutes les victimes innocentes. »* On découvrait qu'au lendemain du 6 février un des membres du cabinet de M. Mollet encourageait Jean Touilleux, professeur de lettres et accusé, à conserver des contacts avec ses amis musulmans, et J.-P. Coudre ajoute qu'on lui avait déclaré au Palais d'été : *« Il faut des gens comme vous pour empêcher que le fossé ne se creuse... »*

L'Algérie de demain

Ce fut le thème essentiel des plaidoiries. Mᵉ Zizine, en résumant l'esprit, déclarait :

> *« Vous avez dans le box des Mauresques dévoilées et imbues de culture française, des musulmans assoiffés de responsabilités et des Européens qui ont voulu maintenir le contact. Bref, vous y voyez réunie, quelle qu'elle doive être, l'Algérie de demain... »*

Le verdict, pourtant, séparait les communautés. Onze musulmans qui avaient affirmé leurs convictions nationalistes se voyaient condamnés à des peines de prison. Un seul Européen, J.-P. Coudre, était condamné sans sursis. En sa faveur, le tribunal avait entendu le sénateur Michelet venu dire sa remarquable conduite pendant la Résistance. Mais J.-P. Coudre avait affirmé nettement sa solidarité avec les nationalistes algériens. Tous les autres inculpés étaient relaxés ou condamnés avec sursis...

Ce verdict est placé sous le signe de la guerre d'Algérie qui ne peut pas ne pas séparer Européens et musulmans, même sur les bancs d'un tribunal où l'amitié les a conduits ensemble. C'est la leçon qui demeure, une fois effacées les absurdes accusations de « complot ». Des hommes et des femmes qui ont voulu « vivre » les directives gouvernementales et incarner la « communauté » se sont retrouvés sur le banc d'un tribunal. La politique les sépare, temporairement. Mais comme le disait Mᵉ Mercier à la barre :

> *« Quand le feu sera éteint, c'est l'œuvre de ces amis qui restera. C'est notre chance de les voir ensemble... »*

(1) D'un porte-parole du ministre résidant.

DÉMOCRATIE

La mécanique des pouvoirs spéciaux

Faibles par les moyens qu'ils donnent ; graves par les atteintes qu'ils portent aux principes, selon la formule de Mᵉ Isorni, les pouvoirs spéciaux ont été accordés au gouvernement.

Comment peuvent-ils mener aux camps d'internement ?...

L'article de Mᵉ François Sarda, et un passage de l'intervention dans les débats, de M. Roland Dumas, député U.D.S.R. de la Haute-Vienne, précisent la gravité du vote qui a été admis.

Mᵉ FRANÇOIS SARDA :

Secrétaire général de l'Association pour la sauvegarde des institutions judiciaires (1)

Pleins pouvoirs contre les magistrats

Le gouvernement Bourgès-Maunoury vient d'obtenir, contre les traditions du Droit et les principes constitutionnels, des pleins pouvoirs contre les magistrats.

Personne n'aurait fait grief au gouvernement d'accomplir son devoir en ordonnant aux Procureurs de la République de requérir, étant donné les circonstances, avec davantage de sévérité contre les porteurs d'armes, les collecteurs de fonds, les propagandistes des mouvements rebelles, ou les auteurs de violences. L'arsenal juridique est assez riche pour permettre aux magistrats d'emprisonner, puis d'éloigner par l'interdiction de séjour tous ceux que l'ordre public commande de punir et de redouter. Mais en matière pénale, un tribunal ne peut sanctionner qu'après un lucide examen des faits reprochés, des preuves acquises et des renseignements donnés sur le prévenu.

Cet examen contradictoire est la clef de voûte des garanties du citoyen. C'est là sans doute trop de libéralisme car des débats parlementaires se détache l'impression forte que le Pouvoir Exécutif veut éviter la souveraineté des juges. Dans une phrase improvisée, le président du Conseil a affirmé que le texte gouvernemental sur les pouvoirs spéciaux « serait complètement dénaturé » si la faculté d'assigner à résidence (ou d'expédier en camp) était donnée au Pouvoir Judiciaire et non pas, comme il le réclamait et l'obtint finalement, à l'Exécutif.

M. Gilbert Jules a précisé que les tribunaux n'avaient pas à connaître des renseignements de police alors qu'ils figurent dans tous les dossiers. En vérité, le ministre veut éviter l'examen contradictoire des données de la suspicion pour que la Police statue sur ses propres renseignements.

Déjà, en 1955, M. Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, demandait pour l'Algérie à pouvoir assigner à résidence « des suspects relaxés immédiatement faute de preuve ». Quand, disposant de la possibilité d'infliger plusieurs années de prison, un tribunal ne condamnera qu'à une faible amende et quand, malgré ce choix délibéré, l'Administration expédiera on ne sait où pour une durée indéterminée, le condamné, une répression s'instaurera contre les vœux des juges, contre la justice grâce à un mécanisme, étranger à ses garanties.

La loi des Pouvoirs Spéciaux crée le délit ou le crime d'être suspect. Le juge en sera le pouvoir policier, la peine : l'assignation ou l'internement illimité. Pour être le justiciable de cette juridiction, il suffira d'avoir été condamné à quelques francs d'amende, même avec sursis, sur un tout autre dossier.

Par un jeu de textes que ne permettrait pas l'état de siège, la Cour de Cassation est étrangère à la vie judiciaire en Algérie. Aujourd'hui en métropole, les magistrats, provoqués dans leur indépendance, sont dépouillés par un texte législatif. Pour défendre les libertés, quand ils discerneront une arrière-pensée dans une poursuite, il leur restera à prononcer « des acquittements de principe ».

Le président du Conseil peut être satisfait : les exhibitionnistes du cœur, de l'intelligence et du droit, victorieux une nuit où il resta assez seul à s'accorder sa confiance, n'ont pu empêcher le vote d'un texte qui bâillonne les magistrats et les citoyens.

N'est-ce pas un symbole ? Le ministre de la Justice n'a pas assisté à la plus importante partie du débat sur les pouvoirs spéciaux.

(1) Association créée sous la présidence de M. le bâtonnier Thorp par de hauts magistrats, des professeurs de droit, et des représentants de toutes les professions judiciaires. 11, Cité Malesherbes.

M. ROLAND DUMAS :

Député U.D.S.R. de la Haute-Vienne

Qui veut-on déporter ?

M. ROLAND DUMAS : « Le gouvernement nous demande de lui donner la possibilité d'envoyer en Algérie des gens condamnés, certes, mais qui seront réputés les plus dangereux, sans que le texte donne la définition ou les critères permettant de déterminer les individus les plus dangereux.

« Or, les textes qui sont visés dans le projet de loi et la lettre rectificative sont susceptibles de toutes les interprétations. Je voudrais brièvement en donner un exemple.

« L'article 80 prévoit que « sera coupable d'atteinte à la sûreté de l'Etat tout Français ou étranger qui aura entrepris, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire français ou de soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce ». Or, vous le savez, monsieur le président du Conseil, et vous particulièrement, monsieur le ministre de l'Intérieur, la formule « par quelque moyen que ce soit » couvre entre autres les écrits, articles de presse ou livres.

« Il est facile d'illustrer par un exemple concret les conséquences de l'adoption du projet. Tel écrivain, professeur en Sorbonne, collaborateur régulier d'un quotidien du matin, qui jusqu'à ce jour n'a jamais été poursuivi, vient de publier un volume intitulé « La tragédie algérienne ». Il y affirme — je cite : « L'Algérie n'est pas une partie de la France, ne doit pas l'être et ne peut pas l'être » ; il préconise la renonciation de la souveraineté française sur l'Algérie et l'acceptation d'un Etat algérien. Son attitude tombe de toute évidence sous le coup du passage de l'article 80 que je viens de citer.

« Le gouvernement — et personne ne dira le contraire — pourrait le poursuivre. Je dirai même que, dans la perspective où il se place, il le devrait, car l'effet de ses écrits est certainement plus grand que ceux d'un tract dont aussitôt les distributeurs et rédacteurs ne manqueraient pas d'être appréhendés et inculpés.

« Le tribunal saisi pourrait condamner cet écrivain. S'il tient compte de ses antécédents, de ses brevets de patriotisme, il lui accordera le sursis. Mais si légère que soit la peine prononcée, le gouvernement pourra, s'il lui plaît, le faire arrêter, ainsi que son éditeur, et l'expédier pour une durée illimitée à Tébessa ou plus loin dans le désert, dans quelque camp de concentration d'où l'on n'a guère de chance de revenir.

« C'est pour cette raison et considérant les abus que peut entraîner ce texte, que je vous demande, monsieur le ministre de l'Intérieur, de méditer sur cette partie de l'amendement que j'ai l'honneur de déposer. »

(M. Roland Dumas a obtenu satisfaction sur un point : les camps d'internement ne seront pas en Algérie mais dans la métropole.)

« En créant — je m'excuse de l'expression, mais il faut avoir le courage de l'employer — cette nouvelle déportation, vous désignez à la vengeance sommaire, le cas échéant, des gens qui, peut-être, n'auront commis d'autre crime que de n'avoir pas partagé le point de vue du gouvernement.

« C'est du reste la raison qui a déterminé, vous le savez, le Conseil d'Etat — qui demeure le défenseur de notre droit public — à ne pas vous suivre dans cette voie. »

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : « Je répondrai tout d'abord que M. Dumas s'est livré à des hypothèses théoriques, juridiquement possibles... »

(*« Journal officiel », 18 juillet.*)

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TUNISIE

La fin d'un règne

● ***Une République naît à Tunis. Bourguiba est-il allé trop vite ?***

DANS la nuit du lundi 22 au mardi 23 juillet, les quatorze membres du bureau politique du Néo-Destour, réunis autour du président Bourguiba, siégèrent pendant six heures. A minuit, la décision était prise : la Tunisie serait une République. Une seule question demeurait posée : quand et comment ?

Dans son palais de Carthage, le bey savait déjà qu'il vivait ses derniers jours de souverain. Pour lui, la lutte était inégale. Il était seul. Les volets bleus du palais demeuraient clos. La garde beylicale, aux brillants uniformes, avait disparu. Quelques inspecteurs en civil et un maigre peloton de soldats assuraient sa garde. Il avait convoqué certains de ses conseillers privés. Mais la plupart s'étaient récusés. Un de ses fils, Salaheddine, était encore en prison, accusé d'avoir tenté d'écraser un policier. Ses autres enfants l'entouraient. On disait le lendemain que le vieillard avait pleuré...

Des souvenirs

Il ne restait plus à Sidi Lamine Bey que des souvenirs. Au début du XVIIIe siècle, son ancêtre Hussein Ben Ali avait fondé la dynastie husseinite. Fils d'un renégat grec, Hussein n'était qu'un fonctionnaire turc, agha des janissaires, quand il s'empara du pouvoir. Il instaura une monarchie théocratique et absolue où le bey, « possesseur du royaume » et législateur unique, détenait le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Mais la Tunisie demeurait une régence, c'est-à-dire une colonie turque autonome sur laquelle s'étendait l'influence de la Sublime Porte. Le protocole qui entoure le bey est toujours demeuré spécifiquement turc. Mohamed Es Sadok, le dernier bey avant l'instauration du protectorat français, sollicita encore l'investiture de Constantinople par une ambassade solennelle... Mais depuis deux siècles et demi la dynastie husseinite incarnait la Tunisie. Souvent dans le sang, presque toujours dans la corruption et la misère...

Aujourd'hui, Sidi Lamine se résigne à son destin. Il sait qu'il est monté sur le trône honni de son peuple. Il n'était pourtant pas responsable. C'est le gouvernement français qui destitua en 1943 Moncef Bey, accusé d'avoir collaboré pendant l'occupation de la Tunisie par les forces de l'Axe. Cette accusation n'était guère fondée, mais le résident ne lui pardonnait pas d'avoir formé, le 31 décembre 1942, un ministère « nationaliste ». Et Lamine Bey devenait, tout comme Moulay Ben Arafa au Maroc après la déposition de Mohammed V, le « bey des Français »...

Les premiers signes

Cet homme effacé et timide s'efforça de vaincre la méfiance et l'hostilité de ses sujets. Il se passionnait davantage pour la menuiserie, l'horlogerie ou les bijoux, mais les heures que vivait la Tunisie ne pouvaient lui laisser de répit. Les résidents qui se succèdent tentent de lui imposer les uns après les autres des « réformes ». Il résiste parfois, temporise, puis cède presque toujours. Le pays lui échappe cependant. Le Néo-Destour prend de plus en plus de force, l'audience de Bourguiba, de Ferhat Hached s'accroît. Dans ses lettres, M. Bourguiba l'assure toujours de son estime : il incarne ce qu'il appelle la « ligne beylicale », c'est-à-dire l'obstacle fondamental à une politique française d'intégration pure et simple. Et, paradoxalement, c'est la France qui, par le Traité du Bardo, s'engage à maintenir la dynastie husseinite.

La rapide évolution politique qui aboutit à l'indépendance le réjouit et l'inquiète. Que veut Bourguiba, le véritable maître du pays ? Lamine Bey s'en rend compte bien vite. Il lui faut autoriser à son corps défendant l'élection d'une Constituante. Et le premier article voté déclare : « Le peuple tunisien est dépositaire légal de la souveraineté. » D'allusion au bey, aucune. Il doit réduire de 480 à 120 millions sa liste civile. Il doit accepter que les deux cents princes de sa famille deviennent, comme le commun des mortels, passibles des tribunaux. Il se résigne à la suppression du baise-main. On lui retire enfin des terres qu'on lui reproche d'avoir illégalement acquises. Jour après jour, l'étau se resserre...

C'est que M. Bourguiba n'a rien en commun avec Lamine Bey. Il a toujours été hostile à la grosse bourgeoisie ou à l'aristocratie tunisienne, même s'il a pu les utiliser, voire les soutenir. Les cadres du Néo-Destour sont formés d'intellectuels de souche modeste, élevés dans les écoles et les universités françaises. Idéal de liberté nationale d'abord : c'est pourquoi le Néo-Destour a été à l'origine de la lutte contre le protectorat. Mais aussi idéal démocratique : dès 1934, M. Bourguiba tournait résolument le dos à tout régime théocratique et son programme déclarait :

> « *La souveraineté tunisienne sera exprimée par le peuple grâce au suffrage universel et prendra la forme d'un pouvoir exécutif responsable devant lui.* »

Il s'agissait, en un mot d'un régime républicain, inspiré des cours de droit public occidental...

Les « enturbannés »

On avait pourtant cru à Tunis que Lamine Bey terminerait ses jours sur son trône. Non qu'il ait des partisans puissants : ces derniers sont rares et se recrutent parmi les éléments les plus traditionalistes. On les appelle les « enturbannés » et leur protestation s'est limitée à quelques réunions dans des mosquées. Mais plus d'un Tunisien, redoutant justement l'instabilité des constitutions occidentales, voyait dans une monarchie de type constitutionnel une garantie de continuité. La masse cependant est restée indifférente. Tout juste si l'on éprouve pour Lamine Bey un sentiment de pitié.

Il demeure que M. Bourguiba va devenir légalement le chef de l'Etat tunisien. Les questions de protocole et de préséance ne l'irriteront plus dans ses déplacements officiels à l'étranger, précisent à Tunis tous ceux qui connaissent sa susceptibilité. A-t-il vraiment voulu cela ou le doit-il aux « jeunes turcs » du Néo-Destour ?

> « *La dynastie husseinite,* écrivait leur journal, « L'Action », *a eu le temps de s'étioler et c'est un arbre mort que le peuple tunisien et ses dirigeants vont déraciner.* »

C'est vrai, mais M. Bourguiba n'a pas pu ne pas songer aux conséquences de son geste dans le monde arabe. Avant de prendre sa décision, il avait d'ailleurs consulté de nombreuses personnalités tunisiennes et étrangères ; plusieurs d'entre elles lui avaient conseillé la patience. Au Maroc, plusieurs journaux ont déjà pris la défense du bey. Officiellement, on garde le silence, mais la disparition de la monarchie est considérée comme un coup d'Etat : on parle déjà de dictature. Washington même redoute des répercussions encore imprévisibles dans toutes les monarchies du Moyen-Orient.

M. Bourguiba ne s'inquiète pas de ces réactions. Il va se trouver désormais, face à tous les problèmes qui l'assaillent, débarrassé d'une institution qui lui pesait. En revanche, c'est vers lui que se tourneront les Tunisiens, dans les bons comme dans les mauvais jours, puisqu'il a librement décidé de renoncer à tout alibi, à tout paravent entre le peuple et lui.

(Intercontinentale.)

LE BEY DE TUNIS ET SON FILS, LE PRINCE SALAHEDDINE (*à gauche*)
Plus de paravent ni d'alibi

EST-OUEST

Les grands contre les petits

● ***A Londres, le désarmement bute toujours sur le même obstacle : la méfiance. Mais d'étranges alliances se nouent.***

EN apparence, les entretiens de Londres sur le désarmement se sont une nouvelle fois enlisés dans le marais de la méfiance et des arrière-pensées. Cette apparence, toutefois, est trompeuse. Un accord fondamental existe maintenant entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. : tous deux sont pressés de fermer le « club atomique » à de nouveaux venus ; tous deux redoutent plus que tout que de tiers pays, échappant à leur contrôle, comme la Grande-Bretagne, puissent se mettre à fabriquer des armes nucléaires et à en pourvoir des nations qui, comme par exemple l'Egypte ou la Corée du Sud, constituent pour leurs propres protecteurs des alliés dignes d'une confiance limitée.

Cet accord fondamental entre les Russes et les Américains ressort clairement des dernières déclarations de M. Dulles et du maréchal Boulganine.

> « *A moins de mettre au point une mé[illegible] internationale pour contrô[illegible] armes atomiques,* a déclaré [illegible] Dulles lundi dernier, *il n'est pas exclu que ce problème devienne bientôt insoluble ; et nous devons craindre dans ce cas qu'un immense pouvoir de destruction ne tombe entre les mains de nations pouvant se montrer tout à fait irresponsables... Les risques que l'on prend en cherchant à aller de l'avant sont bien moins importants que ceux qu'entraîne une immobilité provoquée par la peur.* »

Cette dernière phrase de M. Dulles ne s'adresse pas seulement à ceux des responsables américains qui, comme l'amiral Strauss, restent opposés à tout contrôle de la course atomique. Elle s'adresse également à ceux qui, à Londres et à Paris, souhaitent retarder tout accord de désarmement, jusqu'au jour (encore hypothétique pour la France) où leurs pays respectifs seront devenus indépendants, grâce à leur potentiel nucléaire, des deux géants mondiaux.

La lettre de Boulganine

A Londres, en effet, le ministre de la Défense, M. Duncan Sandys, résiste opiniâtrement au projet américano-russe d'arrêter les expériences nucléaires — manière la plus sûre d'interdire le « club atomique » à tout nouveau candidat. Si M. Jules Moch, d'autre part, qui représente la France à la conférence du désarmement, est prêt à accepter un arrêt des expériences dans le cadre d'un accord général, certains généraux et hommes politiques français défendent des vues opposées. M. Jules Moch n'a finalement imposé sa thèse qu'en menaçant M. Bourgès-Maunoury de démission immédiate.

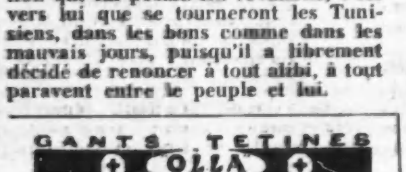
Les dirigeants soviétiques savent évidemment que les deux grands alliés des Etats-Unis sont le principal obstacle à un accord. M. Selwyn Lloyd n'a-t-il pas tenté, la semaine dernière, de provoquer un ajournement des entretiens de Londres, tandis que M. Stassen insistait sur la nécessité de les poursuivre ? Aussi le maréchal Boulganine accuse M. Macmillan, dans sa lettre de lundi dernier, de « faire obstacle » à un accord et avertit poliment le Premier britannique que semblable accord pourrait, le cas échéant, être conclu « ailleurs qu'à Londres ».

Hantés depuis plusieurs mois par l'éventualité d'un accord russo-américain séparé, Français et Anglais ont cherché à prendre les devants, notamment en liant l'arrêt, même temporaire, des essais atomiques, à l'arrêt de la production d'uranium à des fins militaires.

La clause contestée

C'est cette demande qui constitue actuellement la principale pierre d'achoppement des négociations. En prohibant seulement la *fabrication d'explosifs nucléaires,* mais non la fabrication de bombes à partir des stocks d'uranium existants (stocks plusieurs

(*Suite en page 12.*)



Un grand reportage

I. - ENTRE LE COCA-COLA ET

L'envoyé spécial de l'hebdomadaire anglais New Statesman and Nation *revient d'un voyage de plusieurs semaines au Moyen-Orient. Il raconte ici ce qu'il a vu en Irak et en Syrie. Dans la suite de son récit, qui le mènera du Liban en Israël, il cherchera à définir les grandes lignes d'une nouvelle politique susceptible d'assurer la paix et la stabilité de cette région. Observateur attentif des événements et des hommes, Paul Johnson détruit au passage quelques illusions et quelques mensonges et met en lumière les faits essentiels qui permettent de comprendre et de prévoir l'évolution du Moyen-Orient.*

DANS une des moins désagréables banlieues de Bagdad, s'élève un petit immeuble de deux étages, connu sous le nom de Beit Bagdad — Maison de Bagdad. C'est le quartier général du Pacte de Bagdad et la seule évidence tangible de son existence. Sous le porche, des gardes irakiens soumis à une parodie des mesures de sécurité britanniques. A l'intérieur, dans un bureau décoré par des affiches de tourisme, j'ai eu un entretien avec M. Awni Khalidy, secrétaire général du pacte, un homme tellement obsédé par la peur que la presse parle de lui que toute conversation sensée est impossible avec lui. Il y a vingt ans, sous le mandat britannique, il aurait été chef de bureau. Aujourd'hui, il occupe une position équivalente à celle de secrétaire général de l'O.T.A.N.

Il est donc la figure-clef du système de défense international par lequel la Grande-Bretagne se propose de garantir la sécurité de tout le Moyen-Orient.

Quand on observe M. Khalidy et la petite maison dans laquelle il travaille, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi la Grande-Bretagne a été obligée de s'effacer devant l'Amérique. Le pacte de Bagdad était et est encore un pathétique petit château de cartes, rien de plus que la somme de ses composants : et ces composants ne sont que les forces fragiles des Etats signataires du Moyen-Orient, plus les restes de la puissance militaire britannique. Près de Basra, j'ai vu un vieux bombardier « Canberra » passer dans le ciel ; à Koweit, un sloop a jeté l'ancre, et on s'en vante comme s'il s'agissait de trois cuirassés. A Bahrein, deux compagnies d'infanterie ont été reléguées près de Manama. C'est à peu près tout. Quand les Américains ont pris la tête du pacte de Bagdad, à la conférence de Karachi le mois dernier, ils découvrirent que l'organisation ne possédait ni moyens de communications, ni infrastructure logistique, ni plan combiné pour le cas d'attaque-surprise, ni code, ni système d'alerte, ni politique d'armement, ni même un seul écran-radar. Ils trouvèrent que Beit Bagdad n'était rien qu'un bureau central de renseignements — et de renseignements primitifs.

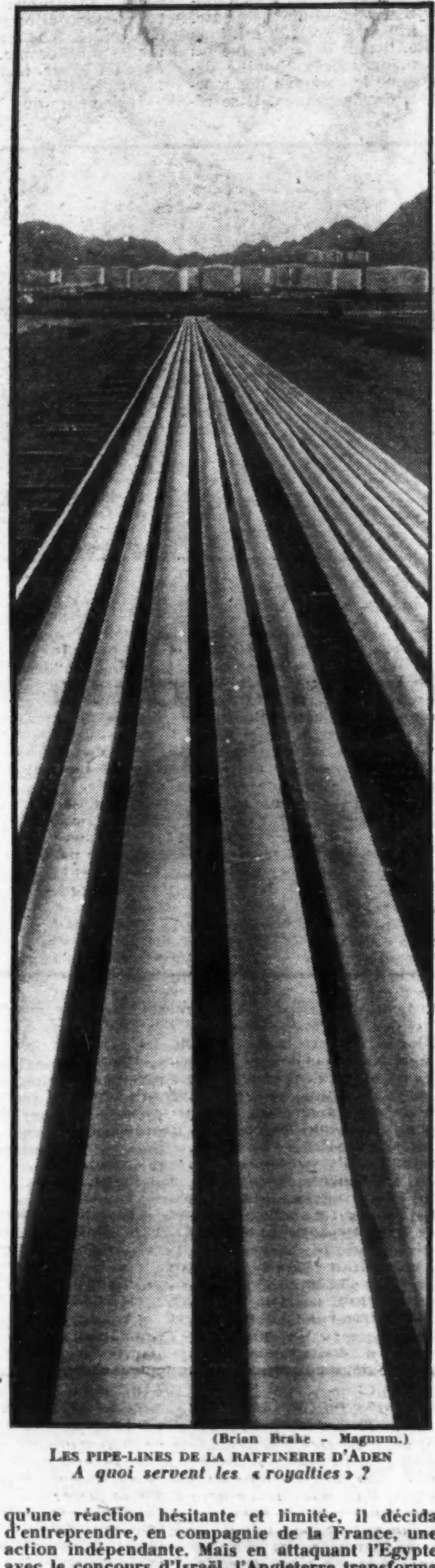
Quarante-huit jours pour Suez

L'explication de cette situation est simple. Un pacte régional destiné à prémunir contre les incursions d'une grande puissance comme la Russie soviétique, ne demande pas seulement l'appui, mais aussi la participation PHYSIQUE d'une autre grande puissance. Et l'Angleterre n'est plus une grande puissance. Il n'est pas difficile de démontrer cette triste vérité. Quand le cabinet britannique décida une opération militaire contre l'Egypte, le 17 juillet 1956, il prit, en dépit de l'aide de forces françaises considérables, exactement quarante-huit jours pour rassembler un corps expéditionnaire. Quand le National Security Council, à Washington, décida le 24 avril 1957 d'envoyer des forces pour une opération limitée en Jordanie (comprenant un corps combiné de la marine et des fusiliers-marins), le dispositif fut en place en quarante-huit heures. Et la puissance d'attaque ainsi assemblée était, même sans compter les armes nucléaires de la base aérienne de Dhahran en Arabie Séoudite, trois fois plus importante que celle de la fameuse opération « Mousquetaire ».

La proclamation du « pat » atomique, en 1955, a déplacé vers le Moyen-Orient le centre de gravité de la compétition Est-Ouest. De même que l'avance du communisme avait été freinée en Extrême-Orient par le conflit doctrinal de Staline avec Mao Tsé-toung, de même au Moyen-Orient elle a été retardée par l'antipathie de Staline pour le nationalisme arabe et par son refus de soutenir la bourgeoisie nationaliste — surtout en Egypte. Mais les successeurs de Staline firent rapidement fi de ces préjugés et au vingtième congrès, quand la nouvelle politique soviétique fut officiellement formulée, l'infiltration soviétique au Moyen-Orient était déjà fort avancée.

L'achat d'armes tchécoslovaques par l'Egypte en automne 1955 fut la première manifestation visible de la nouvelle constellation de forces. A la fin de 1955, l'envergure et la qualité des livraisons d'armes avaient convaincu le gouvernement anglais qu'une crise approchait à laquelle il serait incapable de faire face seul. A la conférence de Washington en janvier 1956, sir Anthony Eden fit appel à l'aide américaine. Il reçut de vagues promesses qui constituaient, en fait, un refus brutal.

Durant le printemps et l'été 1956, il devint de plus en plus évident que les promesses soutirées à Washington étaient sans valeur ; et quand l'Egypte nationalisa le canal de Suez, événement que sir Anthony Eden (se trompant, comme les événements allaient le montrer) interpréta comme le signal de la crise, alors que l'Amérique n'eut qu'une réaction hésitante et limitée, il décida d'entreprendre, en compagnie de la France, une action indépendante. Mais en attaquant l'Egypte avec le concours d'Israël, l'Angleterre transforma une pseudo-crise en une crise véritable. L'opinion arabe, pourtant méfiante des intentions soviétiques, se tourna ouvertement vers la Russie et le président Nasser, avec ses alliés syrien et jordanien, se sentit contraint d'abandonner un certain nombre de précautions qui, auparavant, limitaient ses relations avec l'Est.



(Brian Brake - Magnum.)

LES PIPE-LINES DE LA RAFFINERIE D'ADEN
A quoi servent les « royalties » ?

C'est ainsi que, vers la mi-décembre, les dirigeants américains — qui avaient initialement traité avec un grand scepticisme la théorie anglaise selon laquelle il existait un complot soviétique pour prendre possession du Moyen-Orient — furent convaincus que le remède employé avait précipité la maladie et que l'intervention militaire était maintenant vitale et urgente.

Et, sous la pression des événements, l'Amérique adopta dans sa totalité la politique qui avait été recommandée par sir Anthony Eden douze mois auparavant et que l'Angleterre avait appliquée pendant les trente ans de son contrôle sur le Moyen-Orient. C'est sous cet angle, et sous cet angle seulement, que l'aventure de Suez fut un succès pour sir Anthony Eden.

Mais l'administration américaine, dans son intention de riposter à ce qu'elle croyait être une réelle menace communiste, et dans son anxiété d'obtenir des résultats rapides, pour désarmer ses critiques du Congrès, a appliqué les principes sur lesquels était basée la politique britannique, avec une brutalité qui a surpris jusqu'aux plus endurcis des partisans anglais de la manière forte. Beaucoup des nuances qui donnaient à notre politique un certain équilibre ont été supprimées, les freins que nous avions mis aux appétits féodaux de nos alliés relâchés. Entre les mains des Américains, notre politique a acquis une dureté qu'elle n'avait jamais eue auparavant : retournant le dicton révolutionnaire français, c'était maintenant « paix à tous les rois et guerre à tous les peuples ». La question-clef au Moyen-Orient reste donc la même qu'auparavant : combien de temps ce système peut-il durer ?

L'Irak : Barrages et donjons

« En dernier ressort, me dit-on, c'est Bagdad qui importe. » Ce n'est pas tout à fait vrai : dans trente ans, sans doute, le centre de gravité du Moyen-Orient se sera transporté en Mésopotamie. L'Irak peut nourrir une population de vingt-cinq millions d'habitants, comme aux temps anciens, avant que les Arabes ne vinssent détruire le vieux système d'irrigation. La terre est là, l'eau aussi ; tout ce qu'il faut, c'est les mettre en contact et amener, par l'immigration et le peuplement, des hommes capables d'exploiter le sol. Mais cela prend du temps et pendant ce temps le monde arabe se tourne vers Le Caire. Dans un sens négatif cependant, Bagdad importe plus que tout ; si elle tombe, même l'Amérique ne pourra préserver le système actuel. Pour le moment, le régime irakien semble à l'abri du danger : il y a six semaines, Noury Saïd décida qu'il avait assez bien résisté au choc de novembre pour pouvoir abandonner la présidence et se contenter d'un lointain contrôle depuis sa clinique en Suisse.

Son point de vue optimiste m'a été exposé par le ministre irakien du Développement, le Docteur Dhia Ja'ar, un homme courtois, dans la quarantaine, qui, sauf par le manque de médailles, ressemble à une version arabe quelque peu simplifiée de Douglas Fairbanks.

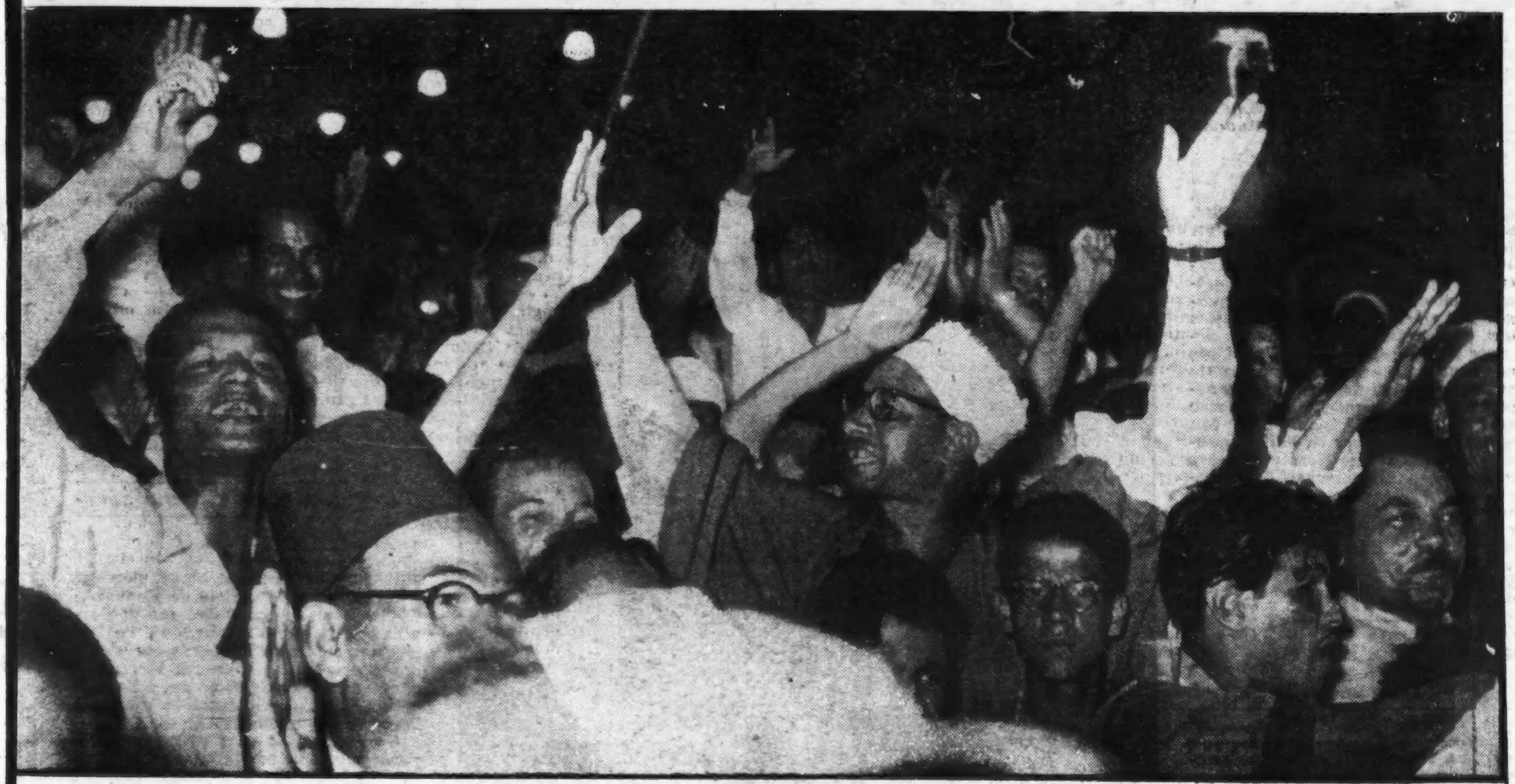
« *En 1950, dit-il, Noury Saïd prit l'initiative courageuse de consacrer 70 % de nos revenus pétroliers à des investissements à long terme. Nous avons dépensé 300 milliards de francs pendant les cinq dernières années. Durant la période 1955-1960, nous allons en dépenser 500 milliards de plus. Nous avons résisté à la tentation de consacrer cet argent à des investissements de consommation. Plus de 150 milliards furent dépensés au contrôle des inondations et aux barrages. Maintenant, nous avons passé le cap. Pendant des années, les gens ont entendu parler de nos énormes dépenses, mais ils n'en voyaient pas les fruits. Ce printemps, pour la première fois, en dépit des plus grosses chutes de pluie en vingt ans, nous n'avons pas eu d'inondations à Bagdad. Pourquoi ? Parce que nos projets de base sont terminés ou presque. Déjà, au cours des deux dernières années, nous avons pu modifier notre politique et consacrer de l'argent au bien-être populaire et à des projets à court terme. Désormais, les choses iront de mieux en mieux. Le temps travaille pour nous.* »

Est-ce vrai ? Noury a tenu l'Irak par la force et il ne le cache pas. Lui-même est une relique de l'empire ottoman. Il a été formé par des instructeurs allemands. Bien que de sang presque purement arabe, il a été officier dans l'armée turque et on dit qu'il a rejoint la cause arabe principalement parce que les Turcs ne voulaient pas lui donner d'avancement. Il ne cache pas son mépris pour ses compatriotes. Il gouverne grâce à une sorte de loi martiale. Les partis et même les clubs politiques sont bannis, les journaux sont contrôlés par le gouvernement et il y a un nombre indéterminé de gens — 44 d'après Noury, 10.000 d'après ses adversaires — en prison. J'ai rencontré des Irakiens qui avaient été torturés dans les prisons de Noury.

L'opposition a deux faces. A la surface, les 13 ex-premiers ministres, les 78 ex-ministres, leurs familles, dépendants et domestiques, qui assistent aux réceptions officielles et attendent comme des vautours que les rênes du pouvoir glissent des

u Moyen-Orient

LE COMMUNISME *par Paul JOHNSON*



(Mario Garruba - L'Express.)

UNE FOULE ARABE
Un danger encore inconnu : un communisme autochtone

mains de Noury. De temps en temps, Noury donne un poste à l'un d'eux — et même la présidence — mais c'est pour le révoquer au moindre geste d'indépendance.

Je crois que Noury n'a pas grand-chose à redouter de ces opposants-là. Sous la surface, il y a pourtant une autre opposition, une opposition de professeurs, d'hommes de loi et de techniciens. Une vigoureuse revendication d'indépendance bouillonne dans le cœur des Irakiens ; contrairement aux autres nationalistes arabes, ces hommes ne sont pas obsédés par Nasser, bien qu'ils partagent beaucoup de ses aspirations. Ils sont difficiles à contacter, encore plus difficiles à faire parler. Quelques-uns sont déjà communistes, beaucoup d'entre eux rejoindront le parti dans les années qui vont suivre.

> « *Chaque jeune garçon qui quitte nos nouvelles écoles techniques,* m'a dit l'un d'entre eux, *est avec nous. Chaque paysan qui quitte ses terres pour venir à Bagdad est un de nos partisans. Le gouvernement pense que le plan de développement désarme l'opposition. Au contraire, il la suscite. Le temps est de notre côté.* »

D'année en année, à mesure que la population urbaine augmente, la représentation parlementaire — désignée par Noury et les cheiks — devient plus artificielle et les chances d'évolution vers une démocratie, même contrôlée d'en haut, s'amenuisent. Il est maintenant évident que Noury ne souhaite pas l'évolution vers la démocratie. Ses successeurs immédiats, je le crains bien, n'auront ni le courage de l'imposer ni la force de l'empêcher. Une explosion, en théorie du moins, deviendra inévitable. Et pourtant, en face d'un avenir économique aussi brillant, il est difficile de croire que le temps ne travaille pas pour tout le monde.

La Syrie : L'indépendance et les affaires

La situation en Irak est incertaine ; elle est même imprévisible. Cependant, l'Irak constitue le seul rayon de lumière d'un tableau de plus en plus sombre. Tôt ou tard, pour que leur système fonctionne, les Américains devront contrôler le régime syrien. Ils sont déjà au travail, utilisant comme alliés le gouvernement libanais et les partis néo-fascistes qui fleurissent dans l'atmosphère politique tropicale de Beyrouth et qui entretiennent des contacts clandestins avec l'opposition à Damas. Trois fois depuis l'indépendance, les gouvernements syriens ont été renversés par des coups de force ; personne ne doute que le conflit actuel sera réglé de la même manière. La grande ville de Damas, qui s'élève à la lisière du désert oriental, est entourée de sept régiments de tanks et d'infanterie, chacun observant l'autre avec hostilité. Au quartier général de l'armée, une bataille féroce, et jusqu'à présent sans résultat, est engagée entre les générations. A gauche, soutenant l'actuel gouvernement, sept colonels d'état-major dirigés par le chef du 2e bureau, le colonel Serraj, membre du parti socialiste *Baath*. A droite, et, dit-on, en rapport avec les services de renseignements américains, les généraux les plus anciens en grade ayant pour chef le commandant en chef, le général Nizam Ed'deen. Entre eux, se tiennent les hommes politiques, incertains, nerveux, hésitant à s'engager. Dans l'actuel Parlement, il n'y a qu'un seul communiste et plus des deux cinquièmes des députés sont des indépendants conservateurs ou des membres du *Shaab* qui représente les intérêts fonciers et les grandes affaires. Le gouvernement est entre les mains du bloc national, traditionnellement antifrançais, et du petit parti socialiste *Baath* qui détient le ministère des Affaires étrangères et celui de l'Economie nationale, ce qui lui a permis de donner une teinte d'extrême-gauche aussi bien à la politique étrangère qu'à la politique intérieure.

Dans le domaine économique, la Syrie a obtenu plus de résultats qu'aucun autre Etat du Moyen-Orient depuis la guerre, malgré le fait que jusqu'à l'accord de 1945 les *royalties* qu'elle touchait sur le transit du pétrole représentaient moins d'un million de livres par an. La production agricole a été triplée, le revenu national s'est élevé de 120 %, les salaires réels sont doublé. La Syrie est maintenant un important exportateur ; Damas est une ville où les affaires se brassent activement. La route vers la capitale est encombrée d'immenses affiches de style américain et dans les faubourgs occidentaux s'élèvent les brillants pavillons de la Foire internationale.

M. Sabri Assaly personnifie les contradictions syriennes : d'aspect prospère, un peu lourd, cet avocat d'affaires aurait plus d'une ressemblance avec M. Dulles s'il n'était le premier ministre d'un gouvernement prosoviétique. En fait, je le soupçonne d'hésiter sur l'orientation de sa politique plus qu'aucun autre homme politique, fût-il Syrien. Assis derrière son large bureau d'acajou, la transpiration couvrant ses lourdes mâchoires, il s'efforça désespérément de maintenir la conversation sur le terrain peu dangereux de l'israélomanie. Finalement, à force d'insistance, je parvins à le faire parler de son propre gouvernement :

> « *Nous avons deux problèmes,* finit-il par admettre, *l'indépendance et les affaires. Les Français ont bombardé Damas trois fois avant d'en être chassés. Nous ne laisserons plus revenir les impérialistes à aucun prix. C'est l'objectif numéro un pour tous les Syriens. Mais nous avons besoin d'aide, parce que nous sommes pauvres, parce que nous sommes en expansion et parce que nous devons consacrer les deux cinquièmes de notre budget à nous défendre contre l'agression israélienne. Nous ne pouvons demander cette aide aux gouvernements occidentaux parce qu'ils n'accepteront pas de nous l'accorder sans condition. Les hommes d'affaires occidentaux refusent de nous donner des crédits à long terme à des conditions acceptables et leurs soumissions ne sont jamais concurrentielles. Aussi nous tournons-nous vers l'Est où nous trouvons des prêts de vingt ans à 2 1/2 %. Pouvez-vous faire la même chose ? Sur les trois importants contrats offerts dernièrement par le gouvernement — pour une raffinerie, un aérodrome et une étude géologique — deux sont allés à la Bulgarie et un à la Tchécoslovaquie. Leurs soumissions étaient, en moyenne, de 20 % inférieures à celles des firmes occidentales. S'ils perdent de l'argent, ça les regarde, tout ce qui nous intéresse c'est qu'ils n'imposent aucune condition politique, économique ou militaire. Je ne suis pas communiste, il n'y a pas de communiste dans mon gouvernement, lisez mes discours et vous verrez que je me dresse plus fermement contre le communisme que Noury Saïd. Mais aussi longtemps que les communistes joueront le jeu, nous ferons des affaires avec eux. L'intérêt national pour autant qu'il soit compatible avec l'indépendance nationale, voilà notre politique.* »

C'est cette politique que les Américains cherchent à renverser. Et maintenant que la Syrie est entourée d'Etats hostiles, leur tâche est plus facile. La fermeture virtuelle des frontières turque et irakienne a coupé la Syrie de deux de ses marchés d'exportation ; la rupture avec la France en a éliminé un troisième. En répandant judicieusement ses surplus de blé en Italie du Sud, l'Amérique a contré les tentatives syriennes pour trouver un marché de remplacement.

La livre syrienne a déjà perdu 20 % de sa valeur et continue à baisser. Alep, capitale des régions productrices de blé, est une ville où règne l'opposition. A Damas, les hommes d'affaires ont perdu confiance dans le gouvernement et ont manifesté publiquement leur hostilité par la démission de 61 députés indépendants et du *Shaab*. En intriguant avec l'armée et en exploitant le mécontentement des milieux d'affaires, l'Amérique peut réussir à renverser le régime. Mais ce qu'elle ne peut faire, c'est changer les aspirations nationales de la Syrie ; les récentes élections partielles où les socialistes *Baath* ont triomphé montrent que le régime actuel les satisfait largement. En le supprimant, l'Amérique rendrait simplement plus difficile la tentative des nationalistes et des socialistes *Baath* pour maintenir les nationalistes syriens dans les frontières de la démocratie. Le parti communiste syrien, dirigé par l'habile Khaled Backdash, dispose déjà de 8.000 membres qui font de lui le plus puissant parti communiste du Moyen-Orient. Un coup d'Etat dirigé par les Américains et suivi d'une période de gouvernement autoritaire lui donnerait une chance de s'établir en tant que parti de masse. L'alliance nationaliste bourgeoise avec la Russie serait alors remplacée par quelque chose de bien plus dangereux, encore inconnu dans le monde arabe : un communisme autochtone.

(A suivre.)

(*Copyright* L'Express *et* New Statesman and Nation.)

Prochain article :

II. - AUX SOURCES DU PÉTROLE

(*Suite de la page 9*)

fois plus élevés aux Etats-Unis qu'en U.R.S.S.), de nouveaux candidats au club atomique pourraient soit importer des bombes étrangères, soit en fabriquer eux-mêmes à partir d'uranium étranger.

C'est l'introduction de cette clause qui a provoqué le raidissement soviétique à Londres : redoutant que l'Allemagne, notamment, n'entre en possession d'armes atomiques, l'U.R.S.S. réclame l'arrêt des *fabrications d'armes atomiques.*

Les Etats-Unis continueront-ils à défendre la clause contestée par les Soviétiques ? Les dernières initiatives de M. Dulles permettent d'en douter. Le gouvernement américain vient, en effet, de refuser de requérir du Congrès, pendant la durée des entretiens de Londres, des pouvoirs spéciaux l'autorisant à équiper atomiquement ses alliés européens. M. Dulles vient, en outre, d'indiquer que les arsenaux atomiques que les Etats-Unis pourraient mettre à la disposition de leurs alliés atlantiques ne seraient accessibles à ceux-ci qu'en cas de guerre mondiale. Cette décision et le ton conciliant adopté par M. Dulles (contrairement à ses intentions premières et selon le conseil personnel de M. Eisenhower) attestent qu'Américains et Russes, par delà tous leurs différends, ont une même volonté : rester seuls arbitres de la paix mondiale.

PÉTROLE

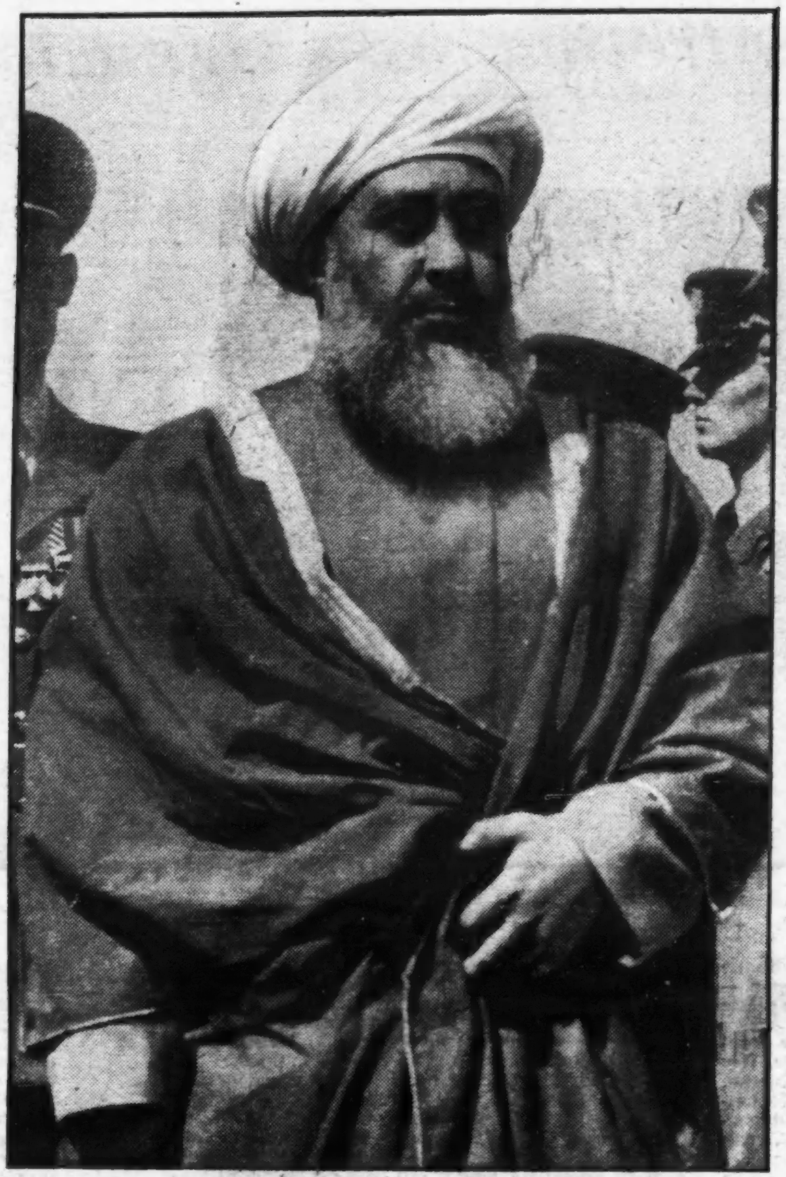
Le retour de l'iman

● *Une querelle de roitelets féodaux au bord du golfe Persique menace l'ensemble de la politique américaine au Moyen-Orient.*

UNE nuit de décembre 1955, le vénérable iman d'Oman s'échappa, à l'aide d'une corde, du château fort de Nizoua, dont les murs, épais de plusieurs mètres, peuvent résister à la plus moderne des artilleries. Un seul coup de carabine avait suffi à mettre l'iman en fuite. Mais ce coup de feu était tiré par l'armée du sultan de Mascate et d'Oman — 400 hommes dotés du meilleur équipement britannique, encadrés par des sous-officiers pakistanais et commandés par le colonel W. A. Cheesman, célèbre dans le golfe Persique pour son efficacité.

Durant dix-huit mois, réfugié à la cour du roi Séoud d'Arabie, l'iman d'Oman médita sa vengeance. La semaine dernière ses forces partirent à l'attaque. Outre leurs vieilles carabines, elles possédaient cette fois des fusils-mitrailleurs, des mines terrestres, voire, en guise de chars d'assaut, un bulldozer et une grue auto-tractée.

S'il n'y avait pas de pétrole dans le désert d'Oman, la vengeance de l'iman n'aurait qu'un intérêt local. Pas plus que le sultan de Mascate et d'Oman, l'iman Ghalib ben Ali ne mérite qu'on attache un intérêt quelconque à sa personne. Le sultan est un despote médiéval ; depuis 1873, date à laquelle son prédécesseur promit aux Anglais de lutter contre l'esclavage, de ne jamais aliéner une parcelle de son territoire et de tolérer des troupes anglaises sur son sol, le commerce des esclaves est resté florissant sur les côtes d'Oman et c'est grâce seulement aux forces britanniques que le sultan vint à bout de trois grandes révoltes. Quant à l'iman Ghalib ben Ali, s'il a pour lui le droit et le soutien de ses sujets, il défend moins son trône et son territoire que son monopole de transporteur chamelier, compromis par la construction d'une route carrossable, destinée à ouvrir son pays aux pétroliers.



LE SULTAN DE MOSCATE ET D'OMAN (U.P.)
Derrière une querelle féodale, le sort du Moyen-Orient

Le rôle de Séoud

C'est pour conserver ce monopole que l'iman a rejeté toutes les offres de prospection qui lui furent faites par les compagnies anglo-saxonnes. En 1954, toutefois, deux d'entre elles pénétrèrent clandestinement dans son territoire : l'Aramco (américaine) et l'Iraq Petroleum (britannique). Celle-ci, grâce au colonel Cheesman, expulsa promptement sa rivale et chassa l'iman l'année d'après. Appuyée par des automitrailleuses et une escadrille de la R.A.F., elle procéda de même dans l'oasis de Buraimi (9 villages bédouins, 60.000 palmiers et du pétrole), sur laquelle le roi Séoud avait des titres au moins égaux à ceux des Britanniques. Cela devait suffire pour faire du roi Séoud l'ennemi de la Grande-Bretagne et l'allié de l'Egypte.

Financé par l'Aramco, soutenu par les Séoudiens et les Egyptiens à la fois, le retour offensif de l'iman risque aujourd'hui de prendre des proportions internationales. La Grande-Bretagne est, en effet, résolue à écraser la rébellion, par bombardements aériens si nécessaire. Sentant son prestige en jeu, le roi Séoud, promu au rang de champion arabe de l'anticommunisme depuis son voyage à Washington, sera tenté d'en appeler aux Etats-Unis contre cette nouvelle « agression impérialiste » de l'Angleterre. Les Etats-Unis se trouveront ainsi pris entre leurs alliés britannique et arabe.

La réaction de Séoud, dans cette éventualité, sera imprévisible. Plusieurs de ses conseillers les plus influents (parmi lesquels le prince Feyçal) n'ont jamais approuvé le réalignement de Séoud sur Washington et Bagdad. Ils pousseront le roi à se rapprocher à nouveau de l'Egypte et de la Syrie, et Séoud est homme à décider ce second revirement avec autant de désinvolture que le premier. La politique arabe des Etats-Unis subirait alors un sérieux revers. Et le colonel Nasser, qui n'est pas étranger, lui non plus, au soulèvement d'Oman, reprendrait le « leadership » arabe qui lui fut partiellement arraché à grands frais.

L'enjeu

Pour empêcher un revirement de Séoud, les Etats-Unis s'abstiennent donc actuellement de toute pression et conseillent à la Grande-Bretagne de ne pas mettre ouvertement le roi en cause. En dépit des assauts travaillistes, M. Selwyn Lloyd a jusqu'ici suivi ce conseil. Reste à voir si les Séoudiens assisteront impassibles à l'écrasement de leurs amis par des troupes aéroportées amenées en renfort du Kenya.

Si grand que soit leur désir de ne pas envenimer cette affaire, les Anglais ne peuvent céder aux rebelles. Le prestige de leur « fidèle ami », le sultan de Mascate et d'Oman (le seul chef arabe qui ait approuvé l'expédition de Suez) n'en est pas l'unique raison, mais la victoire de l'iman d'Oman compromettrait les positions britanniques dans les cheikats et émirats de Bahrein, Katar et Koweit, piliers de l'empire pétrolier anglais.

ETATS-UNIS

Les blancs entre eux

● *Dans le sud des U.S.A. un jury blanc condamne des blancs. C'est, peut-être, le début timide d'une révolution.*

UN jury entièrement blanc, siégeant dans la ville sudiste de Knoxville (Tennessee), a condamné mardi dernier sept hommes blancs, dont l'agitateur raciste John Kasper, pour s'être opposés, par des discours incendiaires et des actes de violence, à l'application du plan d'intégration raciale à l'école communale de Clinton.

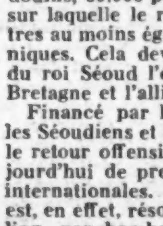
Ce verdict est sans précédent. Réputés pour leur partialité dans les procès raciaux, des tribunaux sudistes n'avaient-ils pas rejeté les preuves de l'assassinat d'Emmett Till, jeune noir dont on trouva le cadavre dans le Mississipi ? N'avaient-ils pas acquitté une blanche qui, d'un coup de feu, abattit un noir, éloigné d'elle de vingt mètres, parce qu'il l'avait « dévisagée dans une intention de viol » ?

Il y a pourtant de bonnes raisons à la soudaine équité du jury blanc de Knoxville. Les Sudistes du Sénat livrent actuellement bataille contre un projet de loi habilitant le procureur général des Etats-Unis à inculper toute personne qui « violerait ou projetterait de violer » les droits civiques des noirs, et particulièrement leur droit de vote.

Le but de ce projet de loi est précisément de soustraire les délits raciaux à la compétence des jurys sudistes et d'assurer justice aux noirs lors même qu'ils n'osent pas déposer plainte. Au nom du droit sacré de tout citoyen à être entendu par des jurés, les Sudistes bataillent depuis dix jours contre ce projet de loi. Leurs arguments juridiques et constitutionnels furent si bien présentés que les propres avocats du projet de loi se scindèrent en trois camps et que le président Eisenhower, qui avait initialement pris le projet à son compte, battit en retraite, mettant ses partisans du Sénat dans une situation fort embarrassante.

Une grêle d'amendements s'est abattue sur le projet de loi qui, au début, avait eu d'excellentes chances d'être adopté. Le verdict du jury de Knoxville risque de fournir un argument supplémentaire aux sénateurs sudistes, partis pour « édenter », comme disent les Américains, le louable projet du gouvernement. Mais le débat engagé aura eu ce résultat positif d'inverser, pour la première fois dans l'histoire légale du Sud, une jurisprudence qui semblait avoir définitivement aboli le droit des citoyens noirs à la justice.

« POLYESSEF »
REVETEMENT MURAL PLASTIQUE
LESSIVABLE
SOCIETE FRANÇAISE DES PAPIERS PEINTS
137, Faubourg-St-Denis, Paris. Tél. Nord 97-45


VOYAGES SENSATIONNELS
EN AUTOCAR DE LUXE
U.R.S.S.
et POLOGNE
DEPARTS LES 3, 9 ET 18 AOUT, 1er, 4 ET 7 SEPTEMBRE
en 14, 16, 20, 23 ou 29 jours
PRIX EXCEPTIONNELS DEPUIS 69.500 FRANCS
TOUTES DEPENSES COMPRISES
Demandez le dépliant spécial et catalogue général
COMPAGNIE FRANÇAISE DE TOURISME
14, boulevard de la Madeleine — PARIS (8e)
OPE. 97-93

PONT-L'ÉVÊQUE
☆
LEVASSEUR
toujours
LE MEILLEUR

Un entretien avec Ignazio SILONE

(Charpentier - L'Express.)

IGNAZIO SILONE
« Je ne supporterais pas la souffrance d'écrire sans une vraie nécessité. »

ET APRÈS LE MARXISME ?

Ignazio Silone vient de publier en France un nouveau roman, « Le Secret de Luc », que la critique littéraire a accueilli avec toute l'attention qu'elle apporte à l'œuvre de ce très grand écrivain italien, qui est aussi une haute personnalité politique.

Paysan des Abruzzes, Silone a fondé le parti communiste avec Togliatti en 1921. Il l'a quitté en 1930. Son premier roman, « Fontamara », a été traduit en vingt-deux langues.

Les lecteurs de L'Express se souviennent de « L'Invitation à un examen de conscience » qu'il nous confia après les événements de Budapest, en réponse à Sartre.

Aujourd'hui, Ignazio Silone nous parle, dans cet entretien, du marxisme et de ses fossoyeurs, de l'après-marxisme, de son éducation chrétienne, de ce qu'il attend des hommes, de la droite et de la gauche, avec la liberté, la chaleur et la foi qui ont fait de lui l'une des plus grandes figures du socialisme européen.

L'EXPRESS. — Vous savez l'accueil qui vient d'être fait, en France, par la critique à votre dernier livre « Le Secret de Luc ». On a voulu y voir la clé de votre œuvre entière. Une œuvre relativement brève, puisque vous écrivez peu, n'est-ce pas ? Cinq romans en trente ans... Est-il juste de penser, comme on l'a dit, que vous voulez exprimer la permanence des valeurs révolutionnaires en face de toute Eglise ? L'importance du message initial face à tout dogme, qu'il soit chrétien ou marxiste ?

I. SILONE. — Au diable les classifications des critiques et des jurys. J'écris peu et lentement. Je dirais même avec peine. Je ne supporterais pas la souffrance d'écrire sans une vraie nécessité. Mais il y a des faits (vrais ou rêvés) après lesquels on a l'impression de n'avoir rien de plus important à faire que d'en trouver la signification. Il y a des faits (vrais ou rêvés) qu'on ne réussit pas à oublier et qu'on doit raconter toute la vie. C'est une fatigue, mais de temps en temps aussi un soulagement. Le cœur alors devient plus léger. Quel que soit le talent de l'écrivain, l'essentiel c'est qu'il ait des choses à raconter et qu'il le fasse de sa propre voix. L'essentiel est de ne pas tricher. L'anxiété de la réussite, en somme bien légitime, ne devrait concerner que cette question : est-ce que j'ai été sincère ? Est-ce que j'ai faussé ma voix par vanité, par timidité, ou pour imiter le chansonnier à la mode ?

J'ai écrit ce récit d'une existence d'homme, *Le Secret de Luc*, sans l'intention de vouloir prouver quoi que ce soit. Si le récit, pour finir, a quand même un sens, cela vient peut-être du fait que rien de ce qui concerne l'homme n'est dépourvu de sens. Bien sûr, Luc appartient à la même lignée que Bérarde (de *Fontamara*) et que Lazare (d'*Une poignée de mûres*). Mais que les fils du même père se ressemblent, cela arrive, plus ou moins, dans la plupart des familles. Oui, ils se ressemblent ; ils appartiennent à une certaine espèce d'hommes pas faciles à briser ; ils sont aux prises avec l'engrenage social et ils résistent. Bref : ils n'ont pas beaucoup de respect pour les institutions, ni pour les partis. Ils représentent une espèce d'hommes dont j'ai voulu perpétuer le souvenir. Leur existence a été dure et j'ai voulu sauver au moins leur mémoire. Je ne peux pas accepter que mes premiers récits soient tenus, comme il arrive souvent, pour des « romans politiques ». Si l'on y tient, je dirais plutôt que ce sont des romans « antipolitiques » ; je veux dire des représentations d'hommes qui résistent à la politique. La politique totalitaire est la fatalité de notre époque. Impossible de faire œuvre réaliste, sans se colleter, en quelque manière, avec cette fatalité. Le conflit entre État et société

→

→

est essentiel pour la compréhension du phénomène totalitaire.

Mais la rupture entre Pietro Spina (le héros de mon roman *Le Pain et le Vin*) et le régime totalitaire va plus loin que l'opposition politique. Il refuse le culte de la force, la morale utilitaire, la conception de l'homme et du peuple comme instruments. Je crois que, à ce point de vue, une confrontation entre Spina et d'autres personnages révolutionnaires que la littérature a créés au cours des dernières trente années serait utile. Par exemple, à propos d'un de ses personnages, dans *Les Conquérants*, Malraux fait cette remarque, que je cite de mémoire : « *Il avait pris l'habitude de jouer un certain rôle et il aimait son rôle plus que la cause au nom de laquelle il luttait.* » Voilà un trait important qui aurait pu servir pour décrire aussi des chefs fascistes. De tels personnages gagnent d'être représentés surtout au moment de l'action violente. Seulement la violence les exalte. Que deviendraient-ils dans la solitude et le repos forcé ?

J'ai voulu représenter, au contraire, une espèce de révolutionnaires qui restent tels, c'est-à-dire anticonformistes, inassimilables, réfractaires à l'ordre totalitaire, même dans une situation d'extrême désespoir, d'isolement absolu et d'impossibilité physique d'agir. Ils ne rêvent pas du pouvoir. Leur ambition est bien différente. Ils ne peuvent pas, pour réaliser leur ambition, trahir ; s'ils trahissent, ils se renient tout d'abord eux-mêmes.

La force permanente du christianisme est son absurdité

L'EXPRESS. — Avez-vous connu des hommes qui vous ont servi de modèles pour créer des personnages tels que Lazare de la « Poignée de mûres » et Luc ? Y a-t-il encore, chez vous, des paysans d'une telle fierté et d'une telle force morale ?

I. SILONE. — S'il y en a encore ? Je n'en suis pas certain. Puisque les partis de masse, le cinéma, la radio, la T.V., le football, les illustrés, toute la machinerie moderne spécialisée dans le bourrage des crânes et dans leur moulage en série, rend plus difficile que jamais la formation de certains caractères. Les gens de chez nous, à présent, sont en général plus instruits, moins pauvres et plus serviles. Quelle déception pour nous qui avions prêché : « L'instruction vous fera libres. » Mais nous n'avions pas prévu l'usage qu'en aurait fait la propagande (principalement celle de la démocratie chrétienne et du stalinisme). D'où venaient donc les Luc Sabatini et les Lazare ? Ils étaient chez nous probablement de lointains rejetons de la tradition franciscaine et de ses nombreux rameaux. Cette tradition populaire anticonformiste s'est toujours maintenue à la limite de l'orthodoxie. On la retrouve, dans les temps modernes, aux origines de la Première Internationale et de certains mouvements paysans ayant arboré la croix et le drapeau rouge. Vous avez, peut-être, entendu parler de l'épisode le plus sensationnel de la manifestation de cet esprit. Il s'agit d'un épisode sans pareil. Au moment le plus triste de la persécution antisémite par les fascistes, une entière paroisse (celle de San Nicandro, dans les Pouilles) a voulu se convertir au judaïsme et est émigrée en Israël.

L'EXPRESS. — Vos personnages ont tous un fonds chrétien qui les détermine. On se demande où en est l'auteur par rapport à la religion.

I. SILONE. — Je vous dirais franchement que les étiquettes habituelles, croyant ou athée, ne servent pas pour me définir. Toutes les métaphysiques ont perdu, aussi pour moi, leur évidence. Les problèmes des causes premières et des fins dernières ont cessé de me tourmenter, depuis ma jeunesse. Mon attention s'est détournée du « silence éternel des espaces infinis » pour s'appliquer aux problèmes plus concrets qui engagent ma responsabilité. Je crois que c'est la situation de beaucoup d'hommes des dernières générations. Dans les romans de Duhamel, nous trouvons encore des étudiants (de préférence d'origine russe) qui passent leur nuit à discuter de Hegel et de Dieu ; nous savons que maintenant ils discutent de communisme et de terrorisme. Les problèmes du comportement ont pris le pas sur ceux de la connaissance. Je ne prétends pas faire l'éloge d'une telle situation, mais il faut en prendre acte.

Je ne professe aucune doctrine, mais j'ai pourtant quelques certitudes essentielles : sur la réalité de l'âme, sur la possibilité de communiquer entre hommes, sur notre possibilité de choix, sur notre responsabilité... Ce ne sont pas des théories, mais des certitudes. Les théories sont des hypothèses, des idées sur le monde extérieur ; les certitudes appartiennent à notre monde intérieur, elles sont, en même temps, des valeurs. Les certitudes ne sont pas des états d'esprit, elles ne dépendent pas de l'humeur, ni de la lecture des journaux. Je n'ai pas de difficulté à reconnaître que, pour moi, ces certitudes ont une évidente origine chrétienne. C'est ce qui nous reste du christianisme. C'est ce qui, d'une certaine manière, nous relie au christianisme. Je suis né catholique et je suis né Italien ; mais, peut-être, ce n'est pas par hasard si, à un certain moment, je me suis trouvé hors de l'Eglise et de mon pays. La force permanente du christianisme est son « absurdité » par rapport aux penchants naturels de l'homme et de la société. L'originalité du christianisme est dans l'obligation d'aimer les ennemis ; dans l'affirmation de la primauté de l'amour sur la loi. Vous ne pouvez pas prendre, comme modèle, pour un contrat collectif de travail, la parabole du vigneron qui appelle des ouvriers à des heures différentes de la journée et leur donne le même salaire. L'esprit du Christ ne peut pas être codifié. Je considère donc l'idée même d'un Etat chrétien la plus extravagante des hérésies. « Arlequin au service de deux patrons. » En somme, le changement le plus important consisterait dans l'image du Sacré-Cœur sur les timbres-poste.

Si à l'âge de l'adhésion au socialisme j'ai rompu avec l'Eglise, ce n'est pas parce que je critiquais les dogmes catholiques, mais parce que les gens qui allaient à l'Eglise m'ennuyaient, alors que les gens qui restaient sur la Piazza me paraissaient beaucoup plus intéressants et vivants. Beaucoup plus près de mon milieu familial chrétien. En leur compagnie, j'ai adopté leur manière de parler, leur manière de signifier les choses, et j'ai étudié Marx.

Mais lorsque la décomposition du mouvement ouvrier italien a commencé, au moment où des communistes étaient fusillés par des communistes, où des communistes étaient déportés en Sibérie et où d'autres communistes devenaient les bourreaux de leurs camarades, il m'a fallu de nouveau choisir (il faut toujours et encore choisir), ce qui a amené ma rupture avec le parti.

Le résultat fut un certain retour à la surface de sentiments ou de valeurs issus de mon éducation familiale, mais sans la croyance dogmatique et sans la mythologie chrétienne.

Ce qui survivait de la formation chrétienne, c'étaient justement quelques certitudes : certitude de l'exigence humaine, certitude du comportement en fonction de cette exigence.

A cette époque-là, j'ai lu des auteurs que je me rappelle toujours avec émotion : les grands Russes, Péguy et tant d'autres. Le dernier que j'ai découvert et qui est loin d'être le dernier du point de vue de l'importance que je lui attribue, c'est Simone Weil. C'est certainement un des plus grands écrivains de notre époque, à tous les points de vue, au point de vue de la pureté de la forme, de l'intensité de la signification et de la profondeur de la sincérité. Son rayonnement peut subir des vicissitudes. On pourra pendant quelque temps ne pas lui donner l'importance qu'on lui a accordée autour des années passées. Mais je suis certain que, dans cinquante ans, ou dans un siècle, Simone Weil restera un des grands témoins de notre époque.

J'ai justement retrouvé en Simone Weil beaucoup de choses. Il s'agit évidemment d'analogies transposées, car il n'y a aucun rapport entre sa vie et la mienne. Elle était juive, et je lui suis reconnaissant de ne pas s'être fait baptiser. Elle était très différente de moi. Mais cette ardeur spirituelle et ce non-conformisme, cette volonté de mise en question des différentes réalités dont elle s'était, par sympathie naturelle, rapprochée (mouvement syndical, guerre d'Espagne, résistance, etc.) constituent de merveilleux exemples.

Je dois dire que j'ai connu l'œuvre de Simone Weil après avoir écrit tous mes livres. Je ne peux donc pas dire qu'il s'agisse d'une influence. Je regrette de ne pas l'avoir lue avant. Sa mère m'a dit qu'elle aimait beaucoup mon livre *Le Pain et le Vin*. Je ne le savais pas, mais je viens de l'apprendre. Cela n'aurait aucune importance d'ailleurs si elle ne l'avait jamais lu.

Simone Weil serait-elle restée gaulliste ?

L'EXPRESS. — Pourquoi avez-vous dit que vous étiez reconnaissant à Simone Weil de ne pas s'être fait baptiser ?

I. SILONE. — J'admire beaucoup que, dans la situation de dénuement complet où elle se trouvait (juive, en danger, dans une France occupée, très malade elle-même), elle ait su rester à sa vraie place. Aidée par des catholiques d'une manière assez généreuse et fraternelle, par ce côté mystique qui était très développé en elle, elle sentait profondément la beauté de certaines formules liturgiques ; elle écrivait de merveilleux commentaires du *Pater Noster*, elle lisait les Evangiles dans le texte grec. A ce moment-là, tout l'avait rapprochée du catholicisme au point que le P. Perrin, dominicain de Montpellier, qui vit certainement encore, et qui est une personne d'un grand sérieux et d'un grand poids, crut pouvoir juger qu'elle était digne d'entrer dans l'Eglise.

Le refus du baptême par Simone Weil consacre justement la partie la plus pure, c'est-à-dire la plus absurde du Christ, à savoir que celui qui doit sauver son âme doit la perdre.

C'est en refusant le baptême que Simone Weil arrivait à être le plus authentiquement chrétienne. Cela n'est valable que pour elle, dans la situation où elle se trouvait et dans la perspective mystique qui était la sienne.

Lorsque Simone Weil a dit : « Je ne veux pas me séparer des pauvres gens qui sont hors de l'Eglise », c'était l'Esprit incarné. Elle n'avait besoin de rien d'autre pour vivre le christianisme. Elle aurait pu s'isoler dans une tour d'ivoire et écrire des livres admirables ; elle aurait pu écrire des commentaires sur Platon : c'est cela qui aurait été la désincarnation. Au contraire, dans tout ce que cette pauvre fille a fait, elle est l'Esprit incarné, même dans les choses les plus faibles qu'elle ait écrites, comme des directives pour les gaullistes (je pense aux travaux pour Maurice Schumann à Londres) — tant elle avait le sentiment du service social. Pour elle, il fallait toujours servir et en même temps ne jamais s'asservir ni à un parti, ni à une Eglise. Ce n'était pas une mystique contemplative, c'était la mystique active et dévouée. La seule chose qui l'attirait vers la Résistance, c'est qu'elle était persécutée, elle n'aurait pas pu rester gaulliste si le gaullisme avait été au pouvoir.

Le marxisme est devenu une idéologie conservatrice

L'EXPRESS. — On vous a adressé des reproches du point de vue de l'efficacité. A quoi servent des héros inertes ?

I. SILONE. — J'avoue que l'efficacité politique n'était pas ma première préoccupation. Je voulais représenter le sort d'une certaine espèce d'hommes dans une certaine situation. Mais, à propos d'efficacité, permettez-moi de vous rappeler ce qu'a dit, jadis, le Bon Dieu, à propos de cette ville dont la corruption l'avait mis en colère : « Si je trouve à Sodome dix hommes justes, il avait dit, j'épargnerai la ville. » Est-ce clair ? Il n'avait pas dit : « Si je trouve dix hommes qui prêchent ou enseignent la justice... » Il est, je pense, fort probable que l'Université de Sodome ne manquait pas d'élégants jeunes pédérastes qui enseignaient la chasteté.

L'obsession de l'efficacité à tout prix est une des maladies les plus pernicieuses de notre temps, où le marxisme et l'américanisme d'ailleurs vont d'accord. Certes, il ne faut non plus avoir la réussite en horreur ; mais ne pas s'en faire une idole. Pas une pierre de touche décisive.

Permettez-moi une petite digression. J'ai entendu moi-même, de la part de pieux catholiques, cette objection contre les prêtres-ouvriers: « Quelle propagande pourront-ils faire dans les fabriques ? » Ce qui prouve qu'en partant de la propagande de la religion, on peut bien aboutir à la religion de la propagande.

L'EXPRESS. — Pouvez-vous préciser votre attitude actuelle à l'égard du marxisme ? Rejetez-vous totalement ses conclusions ?

I. SILONE. — Sur le plan de la recherche sociale dans les pays capitalistes, ce serait évidemment sot de renoncer à ce que la méthode marxiste peut encore nous apporter. C'est économique d'attendre, avant de jeter un citron, qu'il soit entièrement pressé. Mais sur le plan mondial, le marxisme a bien du plomb dans l'aile. Il n'a pas échappé à la destinée que son inexorable dialectique réservait à tous les régimes établis. Avec la rapidité d'incubation qui est particulière à notre âge, il a déjà engendré son fossoyeur. Il a supprimé les anciennes castes.

L'oppression des gérants du capitalisme d'Etat ne semble pas plus douce que celle des bourgeois, au contraire. La nouvelle oppression est masquée sous la fiction selon laquelle les usines, étant usines d'Etat, appartiennent à tous les travailleurs : voilà une réplique exacte de la vieille fiction, critiquée par les marxistes, de l'égalité et de la souveraineté des citoyens dans l'Etat bourgeois. Le marxisme est devenu une idéologie conservatrice. C'est son tour, donc, de servir

« Je ne suis pas d
y aura toujours d
je crains qu'il y a
opprimés et des
il y aura toujour
n'accepteront

d'opium pour le peuple. Les nouvelles Bastilles à abattre, ce sont des Bastilles marxistes. Les événements de Pologne et de Hongrie l'ont montré.

Si sur l'échelle de l'expérience politique, la France et l'Italie sont encore quelques paliers plus bas, sur l'échelle des idées nous ne pouvons plus ignorer que les problèmes qui, dès maintenant, se posent, ne sont plus ceux du marxisme, mais de l'après-marxisme.

Nulle part l'autocritique marxiste n'a pris une envergure et des formes aussi poussées et courageuses qu'en Pologne. On sait que le marxisme polonais depuis Rosa Luxembourg a toujours été à l'avant-garde du mouvement ouvrier international. Malgré la façon terrible dont Staline l'a décimé avant la guerre, il le reste encore aujourd'hui. Nous devons sincèrement souhaiter que les difficultés politiques du gouvernement de Gomulka ne mettent pas un terme ou une limite à la discussion qui s'est ouverte entre les marxistes les plus qualifiés de la Pologne. Ce serait une perte grave aussi pour l'avenir du mouvement de gauche dans les autres pays. L'importance de la critique marxiste de Leszek Kolakowsky, Jerzy Szachi et de leurs jeunes amis dépasse en effet les frontières polonaises. Elle mérite d'être connue par tous ceux qui s'intéressent au sujet. Ils sont en train d'examiner le marxisme, soit du point de vue de la situation réelle des pays de démocratie populaire, soit du point de vue du progrès scientifique. Ils sont en train d'enlever son masque au nominalisme juridique du monde dit « progressiste ».

Que demeure-t-il des théories de la valeur, de l'appauvrissement absolu du prolétariat, de la disparition inévitable des couches moyennes et des petits paysans, des crises cycliques, de l'anarchie de la production capitaliste ? Comment concilier la recherche objective de la vérité avec

> s du tout sûr qu'il
> s des pauvres, mais
> y ait toujours des
> es persécutés. Et
> ours des gens qui
> ont pas cela. »

le partage, a priori, de la science en deux camps opposés : le capitaliste et le prolétarien ? Les staliniens qui s'opposent, en Pologne même, à cette mise en question, font preuve d'un manque de confiance dans l'idéologie officielle qui est pire que toute révision. Ainsi, le marxisme ne pouvait pas échapper au sort de tous les monopoles ; ses produits idéologiques coûtent cher et sont de mauvaise qualité.

Le marxisme a pu maintenir son monopole spirituel uniquement grâce au rideau de fer. De manière que ceux qui sont opposés chez nous aux relations culturelles avec les pays de l'Est, devraient se persuader qu'ils rendent un grand service au monopole spirituel de la dictature. Heureusement que l'esprit souffle où il veut. Si on se rappelle que le marxisme était arrivé en Russie vers la fin du siècle dernier, comme en contrebande de l'Occident, on peut constater à présent que le même phénomène se reproduit, mais contre lui. On sait que la soif de vérité des étudiants russes et polonais rend vaines les prohibitions de la censure. Mais que peut valoir un marxisme dont le principal moyen de défense est désormais la police ?

Economie collectivisée et culture de cannibales

L'EXPRESS. — Comment expliquez-vous certaines adhésions relativement récentes au marxisme, de la part d'intellectuels occidentaux ?

I. Silone. — J'ai l'impression que, dans certains esprits, l'adhésion au marxisme satisfait un besoin psychologique de défense ou d'agression, selon le cas. Il s'agit pour certains d'une formule d'exorcisme contre les tentations libertaires de la culture. « *Vade retro, Satana.* » Au moment où les adversaires ont l'air de triompher des difficultés du marxisme conservateur, se déclarer marxiste, c'est une manière de leur faire une grimace. On escompte peut-être les rendre furieux. Ce n'est pas sérieux, mais c'est amusant.

Oui, cela peut être aussi une explication de certaines fidélités. Comment admettre qu'une révolution, qui a coûté des torrents de sang, ait abouti à cette faillite ? Mais l'histoire a été toujours terriblement prodigue du sang des hommes. Vous rappelez-vous le *Dialogue des morts* de Lucien ? « Ceci est le crâne d'Hélène », dit Mercure. « Et à cause de cela, rien que pour cela, répondit Ménippe, mille navires partirent de toute la Grèce, tellement de Grecs et de barbares sont morts, tellement de villes ont été détruites ? » A cause de cela, hélas ! rien que pour cela. Mais Hélène était au moins une belle femme.

L'EXPRESS. — Faut-il considérer que toutes ces attitudes s'inscrivent dans un contexte général de décadence ?

I. Silone. — La décadence frappe, en même temps que l'ordre établi, les forces dites d'opposition. Notre plus grand malheur est la déchéance actuelle du mouvement prolétarien dans toutes ses tendances. C'est l'éclipse du plus grand espoir de l'ère moderne. La faillite politique et culturelle du mouvement ouvrier est la plus criante justement là où il est arrivé au pouvoir, soit en Occident sous la forme parlementaire et démocratique, soit à l'Est sous les formes de la dictature. Ni les réformistes ni les communistes n'ont maintenu ce qu'ils avaient promis. Au contraire. L'expérience des pays dits communistes nous a démontré que, sur la base d'une économie collectivisée, on peut très bien avoir une culture de cannibales : il suffit de se laisser un tout petit peu aller.

Quant au réformisme, tout le monde connaît le faux paradis de certaines contrées privilégiées où il a pratiquement supprimé la misère. Ce sont aussi les contrées qui enregistrent le pourcentage le plus élevé de suicides et de fous. N'ayant plus peur du chômage ni de la faim, les malheureux ont peur de tout. Devant un bilan aussi désastreux, c'est une preuve authentique d'aveuglement que d'adhérer au marxisme en 1957 et d'en parler avec la naïveté des néophytes de 1890, comme si, entre temps, rien ne s'était passé. Le marxisme ne peut pas se soustraire à la nécessité d'un nouvel inventaire.

Pour la terreur des miens, contre la terreur des autres

L'EXPRESS. — Cela nous conduit à parler d'un phénomène que vous connaissez bien, la terreur dans ses rapports avec la persécution.

I. Silone. — C'est une vieille histoire que celle de la terreur et l'on pourrait décrire la courbe des mouvements de gauche rien qu'en faisant l'historique de l'appréciation que l'on a donnée de la terreur.

C'est une arme à double tranchant et dont même les classes possédantes peuvent faire un emploi vaste et efficace. Cependant, on n'a pas osé en tirer les conséquences logiques, bien que, dans les bibliothèques, on ait conservé les textes de Lénine et de Trotsky sur la terreur et le communisme, c'est-à-dire une apologie de la terreur. L'acceptation de la terreur était devenue la pierre de touche qui distinguait le révolutionnaire du réformiste. Une célèbre polémique de Lénine reste un classique du genre. Parmi les vingt et une conditions que Moscou avait formulées pour distinguer les communistes des sociaux-démocrates, et auxquelles les socialistes devaient souscrire pour pouvoir adhérer à la III[e] Internationale, il y en a une qui concerne la terreur : Ne pouvait pas être admis au parti celui qui n'acceptait pas la violence et la terreur. Ce texte reste encore un des textes fondamentaux du parti communiste.

Les communistes n'osent plus discuter là-dessus à cause de son ambiguïté doctrinale. Ils ne peuvent plus dire : « Je suis pour la terreur des miens et contre la terreur des autres. Je suis pour l'habeas corpus là où je suis en minorité, et je suis pour la terreur là où je suis en majorité. »

On peut le faire, mais on ne peut pas le dire. C'est d'ailleurs le lot de toutes les Eglises. L'Eglise catholique peut être pour la liberté en Pologne et contre la liberté en Espagne, mais elle ne peut pas le dire.

L'EXPRESS. — Est-ce que vous vous résignez à la terreur des opprimés contre les oppresseurs ? C'est-à-dire à la terreur contre des innocents éventuels ?

I. Silone. — Non. Je ne suis le promoteur d'aucune terreur, mais je cherche à expliquer. Lorsqu'un esclave se révolte contre son maître, je l'explique parce qu'il était opprimé et parce qu'on ne lui a pas donné d'autre possibilité de s'exprimer, de s'émanciper, que la force. Mais je ne fais aucune théorie de la terreur. On ne peut faire de théorie d'aucun instrument.

L'EXPRESS. — Mais quand l'esclave se révolte contre son maître par la violence, vous l'expliquez, cela vous empêche donc de le condamner.

I. Silone. — Certainement.

L'EXPRESS. — Si l'esclave dans sa révolte n'atteint pas seulement le maître, mais seulement cherche à atteindre les innocents qui entourent le maître, y compris des esclaves comme lui ?

I. Silone. — On ne peut déjà plus parler de l'esclave quand il y a des forces organisées. Cela devient la lutte sur un plan d'égalité. C'est à l'Algérie que vous pensez. Mais là c'est déjà le noyau d'un Etat algérien qui lutte contre la France. C'est une organisation politique, ce n'est plus un homme désespéré qui tire sur son maître, c'est une guerre civile. Quand on est à ce point sur le plan de la violence, alors il n'y a plus de solution. Quand l'esclave isolé se révolte, il est nécessaire de se solidariser avec lui pour que la punition ne fasse pas oublier son droit. Là, le rôle des intellectuels est de condamner la terreur et de dire qu'il est illusoire de la part des Algériens de penser qu'ils peuvent imposer aux Français une solution de force et qu'il est illusoire de la part des Français de croire qu'ils peuvent écraser la rébellion. Voyez, avec tout leur appareil militaire, les Anglais n'ont pas réussi et ne réussiront jamais à faire capituler Chypre; c'est pourtant une grande île, mais c'est une île où même les pierres entrent en révolte contre les Anglais.

Il y aura toujours une gauche

L'EXPRESS. — Que reste-t-il, selon vous, de la notion de droite et de gauche ?

I. Silone. — Je suis convaincu comme vous que les dénominations actuelles de droite et de gauche ne correspondent, très souvent, à rien de précis. En tout cas, pas à ce qu'on entendait jadis par ces mots. Mais je crois aussi que si les formules politiques ou sociales, ainsi que les partis et les institutions dépérissent et changent de signification, il y a des tendances fondamentales dans l'esprit des hommes qui survivent et donnent toujours lieu à d'autres différenciations.

Je ne crois pas qu'on puisse définir la gauche simplement par l'esprit d'opposition. C'est quelque chose de plus. Pour mieux m'expliquer, je vais vous parler d'un rite familial de chez nous et de sa signification (peut-être, quelque chose d'analogue était-il pratiqué en France). C'était un corollaire de l'ancien usage de la bûche de Noël. Pendant que la bûche brûlait dans la cheminée, il fallait que la porte d'entrée de la maison reste ouverte. Toute la nuit, du soir au matin. Pourquoi ? Pour offrir à la Sainte Famille, poursuivie par les sbires d'Hérode, un refuge amical. Toutes les années, les parents expliquaient donc aux enfants la signification de cet usage. La nuit de Noël prenait une importance bien grave. Impossible de s'endormir. A chaque bruit dans l'escalier, on pensait que c'était la Sainte Vierge, avec le Nouveau-Né, qui entrait pour se reposer un moment et pour se réchauffer à notre feu. On réveillait le père pour lui demander s' dans la cheminée on avait mis vraiment assez de bois. Cela n'a l'air de rien. Mais peut-être cela explique-t-il, par exemple, l'accueil que nos familles paysannes réservaient aux prisonniers évadés pendant la dernière guerre.

Une vieille paysanne a été inculpée parce qu'elle avait aidé un prisonnier sans se soucier de sa nationalité. Il était un fugitif, un persécuté. Cela lui avait suffi. Absurde ? Oui, l'absurdité d'un champ de blé entre deux tranchées ennemies. L'absurdité de la parabole qui ne peut pas servir pour un contrat de travail. L'absurdité du christianisme vivant qu'on ne peut pas codifier. Ne trouvez-vous pas aussi que dans cette vieille paysanne, il y avait plus d'esprit révolutionnaire que dans tout le *Kapital* de Marx ? Toujours est-il que plusieurs théories du fameux *Kapital* sont considérées, par les économistes d'aujourd'hui, comme dépassées ; tandis qu'on ne pourra jamais donner un tel jugement de l'esprit de la vieille paysanne dont je viens de parler.

Vous pouvez vous imaginer avec quelle joie j'ai lu, dans ces récits de fuites récentes des camps de travaux forcés de la Sibérie, des épisodes en tous points identiques. Des épisodes d'émouvante solidarité de paysans soviétiques envers des fugitifs traqués par la police. Voilà, à mon avis, pour tous les temps et sous tous les régimes, la grande ressource de la gauche. Je ne veux pas dire avec cela que la gauche représente la générosité tout court. Non. Mais une certaine générosité (et autres choses dont je ne veux pas faire la liste), sans égard aux limitations institutionnelles, aux lois, aux mœurs, aux règlements, aux intérêts de l'ordre établi. Il y aura donc toujours une gauche. Car je ne suis pas du tout sûr qu'il y aura toujours des pauvres ; mais je crains qu'il y aura toujours des opprimés et des persécutés. Même en régime marxiste (et comment !). Et il y aura toujours des gens qui n'accepteront pas cela, mais accepteront les risques de leur non-conformisme. Je ne crois donc pas qu'on puisse jamais réduire la politique à la recherche de la meilleure solution technique des problèmes en question, puisque c'est la technique moderne qui a aggravé ce que Simone Weil a justement défini « l'oppression au nom de la fonction ».

(Copyright « L'Express ».)

LA SEMAINE

● Le Vintimille-Paris a déraillé sur un aiguillage en gare de Bollène. La catastrophe a fait 23 morts. Bilan des accidents d'autos pendant le dernier week-end : 29 morts.

● Pendant le dernier week-end, il est tombé 80 centimètres de neige sur le massif du Mont-Blanc. Cependant, une vague de chaleur accablait les Américains et, en Chine, le fleuve Jaune, en crue, submergeait une zone de 800 kilomètres sur 500, engloutissant trois villes (plusieurs milliers de disparus).

● Pour attendre en paix la naissance de son premier enfant, Gina Lollobrigida a transformé sa villa de la Via Appia Antica, à Rome, en un véritable blockhaus, cerné de barbelés et protégé par quatre redoutables chiens policiers. Selon les statisticiens, sa grossesse a coûté cent millions de francs à la comédienne qui, depuis plusieurs mois, est obligée de refuser les offres des producteurs.

● Deux mille jeunes gens venus assister au Festival du Jazz se sont déchaînés dans les rues de Sopoty (Pologne), brisant quelques vitres et défonçant quelques devantures. La police a été obligée de tirer pour les disperser.

● La grève des employés de banque est entrée dans sa troisième semaine. Les pourparlers ayant échoué, les organisations syndicales et les députés demandent au président du Conseil de se saisir du conflit. Les employés des assurances manifestent à leur tour leur mécontentement : une commission paritaire se réunit. Les employés du gaz et de l'électricité parlent de grève générale. Les vagabonds retenus au Dépôt ont été mis en liberté provisoire : les gardiens de prison, qui ont partiellement repris le travail, n'étaient pas assez nombreux pour les surveiller.

● M. Alexandre Parodi a été agréé comme ambassadeur de France à Rabat.

● Les autorités égyptiennes ont autorisé le cargo danois *Birgitta Toft* à traverser le canal de Suez avec une cargaison de riz destinée à Israël. Un matelot israélien, qui se trouvait à bord, a été arrêté.

● En Coupe Davis, la Belgique a battu la Grande-Bretagne par trois victoires à deux.

● Alors que le docteur John Adams, qui fut accusé de meurtre et à qui l'on reprocha d'avoir injecté trop de morphine à une malade, cherche et trouve l'oubli, les médecins britanniques assistant à la dernière séance de la British Medical Association l'ont lavé de la dernière accusation qui pesait encore sur lui; ils ont indirectement indiqué qu'il s'est conduit en bon médecin. « Notre premier devoir, a dit un éminent médecin de Glasgow, le Dr L.D. Fraut, est de soulager la douleur. Nous devons prescrire des doses de drogues, telles que la morphine, aussi élevées qu'il est nécessaire pour permettre au malade de supporter son mal.»

● Un incendie a dévasté deux grands magasins de Dieppe. 700 millions de dégâts, 120 chômeurs.

(A.P.)

LE R.P. LEROY, COLETTE VENDRELY, JACQUES BENOIT ET LEURS CAMARADES
La fin des seigneurs

SCIENCES

● ***Quatre chercheurs français, en créant une nouvelle race de canards, font faire un bond en avant aux travaux sur l'hérédité.***

Blanche-Neige et les savants

LES séances de travail à l'Académie des Sciences sont généralement ignorées du grand public. La dernière n'a pas connu le même sort : une communication de cent cinquante mots lue, lundi, par M. Robert Courrier, le secrétaire perpétuel, a provoqué une émotion considérable dans le monde entier. Ces quelques lignes précisaient où en étaient les travaux du professeur Benoît et de ses collaborateurs, le R.P. Leroy et M. et Mme Vendrely : des canards dont les caractères avaient été modifiés par l'injection d'un acide (A.D.N.) avaient transmis leurs caractères modifiés à 70 % de leurs « rejetons ».

Jean Rostand, interrogé, disait : « On parlera peut-être un jour de l'âge de l'A.D.N. comme de l'ère atomique. » Le professeur Courrier déclarait : « L'œuvre de Jacques Benoît et de ses collaborateurs va probablement avoir des prolongements extraordinaires. » Le professeur Grassé exprimait la même opinion : « Les travaux de l'équipe de Benoît constituent une pièce maîtresse pour la connaissance des mécanismes de l'hérédité. »

Jacques Benoît, soixante et un ans (lunettes à double foyer, front dégagé, visage sévère, marqué par des rides profondes), travaille en compagnie de son équipe de chercheurs et de techniciens dans un laboratoire proche du Bois de Boulogne. Les locaux sont vétustes (ils ont été construits en 1872 par Mairey, l'inventeur du chronophotographe, et abritèrent, un temps, Voronoff). Professeur à la Faculté de Médecine de Strasbourg, puis à celle d'Alger, puis à celle de Strasbourg encore, Jacques Benoît peut, depuis qu'il a été nommé à la chaire d'histophysiologie du Collège de France, en 1952, y poursuivre ses recherches à son aise.

Il faut attendre

Ce Nancéien, fils d'avocat, a réuni autour de lui un Père jésuite qui a vécu en Chine jusqu'à l'avènement du communisme, le R.P. Leroy, et un couple de chercheurs. Colette Vendrely, trente-trois ans, était à Alger une des élèves du professeur Benoît. Elle a suivi son patron à Strasbourg où elle rencontra celui qui allait devenir son mari, Roger Vendrely, quarante-sept ans, qui fut l'un des assistants du professeur Boivin.

Il y a longtemps qu'ils avaient eu l'idée de faire des expérience sur les canards. Mais, faute de crédits, ils ne purent les commencer que le 28 juin 1956. Ils injectèrent à des canards âgés de huit jours, de race *Pékin* (grands pelage blanc-jaune, bec jaune) de l'acide désoxyribonucléique (A.D.N.) tiré des globules et des testicules de canards *Kaki* petits bruns, bec ardoisé). Ils ont ainsi obtenu une race nouvelle et inconnue de canards que, faute d'un autre nom, on appela *Blanche-Neige* (plumage blanc, bec ardoisé).

Les premiers résultats de ces travaux, rendus publics par une communication à l'Académie des Sciences en avril 1957, firent grand bruit. « Mais, dirent les sceptiques, il faut attendre pour voir si les canards Blanche-Neige peuvent transmettre leurs caractères à leurs descendants. » On a donc attendu. On vient de voir.

Jusqu'ici on admettait qu'il pouvait y avoir des transformations des espèces, des races. Mais on évoquait pour cela le mécanisme des mutations, c'est-à-dire la modification spontanée ou provoquée mais brutale et aveugle (par des irradiations par exemple) des cellules sexuelles porteuses d'hérédité et plus précisément, dans le noyau de ces cellules, la modification des gènes chromosomiques, symboles matériels des caractères héréditaires. Les mutations étaient même la seule explication donnée de l'évolution des espèces.

Germen et soma

Mais un principe était sacré : ce qui arrivait à un être organisé, au cours de son histoire, pouvait le modifier mais pas en contradiction formelle avec son déterminisme héréditaire et surtout cette modification n'intéressait en rien sa descendance. La distinction entre le *germen* (ce qui constitue la ligne héréditaire) et le *soma* (ce par quoi se manifeste l'individu réalisé) était généralement admise.

Les caractères acquis par le *soma* laissaient le *germen* indifférent. Ils n'étaient pas héréditaires.

Comme si les cellules sexuelles en quoi se concrétise le *germen* demeuraient superbement dans leur tour d'ivoire et ne participaient en rien aux luttes et aux révolutions dont le *soma* pouvait être le siège.

A vrai dire, ce n'était pas tellement une question de principe et on ne peut pas nier l'intérêt soulevé par les théories des savants soviétiques Mitchourine et Lysenko qui soutenaient l'hérédité des caractères acquis. L'hostilité à ces théories était venue moins de leurs caractères révolutionnaires que de l'insuffisance des faits invoqués à leur appui.

Or, les canards Blanche-Neige se sont reproduits et ont donné, dans une proportion significative, naissance à des canards qui présentent spontanément les caractères acquis de leurs parents.

Le professeur Benoît n'a pas seulement libéré des individus canards de leurs impératifs héréditaires pour leur en imposer d'autres. Il a créé une race nouvelle. En agissant sur le *soma*, il a modifié le *germen*. Définitivement, peut-on croire.

Mais Lysenko parlait surtout des transformations de l'espèce sous l'effet du milieu. L'équipe du professeur Benoît a fait appel, elle, à un facteur chimique : l'A.D.N. Cet acide a depuis longtemps déjà intéressé les savants en raison de sa place prépondérante dans la composition du noyau et surtout des chromosomes. Les modalités de sa structure et sa teneur dans les noyaux étaient, on le savait (grâce aux Vendrely de l'équipe Benoît, en particulier), variables avec les espèces. Elles leur étaient spécifiques.

L'A.D.N., injecté aux canards *Pékin*, a pu agir non seulement sur le *soma* mais aussi sur le *germen*.

Il est possible, évidemment, que l'avenir ne justifie pas tous les espoirs, mais déjà les conséquences de cette révolution sont immenses. D'un point de vue spéculatif elle jette une lumière nouvelle sur les problèmes du passage de la matière inanimée en êtres organisés. Elle ouvre, sur le plan de l'action, des perspectives merveilleuses et inquiétantes. Il va être possible, peut-être, de créer des races nouvelles, des surhommes. Que ceux des hommes blancs auxquels la couleur de leur peau donne la certitude d'appartenir à la « race des seigneurs » se hâtent d'en profiter.

Le plus admirable peut-être est que ces expériences ont été conçues avec une simplicité et une rigueur, réalisées avec une économie de moyens qu'on ne croyait plus possibles dans la science contemporaine.

SPORTS

● ***Lewis Hoad était le meilleur tennisman amateur du monde. Les professionnels ont eu raison de lui.***

La foudre aux yeux...

TOUT le monde a été dupe. Quand Lewis Hoad, l'Australien blond de 22 ans, remporta pour la seconde fois le tournoi de Wimbledon au début de juillet dernier, en ne laissant pas un seul set, en finale, à son compatriote Cooper, ce fut un cri unanime :

« Il est le meilleur du monde ! »

On s'extasia sur son « poignet de fer », sur sa « surpuissance phénoménale », sur ses services accablants et sur ses retours irrémédiables.

« Il a la foudre dans sa raquette, dit-on. *Service, volée, passing shots, déplacements : tout est chez lui exceptionnel. »*

Oui, tout le monde fut dupe. Même Jack Kramer !

Le « cirque Kramer »

Jack Kramer fut un des meilleurs tennismen américains de ces quinze dernières années. Il triompha, lui aussi, à Wimbledon en 1947. Puis, il

devint professionnel et ne tarda pas à prendre la direction du clan des « mercenaires » du tennis. Chaque fois qu'un joueur amateur se distingue en Coupe Davis ou dans les grands tournois internationaux, Kramer lui fait un « pont d'or » pour l'engager dans sa troupe. C'est ainsi que les meilleurs tennismen des cinq continents, les Australiens Sedgman, Mac Gregor, Hartwig et Rosewall, les Américains Gonzalès et Trabert, l'Equatorien Segura sont devenus, peu à peu, les vedettes du « cirque Kramer ».

Restait Lewis Hoad. Il avait refusé 30 millions offerts par Kramer l'an dernier parce que, pour le retenir, l'Australie avait consenti un « gros effort » en sa faveur.

Mais, après son dernier triomphe de Wimbledon, Kramer revint à la charge. Il offrit à Hoad 125.000 dollars (environ 50 millions de francs), plus un pourcentage élevé sur les recettes de ses tournées.

« Nous en aurons raison »

Hoad signa son contrat quelques heures à peine après sa victoire à Wimbledon. Et aussitôt il fut décidé qu'il participerait au tournoi des champions organisé à New York entre le 15 et le 21 juillet. Ses adversaires s'appelaient Sedgman, Segura, Rosewall, Trabert et Gonzalès.

Ils étaient restés très froids, eux, au milieu de l'enthousiasme qui avait salué la victoire de Lewis Hoad. Ils se souvenaient du mot de Gonzalès, l'an dernier :

« Nous aurons facilement raison du petit Hoad, lorsqu'il rejoindra nos rangs. »

Hoad commença remarquablement sa nouvelle carrière en venant à bout, en trois sets, de Sedgman, puis de Segura.

Devant Rosewall, son camarade australien, presque son frère, il subit une première défaite : en cinq sets. Les balles qui avaient paru impossibles à Wimbledon devant les amateurs étaient tranquillement renvoyées par Rosewall. Le « poignet de fer » n'était plus qu'un poignet de plâtre.

Deux jours après, contre l'Américain Trabert, deuxième défaite de Hoad.

Enfin, devant Gonzalès, l'incontestable numéro 1 professionnel, Lewis Hoad ne dura même pas cinq sets.

En quittant le court, Gonzalès déclara modestement qu'il restait *« le meilleur joueur de tous les temps »*.

L'intérêt de championnats « open »

De tous les temps, nul ne saurait le dire. Mais de l'époque actuelle, c'est incontestable. Et la mésaventure de Hoad illustre à merveille la situation paradoxale du tennis 1957.

Quand on cite les meilleurs joueurs de chaque pays, quand on parle de Roland-Garros, de Wimbledon ou de la coupe Davis, on ne songe qu'aux amateurs ou prétendus tels.

On oublie :

1° Qu'ils ne sont pas réellement amateurs (puisqu'ils représentent presque tous des maisons d'articles de sports et puisqu'ils vivent du tennis) ;

2° Qu'ils sont, en qualité pure, très inférieurs aux professionels patentés.

Des championnats *« open »* (ouverts aux amateurs et aux professionnels), actuellement à l'étude aux Etats-Unis, ne feraient que souligner cette différence. Il est probable que le meilleur joueur amateur du monde ne prendrait pas deux jeux par set actuellement à Gonzalès.

Cette solution des championnats *« Open »* aurait cependant comme intérêt de mettre fin à l'hypocrisie actuelle. Elle permettrait également aux « amateurs » de progresser en affrontant les meilleures raquettes du monde.

Lancelot en vacances

AU PAYS DES MERVEILLES POUR MIDINETTES ET VIEUX MESSIEURS

LE tour des plages à l'heure du week-end se devait de commencer par Deauville de si brillante réputation, au pays des bancos endiablés, des nuits endiamantées, au pays des merveilles pour midinettes et vieux messieurs.

Le palace, en arrivant, ne fait pas mentir la légende. Dans la grande salle à manger, il y a presque autant de maîtres d'hôtel que de clients et de lustres.

Les couples qui dînent sont bien ceux que l'on attend, unis dans le luxe, décalés dans le temps : jeunes femmes aux joues fraîches, aux bijoux frais près de nobles vieillards.

Dans le hall est affiché le programme des festivités : dîner fleuri, championnat de tir aux pigeons (deux cents inscrits, 400 petites bêtes condamnées), match de tennis des parlementaires (on déplore l'absence de la vedette maison, M. Bourgès-Maunoury, retenu par d'autres revers) ; concours hippique, tournoi de bridge, etc. La compétition est de rigueur.

Au bar, se retrouvent les mêmes personnes qui s'étaient quittées la veille à l'Eléphant Blanc (boîte de nuit en vogue) et le matin au Fouquet's (café en vogue). Des vacances exactement comme à Paris ont, paraît-il, aussi leur charme.

Aujourd'hui il pleut sur Deauville la grise. Pas la persévérante et fine pluie normande, non aujourd'hui c'est la bourrasque, la tempête. Aussi n'y a-t-il à l'heure sacro-sainte de l'apéritif, au Bar du Soleil, qu'une dizaine de sonneurs de cor en habit rouge. Ils donnent une aubade à la plage déserte, aux fauteuils vides, aux parasols fermés. La soucoupe de crevettes, pour se consoler, coûte cinq cents francs.

⁂

LAQUELLE des mille et une devait en revanche être cette nuit de Deauville ?

Ce fut sans doute la mille deuxième.

Point de féerie dans le menu immuable des Ambassadeurs qui rappelle un communiqué de la météo. « Homard Thermidor, chaud-froid, bombe glacée ». Point de tête couronnée, découronnée, scandaleuse ou simplement célèbre. « Pas de gens connus des journalistes », m'avait dit avec mépris le chargé de presse, « mais des fortunes solides et dicrètes qui ne font pas de bruit en déposant leurs millions ». Point d'amusement là-dedans sauf pour François André.

Aussi fin que ses cheveux de soie blanche, il a bien compris qu'il ne pouvait pas continuer à s'amuser tout seul. Un beau jour de printemps, où le goût de sa jeunesse aventureuse lui montait à la tête, il a convoqué Paul Pacini et lui a dit : « Vos « whiskies à gogo » ne font pas seulement à travers toute la France le bonheur des distillateurs écossais. Ils attirent la jeunesse que je veux voir chez moi. Je vous donne carte blanche. »

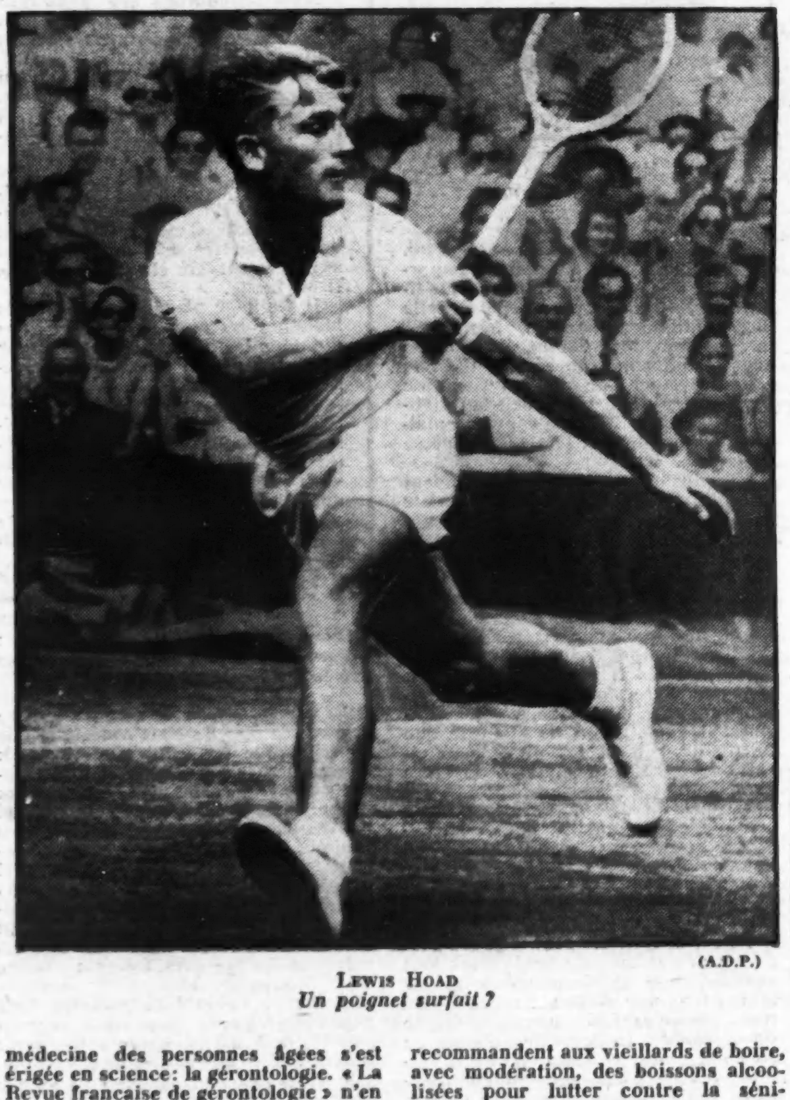
Popaul (pour les intimes) fit ce qu'il put. Il prit sur la plage une tonne de sable, la transporta dans une immense caisse à sa façon et y enfouit dix-huit haut-parleurs. Cette installation sonore, la plus extraordinaire d'Europe, donne à chacun, où qu'il soit, la sensation d'entendre un orchestre jouer pour lui tout seul. Mais s'il n'y avait de si bons disques au Hi Fi Club, on se croirait presque dans une brasserie. Ces murs trop hauts, ces grandes et saines fenêtres ne sont pas encore tout à fait propices aux pieds nus, au flirt, aux longues nuits molles. A demi conquise, une jeunesse guindée s'y accorde au diapason de Deauville.

Jeunesse que l'on s'arrache, pour baigner de jouvence ces plages désuètes. L'ombre de Tristan Bernard rejoint à Cabourg celle de Marcel Proust — fantômes envahissants que Bruno Coquatrix a décidé de chasser à coup de Rock and Roll. Le casino de Cabourg, c'est l'univers concentrationnaire du plaisir : boîte de nuit au fond du couloir à gauche, snack-bar dans le hall, théâtre à droite, autre dancing plus chic après les salles de jeu et restaurant au bout du long boyau qui relie l'aile-divertissements à l'aile-repos.

Le plus enthousiaste de tous les clients séduits par cette organisation à la chaîne est Marcel Achard. « J'ai pris mes quartiers d'été à Cabourg, dit-il. C'est le seul endroit où je puisse me cloîtrer. J'ai la vie nocturne à domicile. Comme cela, je ne sors jamais ! »

Coquatrix comme André dorment tranquilles. Ils n'ont pas la même clientèle. Il peut y avoir beaucoup de monde à la boule de Cabourg, s'il y a un bon coup de baccara dans le grand bloc, blanc et feutré, impassible devant les marées.

LANCELOT.



(A.D.P.)

LEWIS HOAD
Un poignet surfait ?

MÉDECINE

De quoi meurt-on ? C'est ce que se sont demandé les gérontologues réunis en congrès à Merano.

Un sujet neuf : la vieillesse

DES médecins de toutes nationalités viennent de se réunir en congrès à Merano (en Italie), pour confronter leurs découvertes, leurs connaissances toutes fraiches sur un sujet très ancien : la vieillesse. Il y a en effet très peu de temps que la médecine des personnes âgées s'est érigée en science: la gérontologie. « La Revue française de gérontologie » n'en est qu'à son deuxième numéro. Peu de médecins peuvent se vanter d'être anciens dans cette spécialité. Le problème du vieillissement semblait jusqu'ici réservé aux découvertes un peu magiques de savants aux noms slaves (Voronoff, Bogomoletz, Filatoff) qui se proposaient de nous rendre une jeunesse perdue. A Merano, des découvertes ont été annoncées à grand bruit : une Roumaine assure qu'elle prolonge la vie grâce à des piqûres de novocaïne, trois praticiens italiens recommandent aux vieillards de boire, avec modération, des boissons alcoolisées pour lutter contre la sénilité, etc.

Aidés par un progrès considérable des techniques de recherche (laboratoire, radio, statistiques), les médecins gérontologues d'aujourd'hui ont des ambitions plus modestes. Ils s'efforcent surtout de définir la vieillesse, ses causes, ses remèdes.

L'âge de ses artères

Le vieillissement de la population ne se marque pas seulement par la multiplication des maladies chroniques. Il a mis au jour une pathologie particulière aux vieillards.

On a souvent tendance à confondre le vieillissement avec les déficiences hormonales et sexuelles et les lésions cardiovasculaires. Or, on a montré récemment que l'artériosclérose et la sénescence n'étaient pas des phénomènes forcément liés. Beaucoup de vieillards ont des artères et un cœur pratiquement intacts.

Il y a, en revanche, un parallélisme indiscutable, vérifié biologiquement, entre une diminution de l'activité hormonale (et à un moindre degré sexuelle) et l'apparition de la vieillesse. On ne se prive pas, aujourd'hui, de traiter la sénescence par des hormones sexuelles, corticales et autres. Mais c'est peut-être confondre l'effet et la cause.

Le déficit des fonctions endocrines cependant ne rend pas totalement compte du vieillissement, et sa correction ne le fait pas disparaître. Il y a autre chose.

Mort par « glissement »

Une vieille dame de 99 ans et 7 mois s'est présentée un jour dans un hôpital de Lyon, toute seule, spontanément, parce que se sentant un peu fatiguée elle craignait de passer l'hiver seule dans sa chambre. Institutrice en retraite, célibataire, elle ne se souvenait pas d'avoir jamais été malade. Tous les examens qu'on a pratiqués sur elle au cours de son séjour n'ont rien révélé d'anormal. L'examen clinique était absolument muet. L'activité, celle de n'importe quelle femme sans occupation précise. Pourtant, au bout de quelques semaines, tout doucement, silencieusement, elle a « glissé » vers une mort que rien ne laissait prévoir, que rien, dans l'autopsie, ne permettait d'expliquer.

De quoi cette femme est-elle donc morte ? De vieillesse, sûrement. Mais qu'est-ce donc que la vieillesse ?

La liberté, c'est la vie

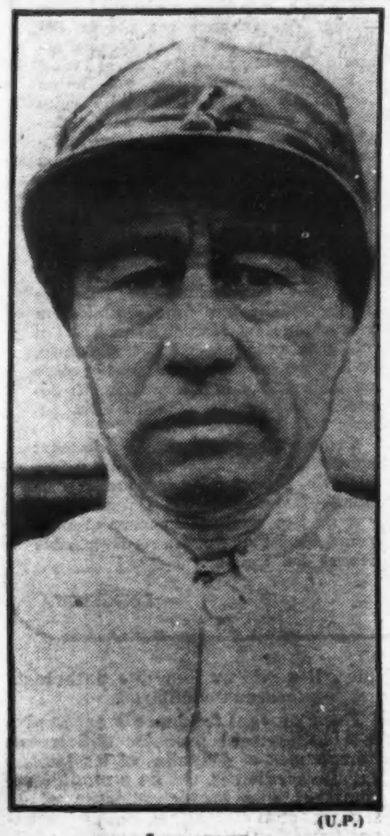
De toutes les virtualités que l'enfant apporte en naissant, peu se réalisent. Nous devenons quelqu'un, avec toutes ses limites et tous ses pouvoirs. Mais ces pouvoirs mêmes peu à peu se limitent jusqu'à ce qu'enfin plus rien ne soit possible, jusqu'à la mort. La vieillesse se présente comme une déperdition continue de liberté.

Physiologiquement, cela se traduit par une réduction progressive de toutes les fonctions, un ralentissement des métabolismes, une souplesse fonctionnelle tous les jours moindre des tissus, un raidissement de leur pou-

→

voir d'adaptation. Anatomiquement, c'est une prédominance des tissus scléreux aux dépens des tissus nobles, un appauvrissement, un « vieillissement » des cellules.

L'idée même qu'une cellule puisse vieillir est difficile à comprendre. Pourquoi une substance vivante capable de se conserver dans son intégrité pendant des années, douée du pouvoir de se nourrir, de se développer, de se débarrasser de ses déchets, devrait-elle s'user ? Ce qui semble lui manquer, à vrai dire, ce n'est pas le moyen de se maintenir identique à elle-même pour l'éternité, mais la volonté de persévérer dans son être.


(U.P.)
JOHNSTONE
Le sourire des adieux

(Intercontinental.)
MISS UNIVERS
Les armes de la victoire

Et, en effet, une cellule libre, un être unicellulaire, est immortel. Il ne vieillit pas. Il lui arrive de mourir si les conditions de sa vie ne sont pas correctes, mais le don de vie ne l'abandonne pas. Une culture de cellules, de tissu, convenablement entretenue, ne vieillit pas, ne meurt pas. Au contraire, elle se développe et pour n'en être pas envahi, on est obligé de la détruire en partie. Dans les êtres organisés, la cellule a perdu la liberté, et elle est devenue mortelle. Elle apprend à vieillir. Quand un être organisé meurt, ce n'est pas l'ensemble des cellules qui meurent, mais c'est un groupe limité de cellules qui cesse d'accomplir une fonction nécessaire à l'ensemble. Il semble que, de même, les cellules des différents organes ne vieillissent que du fait des mauvaises conditions qui sont faites à son existence. Comme si ce qui vieillissait et mourait ce n'était pas les éléments qui constituent l'ensemble mais ce qui les constitue en ensemble. Ce n'est pas le corps, c'est l'âme.

De la cellule à l'être organisé, de l'enfant au vieillard, toujours ce qui disparaît, c'est la liberté.

Redonner la jeunesse

Il y a donc, en face de la vieillesse, plusieurs attitudes possibles. On peut tenter de rendre à l'organisme sa jeunesse, sa vitalité, sa liberté. C'est l'attitude un peu magique qui s'incarne encore dans les techniques qui consistent à introduire dans l'organisme des substances douées d'une grande exubérance, d'une intense vitalité.

On peut se contenter de faire le bilan des modifications de toutes sortes apportées dans l'organisme par l'âge et de les corriger. L'inventaire de ces modifications est loin d'être terminé. Il est à peine commencé et selon qu'on accorde plus ou moins d'importance à l'une ou à l'autre de ces modifications, on s'adresse à telle ou telle thérapeutique (vitamines, hormones, fer, calcium, magnésium, iode, acide adeno-triphosphorique, etc.). C'est la reconnaissance de la physionomie particulière de la pathologie du vieillard, avec cette maladie supplémentaire et mal définie qui serait la vieillesse elle-même.

Le plus sage serait évidemment d'empêcher de vieillir : de conserver la jeunesse. Si on admet que la notion d'usure est une notion applicable à la matière inanimée qui peut perdre de sa substance ou de sa cohésion, mais n'est en aucune façon applicable à la matière vivante, il ne semble pas que pour vivre longtemps il faille s'économiser et vivre le moins possible. Mais il ne semble pas non plus que vivre avec intensité soit recommandable. C'est que, comme toujours, il s'agit moins de quantité que de qualité. Il n'est pas question de vivre beaucoup ou peu, mais de vivre bien. Rien n'est plus difficile, il est vrai, que de définir ce que devrait être cette vie équilibrée et harmonieuse qui nous maintiendrait en bonne santé, longtemps.

Il faut considérer d'abord les facteurs infiniment complexes qui agissent sur l'organisme et le font vieillir. C'est ce que les gérontologues s'efforcent de définir. Ce qu'ils nous font espérer, ce n'est pas une victoire sur la mort ni une méthode miraculeuse pour recouvrer la jeunesse à l'aide d'un produit quelconque (novocaïne ou autre), c'est la découverte des facteurs les plus habituels du vieillissement et une véritable hygiène de vie.

Docteur KNOCK.

Compagnie Française de Tourisme

Jeudi 11 Juillet, au Musée GUIMET, un Gala Cinématographique était donné par la Compagnie Française de Tourisme. Le thème en était « ISRAEL ». Dans sa concision, ce nom évoque à la fois l'actualité la plus récente et les pages les plus anciennes de l'Histoire. Mais c'est l'aspect touristique de ce pays que le Gala avait pour but de présenter, et l'enthousiasme des spectateurs fut la meilleure preuve de la beauté des images qui défilèrent sous leurs yeux.

Trois films étaient au programme : ISRAEL Terre retrouvée, dont les prises de vues ne manquaient pas d'une beauté émouvante, SAINT-JEAN-D'ACRE aux aspects pittoresques. Enfin, Hors des Sentiers battus d'ISRAEL dévoilait, grâce à la Caméra un ISRAEL inattendu, différent de ce que l'on a coutume de voir sur les écrans présenté d'une façon aussi originale que poétique.

La Secrétaire générale de la C.F.T., Mademoiselle Monique Soupé avait précédé la projection d'une brillante conférence sur ISRAEL, commentant par ailleurs certains passages des films.

A cette soirée particulièrement réussie, un public très nombreux était présent. Parmi les personnalités on a pu remarquer les représentants des services culturels de l'Ambassade d'Israël, les membres des Compagnies Aériennes et Maritimes Israéliennes. (El-AL Shoham maritime), le directeur de l'Office Israélien, etc...

C'étaient là l'un des derniers galas cinématographiques donnés par la C.F.T. au cours de cette saison, qui a connu cette année de très grands succès.

(Communiqué).

50.000 FRANCS A GAGNER

...Et ce ne sont pas des mots croisés

IL est inutile de s'intéresser aux mots croisés pour s'amuser, cette semaine, au double jeu que vous propose *L'Express* et qui s'appuie pourtant sur une grille composée par Roger La Ferté. Ceux qui dédaignent les mots croisés ont autant de chances que les « cruciverbistes » d'obtenir l'une des récompenses (d'un montant total de 50.000 fr.) que nous remettrons aux lauréats.

Contrairement à l'habitude, les mots qui doivent entrer dans la grille ne sont pas tenus secrets (vous les trouverez, ci-dessous, classés par ordre alphabétique). Aussi nulle définition n'accompagne cette grille, qui sert de prétexte à deux jeux différents.

1 Nous vous proposons de vous amuser à définir, aussi spirituellement que possible, trois des mots (et trois *seulement*) dont nous vous donnons la liste ci-dessous. Vous pouvez choisir librement les trois mots qui vous inspirent le plus. Et n'oubliez pas que le mot le plus banal peut inspirer à l'homme d'esprit des traits brillants (Tristan Bernard définissait « entracte » par : vide les baignoires et emplit les lavabos). Evidemment, ne cherchez pas à définir des initiales comme S.T. ou U.C.

Attention, les définitions qui doivent être brèves ne doivent pas avoir plus de vingt mots.

Nous retiendrons une définition par envoi. Les auteurs des dix plus brillantes se partageront les 50.000 francs mis en jeu.

Les réponses doivent parvenir au service « Jeux » de *L'Express*, 91, avenue des Champs-Elysées, à Paris, avant le 8 août à midi, le cachet de la poste faisant foi.

2 Le deuxième jeu NE COMPORTE PAS DE RECOMPENSE. C'est un test qui doit vous permettre de vérifier si vous avez l'esprit vif et bien organisé. Il est facile.

Il s'agit de placer dans les cases blanches les mots dont nous vous donnons la liste et de reconstituer ainsi la solution de ces mots croisés.

Vous pouvez :

Y jouer avec des amis et organiser un concours de rapidité. Quelques feuilles de papier quadrillé vous permettront de reconstituer autant de grilles vierges qu'il y aura de concurrents. Le plus rapide ne sera pas forcément le plus intelligent ni même le plus vif, mais certainement l'esprit le plus méthodique et le plus organisé ;

Y faire jouer vos enfants. Ce sera instructif. Vous pourrez découvrir en particulier, en surveillant la méthode qu'ils emploient, s'ils ont l'esprit clair.

Voici les mots qui doivent entrer dans la grille :

AGIO, AIR, AME, API, ATOME, AVIS. — BAAL, BATNA, BOURGES. — CRIS. — DO. — EISENHOWER, EP, EST, ÉTÉ, ÉVIER, EZE, EH, ER. — FROC. — GOURBIS. — ISBA. — KHROUCHTCHEV. — LA, LIMACE. — MENDÈS FRANCE, MONTANT, MUES. — NEC, NES, NIPPE. — OC, OSE, OT. — PAROI, PICASSO, PION. — ROUES, RI. — SAGAN, SLIP, SON, SUEZ, ST. — TANK, TU. — UC, UN. — VACANCES.

● Le jeu du chef-d'œuvre inconnu

Il est encore temps de participer au jeu du chef-d'œuvre inconnu et d'emporter l'une des récompenses réservées aux trois meilleurs envois : les photos sont reçues jusqu'au 1er août à midi.

Le règlement de ce jeu-concours a été publié dans *L'Express* du 19 juillet : il s'agit de nous envoyer la photo (format minimum 13×18) d'une chapelle oubliée, d'un manoir perdu ou d'une œuvre d'art exceptionnelle qui ne figure pas dans les guides et que vous avez pu découvrir pendant vos vacances. Au dos de la photo, il convient d'inscrire votre nom en lettres capitales, votre adresse, et une brève description qui permette de situer votre trouvaille.

Si vous avez du flair, du goût et un appareil photo, vous pouvez gagner les 15.000 francs attribués à l'auteur du meilleur envoi ou les 5.000 francs attribués aux deux autres photos les plus dignes d'intérêt.

JE, TU, IL...

● W.R. JOHNSTONE, 52 ans, jockey, qui a quitté l'Australie il y a vingt-cinq ans pour défendre, en France, les couleurs de M. Wertheimer, a décidé de prendre sa retraite. Au jockey, qui a gagné sur les champs de courses le surnom de « Crocodile », M. Wertheimer a dit : « Monsieur, en Grande-Bretagne, vous auriez été anobli. »

● LEONA GAGE, 21 ans, a perdu le titre de Miss Amérique que sa silhouette lui avait fait gagner : elle était mariée et mère de deux enfants et avait caché cette « tare » aux organisateurs. C'est sa belle-mère qui l'a dénoncée. Le scandale, dans les milieux où l'on s'intéresse aux élections des reines de beauté, a été si considérable que l'élection de Gladis Zender (Miss Pérou), sacrée Miss Univers, est passée inaperçue. Pourtant les caractéristiques de Miss Univers méritent d'être méditées : taille, 1 m 70 ; poids, 54 kg 800 ; hanches et poitrine, 91 cm 2. La publicité dont a bénéficié Leona Gage lui a valu un contrat de 5.000 dollars (2 millions de francs). En attendant son divorce, elle dévoilera ses talents dans un cabaret de Las Vegas. C'est ce qu'elle cherchait. Motif : « Je n'en pouvais plus de vivre avec 300 dollars par mois. »

● DONALD WEDLER, 23 ans, s'est accusé du meurtre de Marilyn Sheppard, mais les trois experts qui l'ont interrogé ont estimé qu'il ne connaissait pas assez bien les détails du crime commis en 1954 et qu'il était un mythomane. Le Dr Samuel Sheppard, condamné à la prison à vie pour le meurtre de sa femme, bien qu'il ait toujours protesté de son innocence, voit ainsi sa dernière chance s'évanouir. La condamnation du Dr Sheppard a provoqué il y a deux ans une vive émotion aux Etats-Unis où les esprits libéraux ont estimé que les preuves réunies contre l'accusé n'étaient pas suffisantes. Certains avancèrent que le médecin avait été condamné parce qu'il avait une maitresse (les jurés qui s'étaient refusés à condamner formellement l'adultère avaient été éliminés du jury par l'accusation au début du procès) et l'auteur de romans policiers Earl Stanley Gardner avait mené une contre-enquête pour son compte. La mère du Dr Sheppard s'est suicidée lorsqu'elle a appris que son fils a été déclaré coupable.

● JACQUES ANQUETIL, 23 ans, a gagné le Tour de France. Les « techniciens », qui voient aujourd'hui en lui un super-champion, préfèrent oublier les pronostics qu'ils ont formulés il y a un mois. A la veille du Tour, les journalistes sportifs ont été priés de dresser la liste des favoris de l'épreuve. Chacun devait citer huit noms. Voici quels étaient les résultats du sondage : Bahamontès, 64 voix ; Bauvin, 55 ; Adriaenssens, 49 ; Nencini, 27 ; Forestier, 47 ; Rohrbach, 29 ; Dotto, 27 ; Privat, 23 ; Walkowiak, 23 ; de Bruyne, 15 ; Gaul, 14. Anquetil n'était cité que 28 fois parmi les huit favoris.

ANDRÉ CAYATTE: LE PUBLIC C'EST MOI

C'est le dernier film d'André Cayatte, Œil pour œil, *qui a été choisi pour représenter la France au Festival de Venise. André Cayatte* **(48 *ans*)**, *ancien avocat au barreau de Paris, est le réalisateur de* Justice est faite, Nous sommes tous des assassins, Avant le déluge. *Ses projets : un film intitulé* Liberté, Egalité, Fraternité *qui racontera l'occupation d'une prison désaffectée par des squatters, un 14 juillet. Une sorte de prise de la Bastille à l'envers, évoquant les problèmes du logement. « Car, dit Cayatte, aujourd'hui, quand le peuple prend les bastilles, c'est pour s'y loger. »*

Voici, à travers l'entretien qu'il nous a accordé, comment l'un des hommes les plus personnels du cinéma français conçoit le métier par lequel il a choisi d'exprimer ses idées, et de les diffuser.

L'EXPRESS. — Parlons d'abord de vous. Si vous n'étiez pas cinéaste, qu'aimeriez-vous être ?

A. CAYATTE. — Le Corbusier. J'ai une profonde admiration pour lui. Etre un monsieur qui construit des villes !... Il y a trente ans, Le Corbusier exposait dans la revue *Plan*, à laquelle je collaborais, les problèmes que pose maintenant Paris. Si on l'avait écouté, Paris serait aujourd'hui une ville humaine.

L'EXPRESS. — Quels sont les cinéastes que vous admirez le plus ?

A. CAYATTE. — Mettons à part Chaplin et Stroheim ; ils sont le cinéma lui-même.

J'admire René Clair parce qu'il est un auteur de film complet. Il a fait du cinéma un moyen d'expression. Il a un style reconnaissable du premier coup. (Je crois que si on glissait des images de René Clair dans un film qui n'est pas de lui, je les reconnaitrais.)

J'aime Renoir pour des qualités opposées : la passion, la fougue, le naturel. René Clair, c'est la mesure, l'intelligence, la lucidité, tandis que Renoir s'abandonne, a des coups de sang. Il y a des choses dans les films de Renoir qui à première vue paraissent bâclées, et on s'aperçoit ensuite que c'est, au contraire, très bien fait, que c'est sincère, qu'on ne pouvait faire autrement. C'est désordonné et chaleureux.

J'aime Jacques Becker. Son pointillisme. Intimité et atmosphère.

J'aime Bresson, sa rigueur, son dépouillement. Il me fait penser à la peinture de Jacques Villon.

J'aime aussi beaucoup De Sica et Fellini.

L'EXPRESS. — Quels sont les hommes ou les œuvres, en dehors du cinéma, qui vous ont marqué le plus?

A. CAYATTE. — Les hommes qui m'ont le plus marqué sont des écrivains. Les surréalistes. Des poètes : René Char, Paul Eluard, Desnos, Prévert. Puis les romanciers américains : Faulkner, Steinbeck. Et Koestler. Et aussi Balzac et Zola. *J'accuse*, de Zola, a été déterminant pour moi.

L'EXPRESS. — Quels sont, dans l'histoire ou la fiction, vos héros préférés ?

A. CAYATTE. — Très certainement des personnages de Balzac : Vautrin, Rastignac, Rubempré.

« Ce n'est pas seulement vrai pour les états-majors »

L'EXPRESS. — Quelle est la date historique qui vous paraît la plus importante ?

A. CAYATTE. — Le 14 juillet. Peu importe ce qui s'est réellement passé, comment la Bastille a été prise. Ce qui me touche, c'est qu'une fête nationale commémore la destruction d'une prison. Je suis très sensible à la notion de liberté. Il n'y a que la liberté qui vaille la peine qu'on se batte pour elle.

L'EXPRESS. — Quel est l'événement le plus important de votre vie de cinéaste ?

A. CAYATTE. — Le jour où j'ai pu faire avec les moyens que j'avais choisis le film que j'avais choisi. Le jour où, pour la première fois, on m'a dit : « Quel film voulez-vous faire ? » C'était *Les Amants de Vérone*.

L'EXPRESS. — Quel est, parmi les films que vous avez faits, celui que vous préférez ?

A. CAYATTE. — *Nous sommes tous des assassins*. C'est celui qui est allé le plus loin dans une voie. Il y a des mots qui font peur : « Film à thèse ». On se donne beaucoup de mal pour inventer une histoire qui soutienne la thèse qu'on veut prouver. *Nous sommes tous des assassins* est une thèse filmée. C'était écrit comme un essai.

L'EXPRESS. — Un film doit-il être l'œuvre d'un seul homme et est-ce possible ?

pas possible ? Mais est-ce nécessaire ? Je suis contre les systèmes. Il y a des films qui valent parce qu'ils sont collectifs. Comme *L'invitation à la danse*. *Un condamné à mort s'est échappé* gagne au contraire à être l'œuvre d'un seul homme.

L'EXPRESS. — Dans quelle mesure un cinéaste peut-il échapper aux impératifs commerciaux ?

A. CAYATTE. — Dans la mesure où il a beaucoup de patience et de volonté. Il devra renoncer à des tas d'avan-

sonnellement, je suis aussi passionné par *Le Monde du silence*, par *Les Belles de nuit*, par un film sur l'opération du cœur.

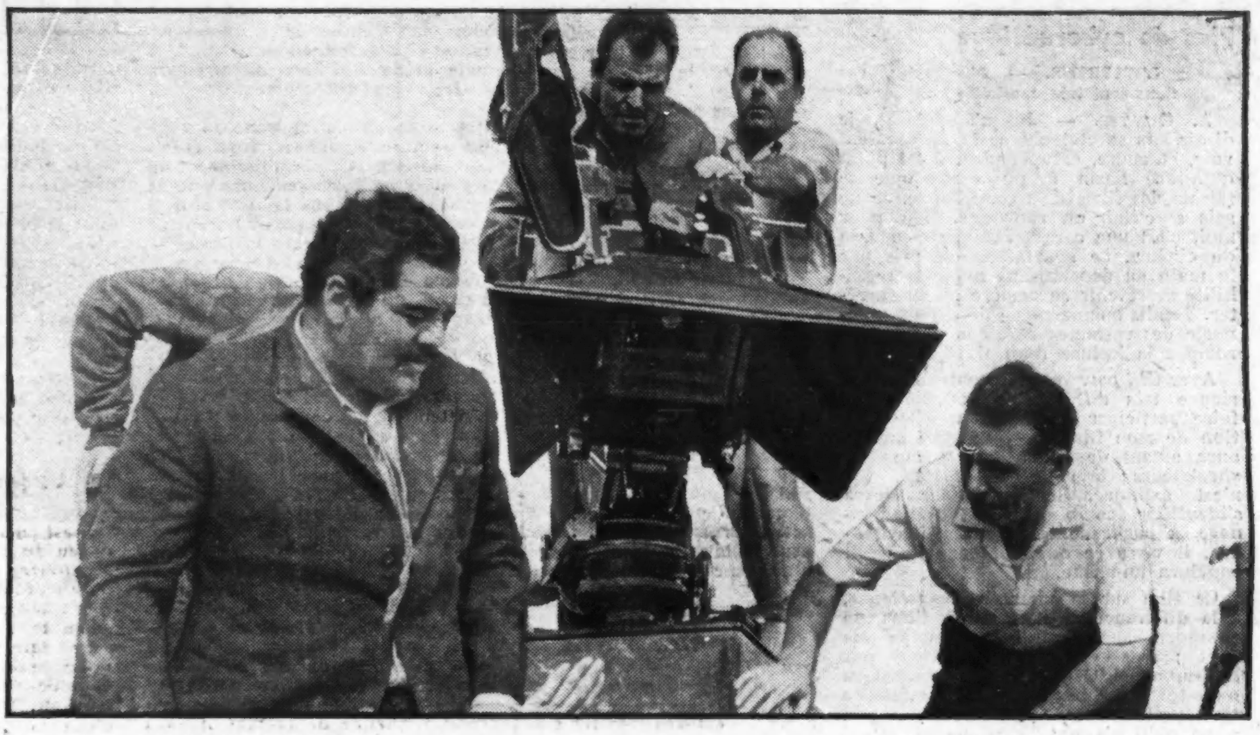
Il y a des films pour endormir. Des films pour réveiller. Ce sont les seconds qu'il m'intéresse de faire, mais je ne demande pas que tout le monde en fasse autant.

La qualité à laquelle je suis le plus sensible, c'est la sincérité. Ce que je n'aime pas, c'est le mensonge, le tru-« Le public veut ci, le public veut ça. »

femme meurt dans la nuit. Le médecin est-il ou n'est-il pas responsable de sa mort ? Du point de vue des tribunaux : non. Humainement : oui.

Un autre thème court à travers le film: celui de la mauvaise conscience. C'est le mal de notre siècle. Nous vivons à une époque où chacun est au courant de toutes les misères du monde, mais n'intervient pas pour autant. D'où : mauvaise conscience.

En lisant *Œil pour œil*, le roman de Vahé Katcha, je suis tombé pile sur ce



ANDRÉ CAYATTE (EN HAUT) DIRIGEANT UNE SCÈNE DE « ŒIL POUR ŒIL »
Des films pour réveiller

A. CAYATTE. — Pourquoi ne serait-ce tages, mais c'est faisable et même payant. Dans un métier qui ne comporte aucune espèce de règle assurant le succès, il y a en tout cas une donnée nécessaire (sinon suffisante), c'est le caractère original. Un film risque d'avoir du succès lorsqu'il est original, lorsqu'on n'a jamais vu ça. Malheureusement, les commerçants veulent qu'on refasse le film qui a eu du succès l'année précédente, et on est toujours en retard d'un film, comme l'état-major est en retard d'une guerre. L'état-major devrait toujours imaginer la guerre future; et le cinéaste, le film futur.

Je ne crois pas que la censure gêne beaucoup les cinéastes, car il n'y a pas d'exemple qu'un film réalisé ne finisse pas par sortir un jour, mais je suis contre la censure parce qu'elle est un prétexte à l'autocensure pour le cinéaste qui se dérobe devant ses vraies responsabilités et cède à la facilité.

L'EXPRESS. — Les progrès techniques (couleurs, cinémascope, vistavision) offrent-ils des moyens supplémentaires au cinéaste ?

A. CAYATTE. — Il n'y a pas de doute. Plus vous avez de moyens, plus vous avez de possibilités d'expression. Evidemment les moyens engendrent des servitudes économiques, mais c'est une autre question.

En ce qui concerne les écrans, l'idéal serait d'arriver à un écran variable dont on modifierait la forme et les proportions comme un écrivain passe du style direct au style indirect.

L'EXPRESS. — Le cinéma peut-il et doit-il apprendre quelque chose au public ?

A. CAYATTE. — Bien sûr. Pourquoi pas? Le cinéma, c'est tout. Il ne dépend que du cinéaste d'exprimer ceci ou cela. Je ne vois pas au nom de quoi on interdirait tel ou tel usage du cinéma, pas plus que je n'admets qu'on dise d'un quage. J'ai horreur de ces gens qui se tiennent à côté de leurs films en disant:

film : « Ce n'est pas du cinéma. » Per-Je ne sous-estime pas le public, parce que le public, c'est moi et que je ne me sous-estime pas.

L'EXPRESS. — Mais vous-même, dites-vous, ce que vous souhaitez, c'est réveiller le public ?

A. CAYATTE. — Oui. Secouer les spectateurs. Je n'ai pas la prétention de leur apprendre des choses nouvelles, mais je veux les mettre en présence d'un certain nombre de choses auxquelles ils ne pensent pas ou qu'ils écartent délibérément de leur existence.

Une des choses dont je voudrais surtout leur faire prendre conscience est la solidarité humaine. Je crois que tous, tant que nous sommes, nous sommes responsables de tout. D'une façon directe ou indirecte. Par omission, par indifférence ou par égoïsme. Il y a une solidarité organique entre tous les hommes vivants : un type crève de faim au fin fond de l'Inde, l'épicier français y est pour quelque chose sans qu'il le sache. La justice m'a intéressé dans la mesure où elle était la sanction des fautes commises envers la solidarité.

« La mauvaise conscience, ce mal de notre siècle »

L'EXPRESS. — Ne retrouve-t-on pas ce thème de la solidarité dans votre nouveau film « Œil pour œil » ?

A. CAYATTE. — Oui. L'histoire est celle d'un médecin qui a rompu un moment le contrat de solidarité qui le lie à tous ceux qui pourraient avoir besoin de lui. Il refuse, un soir — parce qu'il est tard, qu'il est fatigué, qu'il est bien chez lui, etc. — de soigner une femme. Il fait dire à son mari de l'emmener à l'hôpital. Faute de son intervention, la

que je cherchais. Il s'agit d'une histoire de vengeance plutôt que de mauvaise conscience. D'un homme qui se venge d'un médecin qui a laissé mourir sa femme. Mais j'ai renversé la vapeur. Et mon film raconte l'histoire du point de vue du médecin.

L'EXPRESS. — Vous avez fait votre adaptation en collaboration avec l'auteur du roman lui-même. Ne préférez-vous pas travailler avec des professionnels du cinéma ?

A. CAYATTE. — Je me félicite au contraire d'avoir travaillé avec Vahé Katcha, et j'espère recommencer cette expérience avec d'autres personnes qui, comme lui, n'ont jamais fait de cinéma dans leur vie, mais qui aiment le cinéma et qui sont de vrais spectateurs et qui connaissent le langage cinématographique. Le cinéma crève de sclérose. Il tourne en rond. Ce sont toujours les mêmes qui font les films, les mêmes metteurs en scène, les mêmes dialoguistes. Ce qu'il faut, c'est que des auteurs nouveaux viennent au cinéma, comme ils se décideraient un jour à prendre la plume ou le pinceau. Dans le journalisme, la radio et la télévision, il y a sûrement beaucoup d'éléments qui seraient précieux au cinéma. De même, il faut de nouveaux acteurs parce qu'un visage nouveau inspire de nouvelles histoires, de nouvelles idées.

L'EXPRESS. — Dans vos précédents films, vous n'utilisiez pas de grandes vedettes. Pour quelle raison, dans « Œil pour œil », avez-vous rompu avec cette habitude ?

A. CAYATTE. — Parce que *Œil pour œil* est un film de fiction. Il y a pour moi deux sortes de films : des films de fiction et des films qui font appel à la crédibilité du spectateur. Dans les films de fiction, la vedette est d'un apport considérable, elle a une légende, une « aura » et le spectateur est entrainé plus facilement dans le « merveilleux ». En revanche, si vous faites appel à la crédibilité, si vous voulez que le spec-

→

→

tateur ait le sentiment du quotidien, la vedette gêne, sa légende joue contre vous.

Si vous voulez raconter l'histoire du *Condamné à mort* et que vous montrez Jean Marais dans une cellule, si vous voulez faire croire qu'on va l'exécuter et susciter un sentiment de révolte, ce sera difficile, surtout si vous venez de voir Jean Marais aux actualités signant des autographes à la « Kermesse aux Etoiles ».

D'autre part, il est difficile d'utiliser une vedette dans un film à très nombreux personnages comme l'étaient mes films précédents parce que le public s'attend à ce que la vedette ait le rôle principal et cela décale l'intérêt.

Mais dans un film comme *Œil pour œil* où rien n'est expliqué et qui ne comporte que deux personnages, deux acteurs qui font tout de suite partager au public leurs sentiments, qui l'introduisent dans leurs vies, sont d'un grand secours.

Plus de cybernétique

L'EXPRESS. — *D'ordinaire, vos films sont très explicités ?*

A. Cayatte. — Jusqu'à présent, je disais aux spectateurs ce qu'ils devaient voir, entendre, comprendre. A tel point qu'André Bazin a pu écrire que je faisais des films de cybernétique. Je ne sais si c'était un reproche. Mais pour moi, c'est une caractéristique constante du cinéma. Le spectateur est pris par la main au départ sans avoir la possibilité de revenir en arrière ou de s'arrêter. Tandis qu'une pièce de théâtre comporte des entractes et qu'on peut interrompre la lecture d'un livre.

Avec *Œil pour œil*, j'ai tenté une expérience très différente, j'ai cherché à faire participer le spectateur à la création de mon film. Je veux dire qu'il y aura autant de films qu'il y aura de spectateurs ; là rien n'est mâché, rien n'est expliqué, le spectateur devra s'identifier complètement au personnage. A partir de là, il verra, il entendra, il vivra ce que l'acteur vit. Et il conclura lui-même.

Ce film sur la mauvaise conscience, à la différence de mes autres films, ne comporte aucune intervention de ma part : il est vécu de l'intérieur par le personnage. Ce personnage a-t-il raison ou a-t-il tort ? On ne le dit pas. Est-ce qu'il prête à l'autre des intentions qu'il a ou qu'il n'a pas ? Nul ne le saura, même à la fin du film. Tout est possible.

Mes autres films avaient un « i » et beaucoup de points. C'étaient des films martelés. Celui-là a beaucoup de « i » et pas de point.

L'EXPRESS. — *« Œil pour œil » diffère-t-il pour d'autres raisons encore de vos précédents films ?*

A. Cayatte. — Oui. Dans mes autres films le dialogue jouait un rôle déterminant. Pas parce que c'était des films à thèse, mais parce que les personnages devaient se situer dans un temps très court, et que le dialogue est une économie de moyens. En deux mots, on résume plusieurs images (le film muet était un film bavard parlé par des muets). Or, cette fois-ci, c'est un film aux trois quarts muet. Parce que c'est un film qui repose sur un personnage. Un film subjectif.

Jusqu'à maintenant aussi mes films étaient volontairement en noir et blanc. Cette fois-ci, j'ai utilisé la couleur : elle jouera un rôle dramatique dans l'histoire, dans la mesure où elle est au service d'un troisième personnage, qui est l'espace, le désert.

J'ai d'ailleurs été amené à récrire l'histoire en fonction du paysage. J'étais parti sur la description que Vahé Katcha fait des lieux où se passe son histoire. Je suis allé avec lui au Liban, là où il situait son action. Mais il n'y avait pas la moindre parcelle de désert au Liban. Je suis allé en Syrie, mais on m'a interdit d'y tourner. En Afrique du Nord, impossible également. J'ai enfin trouvé un désert en Espagne. Mais ce n'était pas le désert plat en fonction duquel j'avais écrit mon scénario, c'était un labyrinthe : des galeries prodigieuses à ciel ouvert. Le comportement des hommes ne pouvait être le même. C'était presque un film souterrain, presque Orphée descendant aux enfers ou Ariane. J'ai donc récrit l'histoire.

L'EXPRESS. — *Croyez-vous en l'avenir de l'homme ?*

A. Cayatte. — Bien sûr, mes films spéculent sur une lente évolution. Nous savons maintenant que la guerre, l'injustice, l'esclavage sont un peu plus difficiles à tous les coups. Je crois à la contagion des hommes de bonne volonté.

LA SEMAINE

● Erreur. Pour la plupart des critiques, Jean Vilar a eu tort de présenter le *Henri IV* de Pirandello au XI[e] Festival d'Avignon. La pièce, essentiellement psychologique, est peu faite pour le théâtre de plein air. Elle trouvera mieux sa place, à la rentrée, sur la scène du Palais de Chaillot. Dans le rôle de Henri IV, qu'il avait déjà joué en 1950 au théâtre de l'Atelier, Jean Vilar a néanmoins obtenu un vif succès personnel. Les deux autres pièces présentées à Avignon par le T.N.P. étaient des reprises : *Le Mariage de Figaro* et *Meurtre dans la cathédrale*.

● Réussite. A Carcassonne, malgré la pluie, Jean Deschamps, Georges Wilson et André Beybaz ont fait applaudir *La Chanson de Roland*, Shakespeare et Victor Hugo. C'était le premier festival de théâtre languedocien. Il ne devrait pas être le dernier.

● Récompenses. Au Festival de Karlovy-Vary la France a fait moisson de lauriers : à *Nuit et brouillard*, le prix du film documentaire ; aux *Sorcières de Salem*, le prix de l'interprétation collective ; à *Celui qui doit mourir*, le prix de la critique tchécoslovaque. Le film indien de Radj Kappur, *Sous le couvert de la nuit*, a remporté le grand prix du Festival.

● Travail. La saison des vacances, c'est, pour le cinéma, l'époque du travail. On veut profiter de ce qui devrait être les beaux jours. A Paris, Edward Dmytryck a transformé Marlon Brando en un blond officier S.S. pour lui faire danser *Le Bal des Maudits*. A Nice, c'est Jane Seberg qui dira *Bonjour tristesse* au metteur en scène Otto Preminger.

● Déboires. Le producteur de *L'Adieu aux armes*, David O'Selznic, continue à décimer ses troupes. Cette semaine, c'est l'organisateur général de la production, Arthur Fellows, qu'il vient de licencier, après en être venu aux mains avec lui.

(U.P.)

Marlon Brando
Officier allemand

CINÉMA

● *Pour la nonne comme pour l'aviatrice, un supplice de Tantale*

« Dieu seul le sait »

Cinémascope américain de John Huston, avec Deborah Kerr et Robert Mitchum (Normandie, Rex, Moulin-Rouge).

COMMENT John Huston en est-il arrivé à se plagier lui-même d'une façon aussi maladroite et aussi anémique ? C'est la question qu'on se pose en sortant de voir *Dieu seul le sait*, le dernier et aussi le plus faible des films de ce réalisateur, habituellement si plein de talent et d'ambition.

On se souvient de son admirable *African Queen*. Une vieille bigote et un vieil ivrogne, perdus sur un vieux rafiot, au cœur de l'Afrique, et l'amour impossible devient une réalité. Bien que tiré d'un roman de Charles Shaw, *Dieu seul le sait* offre une situation identique : la vieille fille est seulement devenue une jeune religieuse, le vieil ivrogne un caporal des « marines » et le rafiot une île du Pacifique où les troupes japonaises, par deux fois, débarquent avant de céder la place aux soldats américains.

Mais autant le premier film de Huston était âpre, drôle, extravagant, autant celui-ci est douceâtre et languissant. La religieuse semble appartenir à un ordre contemplatif, la tentation l'effleure à peine, et on ne penserait jamais que le « marine » puisse être un dur, s'il ne prenait soin de nous en avertir. Il tient plutôt le milieu entre le boy-scout, qui n'a besoin pour vivre que d'un coutelas, et le gentleman qui baise la main des femmes de mauvaises mœurs. Un héros, au surplus, qui permet à ses compatriotes de débarquer sans pertes, en escamotant les culasses des canons japonais.

Ni Deborah Kerr ni Robert Mitchum

SACHA GUITRY AVAIT-IL RAISON ?

QUAND le rideau tombait sur une de ses pièces depuis cinquante ans, il n'était pas besoin de demander l'auteur : qu'il fût ou non l'interprète de son œuvre, de toute la soirée, l'auteur n'avait pas quitté la scène. Maintenant qu'il s'en va on se dit que c'est une race qui s'éteint : il était le dernier écrivain de théâtre qui était aussi un monstre sacré.

Auteur, il régnait par le mot d'auteur. Il avait du goût pour l'histoire, du talent pour l'observation des mœurs, du génie pour la formule bien frappée, la phrase lapidaire, la maxime qui, au moins sur le coup, fait dire : « Comme c'est drôle et comme c'est vrai ». Il ne se préoccupait beaucoup ni de peindre des caractères, ni de nouer une action, et son bagage sera sans doute mince à l'heure de la vérité, mais il était le maître, ou plutôt le champion, du dialogue considéré comme un tennis de l'esprit. Si bien que ses pièces n'étaient le plus souvent qu'une parade éblouissante continuée par personnages interposés, mais il arrivait qu'ébloui, on oubliât de s'en plaindre.

Un monde doré

Depuis ses débuts en 1905, ce théâtre n'a pas vieilli, on l'a bien vu à la reprise de Faisons un rêve cet hiver par Mme Danielle Darrieux et M. Robert Lamoureux. C'est le monde qui a eu le tort de vieillir, de connaître une guerre, une paix, une drôle de paix, une drôle de guerre, une guerre chaude et une guerre froide tandis qu'avec le même souriant bonheur, sans que cela lui fasse ni chaud ni froid, Sacha Guitry, lui, donnait Le Veilleur de nuit, La Prise de Berg-op-Zoom, La Jalousie, Mon père avait raison, Pasteur, Mozart, Désiré, Quadrille, N'écoutez pas, Mesdames, et une centaine d'autres pièces. Peut-être lui aussi avait-il raison. Il reste pour les acteurs qui auront les qualités et les défauts nécessaires pour les endosser, des rôles en or, et pour nous autres, spectateurs d'un âge de fer, la vision d'un monde doré...

Avec le cinéma Sacha Guitry a entretenu les rapports les plus singuliers. Il a signé près de quarante films, sans paraître s'intéresser le moins du monde au nouvel art. La caméra était pour lui un instrument sans mystère, ce qu'on avait encore trouvé de plus pratique pour mettre en conserve des succès de théâtre ou raconter en images coloriées tous les sacres, les bals et les batailles de l'histoire de France. Et pourtant comme un élève distrait qui crayonne des dessins dans les marges de ses cahiers de cours, il a filmé de petits récits insolents, bouffons, amers qui ont leur place dans les cinémathèques. Ils s'appellent Le Roman d'un tricheur, le premier essai d'une narration cinématographique, La Poison et tout récemment Assassins et voleurs et Les trois font la paire. Sacha Guitry ignorait lui-même à quel point il aimait le cinéma.

Sacha Guitry et les femmes

Marié cinq fois (Charlotte Lysès, Yvonne Printemps, Jacqueline Delubac, Geneviève de Séréville, Lana Marconi) Sacha Guitry avait, avec les femmes, des relations que la succession de ces aphorismes exprime assez clairement :

— Je t'adore ! Et j'appelle ça une pensée.

— Tu me plais tellement que quand il t'arrive de n'être pas jolie, je te trouve belle.

— Comment les autres hommes peuvent-ils vivre sans toi ?

— Tu es indiscrète : tu retiens tout ce que je te dis.

— Chérie, je me demande si tu ne joues pas un trop grand rôle dans la vie.

— Il y a en toi quelque chose d'ingénu qui disparaît aussitôt que tu joues l'enfant.

— Nous ne devons épouser que de très jolies femmes si nous voulons qu'un jour on nous en délivre.

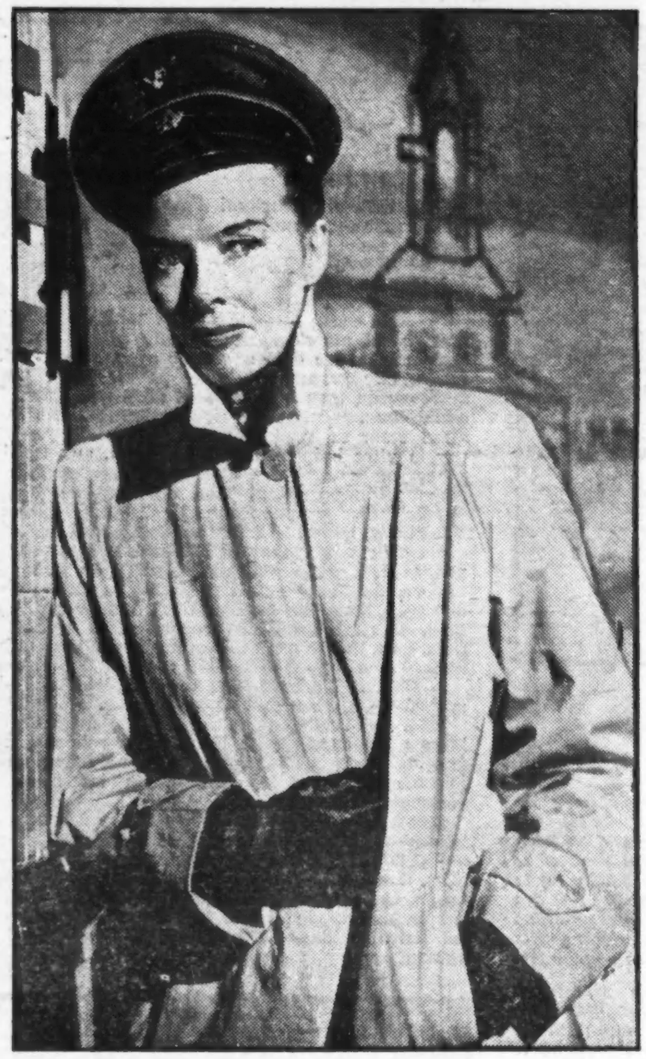
— J'imagine un cocu disant : ce qui m'exaspère, c'est de penser que ce monsieur sait maintenant de quoi je me contentais !

Mais il a écrit aussi :

« Avoir à soi un être humain, tout lui donner — lui donner tout : l'amour des Arts, de la nature et de la vie — faire enfin son bonheur et l'entendre un beau soir crier : « Je suis heureuse ! » — c'était cela mon rêve — et n'en ai pas eu d'autre. »

(20th Century Fox.)

DEBORAH KERR
Religieuse américaine



KATHARINE HEPBURN
Pilote russe

n'ont le tempérament de Katharine Hepburn ou de Humphrey Bogart. Mais ce n'est pas leur faute s'ils en sont réduits à d'interminables bavardages, encore moins si les couleurs du film sont impossibles. Trop rares sont les moments où l'on retrouve un peu l'humour de Huston, son tempérament, sa vision caustique de l'univers. Dieu seul sait ce qui a pu lui arriver pour entreprendre un tel film...

À voir :

En exclusivité :

● **Patrouille de choc** (témoignage contre la guerre) ● **L'Ami de la famille** (si vous aimez Darry Cowl) ● **Ariane** (à la manière de Lubitsch) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour petits et grands enfants).

Nous vous rappelons :

● **Les trois font la paire** (Royal Haussmann) ● **Les Belles de nuit** (Acacias) ● **Le Couple invisible** (Royale) ● **Viva Villa** (Studio de l'Etoile) ● **Ma femme est une sorcière** (Studio 28) ● **Mon épouse favorite** (Pagode) ● **Infidèlement vôtre** (Studio Bertrand) ● **La Fureur de vivre** (Vendôme).

★

« Whisky, vodka et jupon de fer »

Film anglais en couleurs de Ralph Thomas, avec Katharine Hepburn et Bob Hope (Biarritz, Madeleine).

ON a pris la recette de *Ninotchka*, mais Ralph Thomas n'est pas aussi fin cuisinier qu'Ernst Lubitsch, et si son film contient des drôleries, il est dépourvu de ce charme qui fait le secret des grandes comédies.

L'héroïne : une aviatrice rouge qui a franchi le rideau de fer et qui est venue atterrir sur une base américaine. Non parce qu'elle a choisi la liberté, mais pour une simple question d'amour-propre professionnel. Mais les Américains, naïfs, la prennent pour une brebis retrouvée, et pour lui faire savourer tous les délices de la civilisation occidentale, chargent un de leurs capitaines de lui apprendre le tango. La leçon de danse porte ses fruits et en dépit des efforts des agents soviétiques, le pilote russe s'unira au capitaine américain pour le meilleur et le pire de la coexistence.

Il fallait tout l'humour et le charme équivoque de Katharine Hepburn, toujours anguleuse et rousse, sous son uniforme d'aviateur soviétique, pour donner un peu de crédibilité à une histoire aussi farfelue. C'est Bob Hope qui lui donne la réplique, souvent avec verve, mais dans un ton trop différent.

MUSIQUE

● ***Toute la musique contemporaine au rendez-vous de Darmstadt.***

Briser la quarantaine

(De notre envoyé spécial Antoine Goléa.)

POUR la douzième fois, depuis la fin de la guerre, la petite ville de Darmstadt, en Allemagne, est devenue, pour trois semaines, le lieu de rencontre des compositeurs et des interprètes de notre temps : compositeurs parfois illustres, mais le plus souvent jeunes et inconnus, interprètes qui, à l'encontre de la plupart de leurs confrères des deux hémisphères, se consacrent principalement à la défense et à l'illustration de la musique contemporaine.

Les créateurs du XX^e^ siècle qui commencent à gagner une large audience sont, pour la plupart, morts depuis plusieurs années ; ce sont leurs œuvres qui placent leurs noms à côté des grands noms de la musique d'autrefois.

Plusieurs de ces œuvres figurent, cette année, au programme de Darmstadt ; et lorsque, après une fort belle exécution du *Concerto pour violon* d'Alban Berg, André Gertler, le violoniste belge, vers qui montaient les acclamations de la foule qui remplissait la *Stadthalle* de Darmstadt, eut l'idée d'associer le maître disparu à son triomphe, un geste et un mot du chef d'orchestre Otto Matzerath suffirent pour plonger la salle dans le recueillement. Telles durent être, un peu plus de cent ans plus tôt, les sentiments de la foule parisienne lorsque Habeneck, à la tête de la Société des Concerts du Conservatoire, lui révélait, des années après la mort du compositeur, les symphonies de Beethoven.

Quatre concerts

C'est en accord avec la Radio de Francfort que Wolfgang Steinecke, le directeur des cours et des manifestations de Darmstadt, put organiser les quatre magnifiques concerts d'ouverture des travaux d'été de son Institut de Musique Contemporaine. Deux cent soixante-deux jeunes compositeurs et interprètes venus de plus de trente pays sont réunis dans cet institut pour se perfectionner dans les techniques contemporaines de la composition et de l'interprétation, présenter des œuvres nouvelles, ou participer, pour les interprètes, au seul concours d'exécution actuellement consacré à la musique contemporaine. Seule, l'U.R.S.S., parmi les grands pays, n'est pas représentée à Darmstadt cette année.

Ce sont de semblables efforts qui finiront par briser la quarantaine que les musiciens rétrogrades et les épigones de tous pays essaient de maintenir, au nom de leur propre médiocrité et souvent, aussi, d'intérêts assez sordides, autour de la musique contemporaine digne de ce nom. Et qu'à côté de chefs-d'œuvre de Schoenberg, de Berg, de Webern, de Varèse, de Strawinsky, au cours des concerts d'ouverture, des morceaux de jeunes déjà connus, comme le *Concerto pour piano* de René Leibowitz, l'*Elegia Appassionata* de l'Allemand Giselher Klebe, la *Sonatine pour flûte et piano* de Pierre Boulez, une *Passacaille* pour quatuor à cordes de l'Anglais Humphrey Searle, une *Symphonie Vocale* extraite de l'opéra *Le Roi Cerf* de Hans Werner Henze, ainsi que des œuvres d'inconnus, ou presque, pleins de promesses, comme le *Concerto pour orchestre de chambre* de l'Allemand Reinhold Finkbeiner et le *Trio à cordes* du Français Claude Ballif aient pu rencontrer, en dépit de certaines inégalités et de leurs difficultés d'écriture, un large écho et parfois un grand succès dans le public, cela montre que rien ne saurait arrêter, à la longue, la marche de la musique de notre temps.

JAZZ

● ***Quatre « grands » du jazz à l'ombre d'un clocher.***

Au Club Saint-Germain-des-Prés

IL serait consternant que l'attraction actuelle du club Saint-Germain-des-Prés ne profite qu'aux touristes des *Paris by Night*. Avis aux amateurs de bon jazz : la rue Saint-Benoît évoque plus que jamais *The Street*, et ce qu'on peut y écouter vaut largement les mille francs, prix unique des consommations assises.

Le pilier de cette mêlée à quatre musiciens est Kenny Clarke, l'un des artisans de la révolution *bop*, le créateur du jeu moderne de batterie, actuellement Dieu le Père dans la Trinité des *drummers* noirs, où le Fils se nomme Max Roach et le Saint-Esprit, Art Blakey. Il officie chaque soir, après 10 heures, au club, décontracté, heureux de vivre et de jouer, et ponctuant ses « pêches » de grommellemens hamptoniens. Il faut le voir caresser sa grande cymbale en souriant aux anges, lâcher sur ses caisses des averses de roulements impeccables, déclencher des bombardements précis, secs, nets, d'une variété rythmique désarmante, d'une invention stupéfiante, d'une propreté parfaite. On l'écouterait des heures.

Le pianiste est Martial Solal, un de nos très rares internationaux. Imperturbable, somnambulique, il ne s'arrête pas d'imaginer, aligne les idées, se reprend, cherche, transforme, oppose, décale, souligne et conclut, dans un style où l'inspiration progresse lentement mais sûrement, avec sobriété, discrétion, distinction. Sa complicité avec Kenny Clarke est un régal. Ils se renvoient la balle, l'un attrape au vol les idées de l'autre, les exploite, les développe, et de ces échanges impromptus naît une cohésion comme préméditée.

Pierre Michelot, perdu dans un rêve, soutient ce duel amical des ponctuations souples et implacablement régulières de sa contrebasse.

Lucky Thompson, un des grands saxo-ténors noirs d'aujourd'hui, n'a plus qu'à « rentrer dedans ». Il se laisse prendre par le mouvement, s'échauffe petit à petit, revenant plusieurs fois sur des phrases qu'il découvre et structure progressivement, en plein accord avec Martial Solal, et qu'il égrène en notes rondes, empreintes d'une chaleur qui n'exclut par la relaxation complète.

Pendant la pause, l'estrade est occupée par une autre formation, toute française celle-là, et d'un langage moins évolué. Comme la comparaison risque de rendre cruel, voire injuste, il vaut mieux aller prendre l'air de Saint-Germain, qui est le plus doux de Paris.

Cabarets Dancings

LE REVE Dancing du Rex - Air conditionné
2 GRANDS ORCHESTRES

Restaurants

LIDO ELY. 11-61
LIDO ELY. 11-62
LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE
"C'EST MAGNIFIQUE !"
de P. Louis-Guérin & Frédéy

SI VOUS ALLEZ
AUX FOLIES BERGERE
VOUS NE SEREZ PAS
DE LA REVUE

EXPOSITIONS

Galerie MAEGHT
CHAGALL
PEINTURES RECENTES
Fermeture du 10 août au 2 septembre

ARMENONVILLE
Bois de Boulogne
TOUS LES JOURS
DEJEUNERS
DINERS-DANSANTS
SOUPERS apr. le spect. jusq. 2 h. mat.
DIMANCHE THE DANSANT
avec les ORCHESTRES de José BARTEL
et François VERMEILLE
BAR SAB. 92-82

En voyage avec P[...]

LA FILLE D[...]

PIERRE GASCAR

Pierre Gascar, au cours d'un voyage de quatre mois en Asie (Indes, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Philippines) et en Afrique (Soudan, Somalies, Ethiopie) sous le patronage de l'Organisation mondiale de la santé, a pu étudier ce que la misère fait des hommes — et des femmes. Nous publions ici le second de quatre récits qu'il a écrits pour L'Express *au retour de son voyage* (1).

Pierre Gascar, prisonnier en Allemagne de 1940 à 1945, a assuré la critique littéraire de France-Soir *(sous son vrai nom : Pierre Fournier) jusqu'en 1953, date à laquelle il reçut le Goncourt pour ses deux livres :* Les Bêtes *et* Le Temps des Morts. *Il a écrit, depuis :* Les Femmes, La Graine, L'Herbe des Rues *et un récit de voyage :* Chine ouverte. *Il a 40 ans.*

JE n'essaierai pas de retrouver le prénom de cette fille. J'avais dû l'oublier une seconde après qu'elle me l'eut dit. C'était pourtant un de ces prénoms espagnols bien faits pour entretenir le romantisme des escales. Aux Philippines, seuls, les chiffres et les prénoms appartiennent encore à la langue espagnole : tout l'héritage de la civilisation tient dans les mots qui servaient au commerce et au baptême.

Je ne connaissais pas, non plus, le nom de cette plage. Elle semblait se prolonger sans fin dans la nuit où courait la brève blancheur du ressac. Le sable est presque noir, dans l'île de Leyte. Les rares lumières de Tacloban avaient disparu. Il était tard. J'éprouvais le dépaysement que, la nuit, procure la mer et que procure aussi, dans la solitude nocturne, une fille dont on ne sait même plus le nom.

Elle achevait de se rhabiller : je ne voulais pas d'elle. Je n'avais pas besoin, par surcroît, de ces plaisir qui vous exilent. La fille se retourna brusquement :

— Pourquoi m'avez-vous « apportée » ici ?

Elle parlait l'anglais sommaire qui, après plus de cinquante ans de présence américaine, est devenu la langue courante dans les villes des Philippines. Des milliers de soldats américains y vont et viennent. La population a appris leur argot. Il lui donne l'illusion de la complicité.

Mais il n'y avait pas de soldats américains dans l'île de Leyte. L'anglais que parlait la fille n'était qu'enfantin. Apre aussi. Je venais de donner dix pesos à la fille mais mon indifférence la blessait.

C'était une fille très jeune. Guère plus de seize ans. Son visage avait la douceur qu'on trouve chez les peuples issus d'un lointain métissage ou longtemps asservis. Elle était fine, assez jolie, assez banale aussi et tout à fait semblable aux autres filles qui, dans les deux ou trois cafés de la ville, promenaient de table en table leur nonchalante disponibilité.

Leur métier consistait à tenir compagnie aux clients, à faire renouveler leur consommation le plus souvent possible. Elles restaient assises près d'eux, pensant à autre chose ou ne pensant à rien jusqu'au moment où le pick-up donnait un air, alors en vogue, de rock and roll. Les visages des filles s'animaient. Dodelinant de la tête, elles vous regardaient, les yeux plissés par le plaisir. Puis la musique cessait. La fille retournait à son indifférence. En s'asseyant près de vous, elle vous avait dit son prénom. On l'avait oublié.

Oui, celle-ci, pourquoi l'avais-je « apportée » ici, comme elle disait ?

L'UNIQUE taxi de la ville nous avait amenés jusqu'à cette plage. Le taxi était une Dodge déjà ancienne avec, sur une des vitres, une grande étoile de papier jaune pour masquer un trou qui semblait dû à une balle. Le chauffeur acceptait de nous attendre. Il s'était allongé sur sa banquette, ses deux pieds passant par la vitre baissée. Il y avait aussi, aux Philippines, un « argot des attitudes » qui portait sa marque d'importation. Tant d'efforts, de bonne volonté pour supprimer toute distance entre les Américains et soi ! Et toujours cette solitude...

En m'accompagnant, la fille sans prénom s'était préparée à cette solitude. Ce serait, une fois encore, sur le sable noir et chaud, le silence d'un étranger, les gestes rapides d'un homme qui, plus tard, se rhabillerait en regardant la mer... Et puis, non, même pas cela, même pas la proximité, malgré tout, de ce silence-là.

— Pourquoi m'avez-vous apportée ici ? me redemanda-t-elle, avec une sorte de rage.

Elle était vêtue d'une robe bleue à gros pois blancs boutonnée haut. Exotisme à rebours. Elle était la seule qui fût habillée d'une façon aussi européenne dans le dancing où les filles se réunissaient, le soir.

Des hommes venaient de s'y battre à coups de tabourets. Le blessé emporté, les petites entraîneuses s'étaient remises à danser tout de suite entre elles. Des hommes se regardaient encore, le visage tendu. On avait rallumé toutes les lampes et mis, sur le pick-up, le disque le plus gai, comme sur les bateaux, dans le moment où l'on craint le naufrage.

chure envasée. Des sortes d'embarcadères où personne n'embarquait jamais. Des femmes à plat ventre sur les planches lavaient des légumes d'un vert très foncé dans le courant.

Au-dessus de la rivière, il y avait une grande Vierge blanche. La seule note claire dans la ville avec la mairie qui reproduisait, à une échelle réduite, le Capitole de Washington. Des hommes coiffés de panamas, leur chemise courte, parfois brodée, laissée à l'extérieur du pantalon et flottant autour de leur embonpoint, en gravissaient et en descendaient les marches.

C'étaient les propriétaires fonciers de Leyte. Ils préparaient déjà les élections. Leurs élections. Une fois de plus, le parti nationaliste l'emporterait. Les métayers étaient dociles. C'étaient des hommes doux, alanguis par la maladie du gros ventre (2) et qui jouaient à faire se battre des coqs. Ils étaient illettrés : on contrôlait sans peine leurs votes. Et puis pourquoi auraient-ils voté « libéral » ? Les libéraux voulaient que les Américains abandonnent leurs bases. Les géologues disaient qu'il y avait des minerais précieux sous leurs pieds. En quoi des minerais pouvaient intéresser des ouvriers agricoles ? On leur donnait quelques noix de coco. Lorsqu'on coupait le riz, ils avaient le droit de garder pour eux une poignée d'épis chaque fois qu'ils en avaient ramassé cinq.

Au début de l'après-midi, quand la chaleur devenait étouffante, les allées et venues cessaient sur les marches du Capitole. C'était alors qu'on voyait passer des femmes qui allaient à la prison rendre visite à l'un des leurs. La prison était toute blanche avec des barreaux noirs, comme dans un décor pour « Carmen ». Elle était toute proche du petit Capitole. Elle avait dû être construite en même temps. La Vierge aussi.

La fille à la robe à pois habitait le quartier

(Jean Manevy-Dalmas.)

UN VILLAGE LACUSTRE : TACOBLAN (PHILIPPINES)
« Des sortes d'embarcadères où personne n'embarque jamais. »

Plus tard, nous étions descendus sur le quai. Il n'y avait pas un souffle d'air. Le courrier de Manille allait partir. Sous les lampes nues, quelques passagers étaient étendus sur des nattes. On entendait quelqu'un tousser dans le silence profond du bateau. Le jour venu, il naviguerait lentement entre les îles sombres. L'archipel en compte plus de 7.000 et 22 millions d'habitants seulement. La plupart des îles n'étaient pas habitées. Toutefois, un assez grand nombre d'entre elles l'étaient pour que la population parût dispersée, égrenée. Egrenée au hasard.

Mais il n'y avait pas que cette dispersion qui fût fortuite : la vie l'était aussi. On vivait moins du riz que des hasards du riz. Lorsqu'il manquait, on mangeait des racines de yam. Le yam dressait, çà et là, ses grandes feuilles vertes. Pas partout. Il y avait aussi les hasards du yam. Il faisait toujours chaud. La faim ressemblait à une fièvre...

NOUS avions longtemps regardé le courrier de Manille. La fille disait qu'elle aurait aimé prendre le bateau. Tacloban était une ville morne. Quelques commerçants chinois et philippins se partageaient le quartier central. Autour, s'entassaient des baraques de bois de couleur grise. Certaines se dressaient sur des pilotis fichés dans l'eau jaune de la rivière près de son embou-

lacustre au-dessous de la Vierge. L'après-midi, elle dormait ou bien elle cousait. Elle avait fait elle-même sa robe. A trop grands points. La couture avait craqué sous une aisselle. Sous sa robe, la fille portait un fourreau de cotonnade grossière de couleur sombre retenu par la poitrine et descendant jusqu'aux cuisses.

Je lui avais dit de remettre sa robe. Dans la lourde chaleur de la nuit, la solitude et le malheur des îles, la banalité parisienne de cette robe à pois me réconfortait. La fille avait obéi. Elle était docile. Elle ne comprenait pas, cependant. D'ordinaire, les Américains... Mais je n'étais pas un Américain. Une autre complication. Avec les Américains, tout était simple. Ils paraissaient parfois un peu fâchés, après, et ils se tournaient vers la mer. Le bateau pour Manille passait tout éclairé. Ils se remettaient à parler, à propos du bateau...

— Enfin, pourquoi ?... me redemanda la fille.

L'ÉTERNELLE question ! Mais il n'y avait plus d'âpreté dans la voix de la fille. Soudain, comme de l'espoir, au contraire, un bonheur incrédule encore. Et s'il était venu enfin celui qui l'emmènerait ?

(1) Cf. *L'Express* du 19-7-57.

(2) La bilharziose.

Pierre GASCAR

DE LEYTE

Elle avait souvent rêvé d'aller vivre ailleurs, à Cavite, par exemple. Les soldats américains emplissaient les rues. Beaucoup s'habillaient en civil, le soir, et possédaient une motocyclette. Les dancings étaient si nombreux qu'en marchant sur les trottoirs défoncés on ne cessait de passer d'une musique à l'autre.

On dansait aussi sous des arbres, en haut d'une montagne voisine, où l'on montait chercher de la fraîcheur et depuis laquelle on voyait un lac pâle d'où un volcan émergeait. On redescendait avant la nuit. Il restait quelques « Huk » dans la région, quelques-uns de ces partisans communistes que le président Magsaysay avait décimés. Avant d'atteindre Manille, on apercevait la masse sombre de Corregidor sur la mer encore brillante. Est-ce qu'il y aurait la guerre, de nouveau ?

Ce n'était plus des Japonais qu'on parlait, mais des Chinois maintenant. Ceux d'ici avaient des cimetières pleins de faïence verte et bleue. C'était à d'autres Chinois que les Américains pensaient, des sortes de « Huk » qui ne devaient même pas enterrer les morts.

Non, quant à partir, il fallait aller plus loin que Cavite, plus loin que Manille, plus loin que toutes les îles. D'ailleurs, je n'étais pas un Américain...

La fille s'était tout à fait adoucie. Elle s'appuyait sur mon bras tandis que nous quittions la plage noire. Le bateau pour Manille n'était pas encore passé. Dans la voiture à la vitre trouée, le chauffeur dormait toujours. Lorsqu'il se fut réveillé et qu'il eut démarré en se frottant les yeux, la fille se blottit contre moi. Les phares trop blancs éclairèrent de grandes feuilles immobiles.

— Emmenez-moi, chuchota la fille. Emmenez-moi avec vous, loin d'ici.

Je ne répondis pas. Elle serrait mon bras. Une lumière brilla devant nous. La fille sembla effrayée :

— Mon Dieu, c'est peut-être la police ! S'ils me prenaient, à cette heure-ci, avec vous...

Je crus qu'elle exagérait sa frayeur. Je la regardai. Non, elle n'avait peut-être pas encore seize ans...

— Dites, emmenez-moi, emmenez-moi ! reprit-elle.

Ce n'était pas la police, mais la lumière de la porte d'entrée d'une fabrique. La seule de toute la ville. On y fabriquait du Coca-Cola. Nous étions déjà dans les faubourgs.

— Emmenez-moi, implora la fille. Dites...

Elle me secouait le bras. Il ne lui restait plus beaucoup de temps pour me convaincre.

Je me détachai d'elle. Nous étions arrivés. Je payai le chauffeur.

— Alors, donnez-moi encore cinq pesos, dit la fille d'une voix soudain morne. Donnez-les-moi.

Ses yeux semblaient agrandis dans l'ombre. Demain, on mangerait du riz. La mère, à plat ventre sur les planches, le laverait dans le courant. Elle, elle dormirait. Et puis il faudrait attendre un nouvel étranger, un Américain, cette fois peut-être, qui retrouverait l'usage de la parole en regardant passer le bateau pour Manille éclairé dans la nuit. Mais les Américains restaient de plus en plus dans le Nord, à cause des Chinois, sans doute, de ces Chinois qui n'ont pas des cimetières de faïence verte et bleue, de l'autre côté de la mer...

Je tendis la main à la fille. Elle ne répondit pas à mon geste. Elle tourna les talons et entra, la tête basse, dans la nuit. Je distinguai longtemps les pois blancs de sa robe.

(Copyright « L'Express » et Agence Dalmas.)

La semaine prochaine :

LA PLUIE DE JAVA

(Jean Mounicq-Dalmas.)

LA FILLE DE LEYTE

« Emmenez-moi, emmenez-moi loin d'ici... »

ARMAND LANOUX

YODODO

Un modèle du récit français par le lauréat du Prix Interallié 1956

LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant toute la durée de l'été, L'EXPRESS sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques.

Cependant, si vous voulez être certain de trouver L'EXPRESS chaque semaine, nous vous proposons des abonnements de vacances aux prix suivants :

2 SEMAINES	200 fr.
3 SEMAINES	300 —
1 MOIS	400 —
2 MOIS	650 —
3 MOIS	750 —

Règlement à L'EXPRESS, 37, Champs-Elysées soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P. 7378-19 Paris

On vous en parlera :

Le désespoir et l'absurde

LA PERMISSION

par Daniel Anselme
Julliard - 206 p. - 500 fr.

DANIEL ANSELME

UNE permission, qu'est-ce que c'est ? Une sorte de voyage dans la lune, un Persan qui retourne en Perse... En tous les cas un œil neuf sur un monde vieux, une permission de voir. Et les trois permissionnaires — Lachaume, sergent, Valette, caporal, Lasteyrie, deuxième classe — qui se retrouvent pour quinze jours à Paris après dix-huit mois d'Algérie, ne perdent pas un regard.

Depuis « les flics qui font les jolis cœurs » aux carrefours, les cafés où l'on n'aime pas les militaires, les vieux amis qui évitent de parler de la guerre, les militants, radicaux ou communistes, qui ne savent que se répandre en réunions et pétitions pour la paix, les permissionnaires voient tout, jugent tout. Ils ont mal à tout. On peut les trouver sentimentaux et un peu conventionnels dans leur façon de représenter le front face à l'arrière. Voici l'éternel ancien combattant — « le Français, c'est le meilleur soldat du monde » — la femme infidèle, la mère qui geint et ne comprend pas...

Mais si la guerre ressemble toujours à la guerre, ce n'est pas la faute de l'auteur.

Daniel Anselme, communiste, réussit un portrait vif et juste de celle-ci où les communistes sont tendrement dépeints et sévèrement jugés : sans doute condamnent-ils le conflit avec l'Algérie mais qu'ont-ils tenté pour empêcher les rappelés d'y partir ? Il y a parmi les meilleures scènes, une description cocasse et presque folklorique d'un déjeuner dans une famille communiste de banlieue.

Et c'est avec les yeux des permissionnaires qu'on finit par voir ce Paris hautain qui refuse d'accueillir ceux qui se battent sur ses ordres. Les trois jeunes gens passeront ensemble leurs derniers jours de permission, autour de ce qu'ils ont en commun : le désespoir et l'absurde. Et quand ils reprennent le chemin du combat, s'ils ont appris quelque chose dans la métropole, c'est à crier avec les autres, dans le train qui les emporte : « la quille, la quille ».

Petit livre amer et humilié comme tant de choses aujourd'hui, comme ces jeunes hommes qui viennent à Paris pour oublier la guerre et qui se la rappellent sans cesse justement parce qu'elle est oubliée par Paris.

La très grande qualité du livre de Daniel Anselme est de ne pas hésiter à remuer les mémoires.

HOMMES

● ***Séduisant, fascinant, Curzio Malaparte vivait dans un monde où l'apparence valait la réalité.***

Son premier adversaire

L'HOMME qui vient de capituler devant la mort après une résistance extraordinaire de plus de quatre mois a ignoré pendant toute sa vie ces deux mots : résister et capituler. Il évoluait dans un monde peuplé d'hommes, et jamais l'idée ne lui vint à l'esprit qu'il fallait se défendre ou qu'on pouvait succomber. Pour exercer sa présence dans cet univers humain, Malaparte avait une méthode très simple, mais difficile à poursuivre, avec un succès qui ne s'est jamais démenti au cours d'une existence de près de soixante ans : il lui suffisait de séduire et de fasciner.

Les hommes — et les femmes — étaient sensibles à cette fascination. Mais la mort, le premier adversaire *inhumain* rencontré par Malaparte, exigeait une autre tactique et on a vu alors que cet homme pourri — c'est le mot — de talent et dépourvu de caractère trouvait en lui-même des réserves insoupçonnées pour livrer sa dernière bataille.

Le monde où il vivait était bien « le monde », où tout était jeu, fût-il parfois dangereux. Le choix de son nom de plume — il s'appelait en réalité Kurt Erich Suckert — était déjà une de ces plaisanteries mi-sérieuses qui le caractérisent : puisque, raisonnait-il, le nom de Bonaparte était déjà pris, il ne lui restait que son contraire, Malaparte.

Borgia et d'Annunzio

Jeu de mots, sans doute, mais à signification profonde. Malaparte vivait parmi les grands de ce monde, qui y occupaient une place souvent usurpée, grâce à des ancêtres brillants qui leur avaient légué un nom prestigieux. Son premier souci fut donc de trouver un *nom* qui le fît descendre en ligne plus ou moins directe d'un héros du passé. L'apparence était sauve et Malaparte vivait dans un monde ou l'apparence valait la réalité.

Ce n'était d'ailleurs pas l'apparence seule qui l'intéressait. Ce qui le faisait vivre était le geste. Les grands condottieri de la Renaissance italienne hantaient les rêves des gamins italiens et leur ambition était de les égaler ou au moins de les imiter. Le résultat, on le connaît : ce fut d'Annunzio qui se croyait Cesare Borgia parce qu'il réussit à séduire d'innombrables actrices et femmes du monde qui ne demandaient qu'à se laisser séduire. Puis un jour, il prit aussi avec quelques vieux canons une ville — Fiume — qui ne demandait qu'à se laisser prendre. Et puis tous ces songes s'incarnèrent brusquement dans la personne d'un ancien socialiste qui conquit un pays tout entier, las de ne pas avoir trouvé un autre conquérant.

C'est dans cet état d'esprit que s'inscrivent toute la vie et toute l'œuvre de Curzio Malaparte. Il a seize ans lorsqu'il s'engage dans l'armée française au début de la première guerre mondiale (Mussolini était aussi interventionniste, ce qui n'empêchait ni l'un ni l'autre d'injurier, chacun à sa façon, la France vingt ans plus tard). Après le guerrier le diplomate : à la fin de la guerre, Malaparte entre pour quelques années dans la Carrière, qu'il quitte bientôt pour se consacrer à la littérature.

Quand il débute dans les lettres, l'Italie est fasciste. Ses deux premiers livres sont fascisants et Malaparte y critique la démocratie, le socialisme, toutes ces nouvelles idées « anti-italiennes » qui risquent de démanteler cet univers strictement hiérarchisé qu'il aimait, où il vivait et dont il vivait.

Chez le roi de Pologne

Il a eu ensuite des démêlés avec le fascisme ou plus exactement avec Mussolini. Différend d'ordre personnel, car il serait malaisé de trouver des divergences d'ordre idéologique. Son étude célèbre sur la *Technique du coup d'Etat* admire, en effet, la marche sur Rome, au même titre que la prise du Palais d'Hiver par Trotsky. Lénine ne l'intéressait pas, il manquait trop de ce « brio » que parmi tous les bolcheviks Trotsky fut le seul à posséder.

Mussolini, qui ne pardonnait pas facilement, le relégua pendant cinq ans aux îles Lipari, mais au début de la guerre de 1939, alors que tous les adversaires *politiques* de Mussolini restent au « confino » sous une surveillance accrue, Malaparte est libéré et occupe d'emblée les premières places. Il est correspondant de guerre au front de l'Est, et cette expérience, grâce à *Kaputt*, lui vaut une célébrité mondiale.

Kaputt est un document contestable, mais un livre-clé, le chant de cygne d'une certaine attitude qui au fond n'est que parade. Malaparte, plus astucieux que d'Annunzio, dont l'œuvre est étrangement démodée, a compris qu'il ne fallait pas tenter de ressusciter les héros de la Renaissance, qu'en chantant les Malatesta on se classe automatiquement dans un passé à jamais révolu. Malaparte, lui, chantait les condottieri du XX^e siècle, les fascistes allemands, roumains, croates, et se voulait leur historiographe.

Il était intelligent et il savait voir leurs limites, mais cette constatation de leur imperfection ne se confond pas avec la critique de leurs actes. Mondain impénitent, il lui fallait d'abord être reçu à leur table. Il avait critiqué Hitler et il déploya toute sa séduction pour être accueilli par les premiers lieutenants du Führer. Ceux qui l'ont vu, ne fût-ce qu'une seule fois, comprendront que des nazis frustes comme Frank, gouverneur général de la Pologne, aient cédé sous son charme.

Grand, mince, les cheveux noirs plaqués, il jetait, en entrant dans une pièce, un regard circulaire curieusement timide. Il ne savait pas encore *qui* devait être fasciné. Mais vite, il avait repéré le personnage-clé, et non moins rapidement il avait écarté ceux qui, il le *savait*, resteraient rétifs à sa séduction. C'était ensuite un grand numéro de la *commedia dell' arte* et ceux que ce charmeur de serpent avait décidé d'hypnotiser ne pouvaient pas ne pas succomber.

Le dîner qu'il décrit au Wavel, résidence des rois de Pologne, le montre dans son élément. Mais ne s'est-il jamais rendu compte que son triomphe était facile ? N'a-t-il jamais compris que pour satisfaire ses ambitions de littérateur et de mondain, il se trouvait irrémédiablement du mauvais côté ? N'a-t-il pas frémi en voyant, au cours d'une visite du ghetto de Varsovie, Frank prendre le fusil d'une sentinelle pour viser un enfant juif qui cherchait à s'évader ?

(A.G.I.P.)

MALAPARTE (AU CENTRE) REVENANT DE CHEZ MAO
La parade

Il se peut qu'il ait compris, mais ce n'est pas sûr. Après sa chute, il avait abandonné Mussolini en 1943 et il prit part à la lutte des partisans italiens. N'est-ce pas le littérateur qui l'a emporté une fois de plus, l'écrivain qui se disait qu'un monde nouveau était en train de naître et que son rôle était toujours de voir les puissants du jour quels qu'ils fussent ? Les préfaces qu'il écrivit pour tous ses livres traduits en français depuis la guerre, ne sont qu'une longue litanie de justifications.

Il se peut qu'il ait pensé que son rôle de chroniqueur, le talent incontestable qu'il développait dans la description de la barbarie le justifieront aux yeux de la postérité. Mais il se peut que d'ici un siècle personne ne s'intéresse plus à ses tristes « héros » et que toutes ses compromissions de témoin aient été vaines.

S'il a pensé sur son lit de mort à cette possibilité, nous aurions alors l'explication de sa lutte, la lutte d'un homme qui cherchait l'Immortalité qu'il n'a pas conquise en cédant aux séductions du monde.

François ERVAL.

MÉMOIRES

● ***Un célèbre avocat raconte sa vie.***

Accusés hors série

par Henry Torrès. Ed. Gallimard, 299 pages, 790 francs.

AUJOURD'HUI sénateur de la Seine, membre de la commission des Affaires étrangères du Conseil de la République, Henry Torrès n'exerce plus le métier d'avocat qui le fit très jeune célèbre. Il ne débuta pas dans cette carrière, à la façon d'un stagiaire du barreau, par les levers de rideau de la correctionnelle ou les audiences du tribunal de flagrant délit. Mobilisé en 1914, le jeune homme plaidait devant le conseil de guerre de la division, lorsque sa compagnie n'était pas en ligne. Réformé pour blessures en 1917, Henry Torrès devint aussitôt le défenseur de ces pacifistes que Clemenceau poursuivait avec vigueur. Ce n'est pas seulement la fougue du jeune avocat que nous retiendrons, mais aussi ce sentiment passionné qu'il montrait déjà, du droit de la défense à user de toutes les ressources que la loi française donne — en théorie, du moins — à l'accusé.

Si grandes que soient ses qualités naturelles de travail et d'éloquence, Henry Torrès fut un grand avocat parce qu'il resta un homme sensible. C'est que la morale de l'homme civilisé est une morale personnelle : elle lui est dictée par sa propre sensibilité. Cette morale est le contraire de

ce qu'on appelle la conscience morale, qui, le plus souvent, est un instrument acquis par l'habitude, imposé par l'autorité. La base de la morale des mœurs doit être la liberté. Ce fut cet esprit de tolérance qu'Henry Torrès défendit dans les prétoires, qu'il défend avec force tout au long de son ouvrage.

Ce livre est fait de trente-cinq récits au cours desquels Henry Torrès trace le portrait d'accusés « hors série », depuis celui de Germaine Berton à celui d'Herschel Grynszpan. Germaine Berton fut cette jeune fille qui, en 1923, assassina Marius Plateau dans les locaux de *L'Action Française*. Quant à Grynszpan, jeune Israélite réfugié d'Allemagne, il abattit, en 1938, le conseiller diplomatique du Reich, Von Rath, dans son bureau de l'ambassade.

HENRY TORRÈS
Mesurer les responsabilités

Parmi ces personnages, il en est de pittoresques, comme Rème ou Serge de Lenz, alors que d'autres furent seulement les héros de leurs tragédies particulières, comme Lady Owen ou Germaine d'Anglemont. Défendant les uns et les autres, Henry Torrès se préoccupait de mesurer leur responsabilité. C'est qu'on ne peut tenir pour *responsable* un accusé que s'il a, lui-même, le sentiment d'être responsable de ses actes.

Cependant c'est la passion que montra Henry Torrès dans la défense des victimes politiques qui touchera d'abord le lecteur d'aujourd'hui. Ces hommes étaient pour la plupart des proscrits et tous les plaidoyers que prononça Henry Torrès furent des plaidoyers contre le fascisme. Ce fut lui qui, de 1923 à 1939, plaida pour les Italiens antifascistes. Certains étaient des meurtriers, qui, sans le savoir, paraphrasaient la déclaration de Joseph de Maistre lorsque celui-ci recommandait de tuer les idées en tuant les hommes. Henry Torrès savait, devant leurs juges, traduire l'exaltation de ces âmes fortes.

Ecrit d'une allure vive, mais sur un ton discret, ce livre de souvenirs est aussi le récit de la vie de son auteur, une existence à l'échelle de ses personnages, c'est-à-dire « hors série ». C'est aussi la petite histoire de l'Europe depuis trente ans.

A CLAUDE ROY

Le récit de Jacques Lanzmann, « Cuir de Russie », dont « L'Express » a publié de larges extraits, a été sévèrement accueilli par la presse communiste. Celle-ci n'accordant pas à Jacques Lanzmann la possibilité de se défendre dans ses colonnes contre les attaques personnelles dont il a été l'objet, il nous a demandé l'hospitalité, pour répondre à Claude Roy.

JE n'ai pas l'habitude d'écrire aux critiques pour les remercier ou les engueuler. C'est bien la première fois que je le fais avec toi et peut-être uniquement parce que je me repose en ce moment à quelques kilomètres de ton île. Excuse-moi donc d'avance si je me permets quelques écarts, quelques grands écarts même dans ce monde des lettres dont tu fais partie jusqu'au bout des ongles.

Les quelques lignes que tu me consacres à la fin de ton article sont bien méchantes, et, le plus est, bêtement méchantes, faussement méchantes. On dirait vraiment que tu cherches à donner des gages de fidélité à ceux qui t'ont exclu après t'avoir traité de « vipère lubrique ». Par exemple tu ne perds pas une occasion de louanger à l'extrême *Le Roman inachevé* d'Aragon et tu montes en épingle le *Monument* tardivement dévoilé d'Elsa, sa compagne aux yeux fermés. Ce qui caractérise ces deux œuvres, malgré tout le génie qui anime la première, et tu le sais bien, c'est la lâcheté, la lâche prudence, la lâche façon de dire à voix de poète ou d'écrivain ce qui doit être dit à voix d'homme au cours d'une séance du comité central.

Et voici que dans les quelques lignes que tu me consacres, tu présentes *Cuir de Russie* comme n'étant pas le résultat de conscience et de (confiance). De quel droit, dis-moi un peu, tu jongles avec ma conscience ? Il est vrai que ma conscience n'est pas une conscience de petit copain, elle n'est ni une conscience de Parmelin qui écrit *Les Mystères de Moscou* en continuant à tout cacher comme *ils* ont toujours tout caché, ni une conscience de Kédros qui se gargarise avec l'héroïsme, ni une conscience d'Anselme, ni une conscience de Morgan, ni une conscience de Pol Gaillard... autant de petits copains qui ne sont pas pour autant de grands camarades et qui se promettent toujours de démocratiser le parti avec ton aide évidemment.

(Charpentier-L'Express.)
JACQUES LANZMANN
Petits copains et grands camarades

J'écris *Cuir de Russie* et tous ces grands démocrates me tournent le dos, certains même ne me serrent plus la main. Toi, Claude Roy, tu arrives par là-dessus avec ta voix de la justice qui fait des étincelles pour me saquer en quelques lignes au nom d'un examen de conscience que je n'aurais pas fait et d'une confiance dont j'aurais abusé. J'aimerais bien savoir ce que tu entends par là. Les éditions du parti me payent un voyage pour écrire le commentaire d'un album de photographies. Je fais le voyage, j'écris le commentaire, mais il se trouve que ce que j'écris ne colle pas (et pour cause) avec ce que l'on me demande. Je fais un second essai, je ponds un second commentaire, je le livre au « Cercle d'art » : même chose, cela ne va pas, je reste trop en-dessous de la flatterie. Est-ce une raison, dis-moi, pour que je me coupe la main droite afin de ne plus jamais rien écrire sur l'U.R.S.S. ? L'argent du parti, ce n'est pas le sang de ses militants (je l'ai cru, mais je ne le crois plus). S'il en était ainsi, nos dirigeants et certains de nos intellectuels auraient depuis longtemps pris l'aspect horrible des vampires.

Je l'ai si bien fait, mon examen de conscience, Claude Roy, que j'en suis fier, j'ai eu six mois pour le faire, six mois pendant lesquels je me suis soigné d'une dépression nerveuse contractée en U.R.S.S. Je suis peut-être un « petit sensible », un « petit clown » comme tu dis, n'empêche qu'avec maladresse certainement et connerie sans doute, j'ai dit ce que je voulais dire d'un pays dont on n'a plus le droit de ne rien dire d'autre que des mensonges. Pour mes huit jours passés en mer Noire, tu me mets, vous me mettez en enfer à vie. Fernand Grenier, Aragon, Daix, et les autres, passe encore, mais toi Claude Roy, toi qui as signé avec Sartre des foules de déclarations sur la Hongrie, alors que Sartre venait d'écrire que « le parti des fusillés est devenu le parti des fusilleurs » et que « les Russes commettent là un des plus grands crimes de l'Histoire ».

La vérité, Claude Roy, c'est que ce petit *Cuir de Russie* fait plus pour la démocratisation du parti et pour la démythisation de l'U.R.S.S. que ce que vous avez fait jusqu'à présent avec vos publications sans intérêt et à la phrase indigérable.

Tu me fais une scène de ménage, vous êtes cocus, vous me mettez en enfer, *ils* essayent de me faire avorter.

Claude Roy, à force d'étaler ma conscience à côté de la tienne, et de la vôtre, Grenier, Aragon, Daix, je m'aperçois que c'est un peu comme la publicité pour « la blancheur Persil », tu vas te mettre à pleurer comme la petite fille et eux vont continuer à dire blanc quand c'est noir.

Jacques LANZMANN.

P.S. — Je te signale tout de même que j'ai été mis à la porte des « Lettres Françaises » et exclu pour un an du parti par ma cellule, en attendant mieux d'en haut.

RÉCIT

● *Jacques Perret nous invite à une croisière.*

Rôle de plaisance

par Jacques Perret, Ed. Gallimard, 296 pages, 650 francs.

LE livre de Jacques Perret est le récit d'un voyage en mer qui a pour but géographique Santander, à partir du port de Honfleur sur la côte normande. Le rôle du navire (un bateau à voile du modèle « sloope à tape-cul ») ne comporte que deux noms : celui de Collot, d'ordinaire graveur en Bourgogne, et celui de Jacques Perret, son ami, qui est le narrateur. Peu importe, semble-t-il, à ces navigateurs le but géographique de leur voyage : ce que désire en vérité cet équipage, c'est vivre en mer, « enrôlé en plaisance », comme dit l'administration maritime qui veille, plus ou moins bien, sur le sort du navire. Voilà pour l'apparence. Le lecteur aurait en effet tort de voir dans ce livre le parfait manuel du navigateur : il risquerait alors de jeter son bateau à la côte.

Collot est matelot, Jacques Perret se donne pour capitaine, mais c'est une même cervelle sous deux bonnets. Le lecteur qui embarque en leur compagnie ne le regrettera pas, pourvu qu'il soit patient et que, bien sûr, il aime naviguer. Naviguer, c'est « corriger » et, comme il fallait s'y attendre, ce sont les abus de langage qui vont faire l'objet des premières corrections. La solitude en mer, la sagesse du narrateur favorisent l'exercice de ces activités. Chaque expression vient à son tour, puis est pesée, redressée et rendue enfin à la liberté. On ne se presse pas, car « si l'avenir, dit le narrateur, est à ceux qui se lèvent tôt, les autres en dormant l'auront échappé belle ».

En trois cents pages, on a le temps d'aller loin, c'est-à-dire d'aller au fond des choses : « Vous pensez à nommer les choses, dit à son lecteur le capitaine Jacques Perret, mais il faut aussi choser les mots. » Voilà qui est fait à la fin du récit quand les navigateurs, après avoir négligé de se rendre à Santander, aperçoivent les feux du port de Cherbourg. Le livre est alors terminé, non la croisière. Selon le degré de sagesse qui est le sien, chacun des lecteurs de ce livre y découvrira les mille et une manières de conduire à ses fins la « plaisance » de sa vie. Menant ainsi sa barque, il pourra éviter quelques-uns des écueils, écarts et détournements de langage, qui font la faiblesse de nos contemporains.

L'expression est savoureuse et le récit est conduit avec un humour qui ne faiblit pas, bien qu'il soit gâté quelquefois par le goût du calembour.

TRADUCTION

● *Un grand romancier américain né dans le Sud examine le problème noir.*

Ségrégation

par Robert Penn Waren. Essai sur le problème noir en Amérique. Stock, 96 pages, 390 francs.

ON se souvient de l'opposition que rencontra, l'an dernier, l'application dans le Sud des Etats-Unis de la décision de la Cour fédérale relative à l'intégration. L'affaire de l'étudiante noire Lucy ne fut qu'un épisode de cette nouvelle explosion de racisme, pas très glorieuse, par quoi les blancs tentèrent de prouver qu'ils n'étaient pas « mûrs » pour la dé-ségrégation.

Robert Penn Waren, le romancier des *Fous du Roi* et de *L'Esclave libre*, est retourné pour l'occasion dans son Sud natal, s'est informé, a discuté, interrogé, et a rapporté ce reportage probe et vivant, où les intéressés eux-mêmes, blancs et noirs, répondent aux questions capitales : Quelles sont les raisons pour lesquelles le blanc tient à la ségrégation ? Que désire le nègre ? Y a-t-il une différence entre ce que ressent un noir devant les interdictions qu'entraîne la ségrégation, et ce que ressent un blanc (n'importe lequel) devant les interdictions auxquelles il se heurte ? Que va-t-il se passer ?

Pour un Français d'aujourd'hui, ce livre est plus qu'une introduction vivante au problème noir en Amérique. Le racisme est, hélas ! international. « *Je ne pense pas que le problème soit d'apprendre à vivre avec les nègres*, conclut Robert Penn Waren, *mais d'apprendre à vivre avec soi-même.* » Dans le monde entier, le conseil mériterait d'être entendu.

Raoul Ami
Quand David retrouve Goliath
EDITIONS SIPEP 3, Rue de Choiseul Paris 2e
Avant-propos de M. Georges DUHAMEL
de l'Académie Française
Préface de M. PIERRE-BLOCH
Ancien ministre

PRIX

Le rendez-vous de septembre

● *Les prix montent, le moral des femmes et des statisticiens baisse.*

LES statisticiens ont bien des soucis avec les prix, les femmes aussi d'ailleurs, mais ce ne sont pas les mêmes.

Pour les statisticiens, les prix de détail sont une matière fluctuante, variable, et qui se refuse obstinément à se laisser facilement inscrire dans des graphiques ou contrôler dans des indices.

Pour les femmes, les prix sont des données inexorables, redoutables et généralement en hausse, auxquelles elles doivent faire face pour continuer d'assurer aux membres de leur famille une alimentation et un niveau de vie auxquels ils sont habitués.

C'est justement sur ce budget familial que portent les discussions entre les uns et les autres. Quoi de plus énervant que de voir les prix augmenter au marché et de lire ensuite, dans les journaux, que ce fameux indice des 213 articles ne varie pas, ou si peu ?

Pourquoi ne pas essayer de déterminer un indice rendant mieux compte des variations de prix, telles qu'elles apparaissent dans le « panier de la ménagère » ?

A cela, les économistes répondent : ce n'est pas un mais dix mille indices différents qui seraient nécessaires pour donner un tableau exact du budget familial. Quel rapport existe-t-il entre les dépenses alimentaires d'une famille rurale qui se nourrit en partie sur les produits de son exploitation et celles d'un citadin ? Il devrait y avoir autant d'indices distincts qu'il y a de groupes de population ayant des genres de vie différents.

Les 213 articles

L'indice des 213 articles qui sert de référence actuellement est calculé pour une famille de quatre personnes, dont deux enfants de moins de 16 ans, habitant la région parisienne, et dont le mari appartiendrait à la classe des salariés de condition modeste. C'est d'ailleurs une famille très peu représentative puisqu'elle ne représente que 6 % de la population parisienne dans son ensemble. Mais il fallait bien partir d'une base quelconque. Alors, pourquoi pas celle-là ?

Il a fallu deux ans de sondages et de recherches pour arriver à établir une liste de produits de consommation courante valable et attribuer ensuite à chacun de ces produits un coefficient de pondération. Ce mot barbare signifie simplement le pourcentage de dépenses attribué à chaque produit par rapport à l'ensemble. Ainsi dans l'indice actuel basé sur des enquêtes faites par l'I.N.S.E.E. (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) l'alimentation représente 58 % du budget total. Mais la part de l'alimentation a diminué depuis régulièrement puisqu'elle était de 48 % en 1951 et de 45 % en 1954. On n'a pas pu tenir compte de ces variations depuis, elles auraient obligé à reconsidérer tous les coefficients de pondération.

Cet indice des 213 articles est revêtu depuis cinq ans d'une importance nationale. En effet, une loi du 18 juillet 1952 a lié de façon rigide la variation du S.M.I.G. (salaire minimum interprofessionnel garanti) à celle de l'indice, dans le but de suivre l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie pour les salariés de condition modeste. La loi précise : « Lorsqu'une augmentation égale ou supérieure à 5 % de l'indice mensuel d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris aura été enregistrée, le salaire minimum garanti sera modifié proportionnellement à l'augmentation. » Pour éviter cette hausse automatique des salaires, le gouvernement a été appelé parfois à faire baisser artificiellement les prix de certains articles compris dans l'indice, mais quand une poussée trop forte se produit sur les prix, l'échelle mobile joue comme cela va probablement se produire.

Un nouvel indice de 180 articles est étudié actuellement. Il tiendrait compte du budget de salariés très modestes et remplacerait les 213 articles pour la détermination du S.M.I.G.

Fruits et légumes

Un autre indice de 230 articles est à l'étude. Il devrait, en principe, être prêt à la rentrée. Fait très important, il comprendra les fruits et les légumes qui ne faisaient pas partie du précédent.

D'après les études faites sur le budget familial par l'U.N.A.F. (Union Nationale des Associations Familiales), les fruits et légumes représentent en moyenne 9,35 % du budget de l'alimentation pour une famille de quatre personnes. Ce chiffre varie d'ailleurs beaucoup suivant les mois de l'année, allant de 7,3 % en janvier à 13,9 % en juin. C'est ce qui explique en partie la véritable panique qui s'est produite le mois dernier avec la hausse des fruits et légumes. Les mois d'été sont de toutes les façons ceux où l'on achète le plus de primeurs, même quand ils sont à un prix raisonnable. Quand ils sont chers, le budget familial s'en ressent d'autant plus violemment.

Et même, poursuivent les statisticiens, une fois la liste établie et les indices de pondération calculés, quels prix choisir, quelles qualités sélectionner, pour servir de références dans les calculs ? Si l'on ne prend que des qualités inférieures, le tableau sera inexact. Il se mange autant de pêches de belle qualité que de pêches ordinaires, et encore les mêmes pêches peuvent varier de 20 à 50 % suivant le magasin et le quartier où les prix sont relevés (un même kilo valait, la semaine dernière, 110 fr. rue du Commerce et 150 fr. rue de Passy).

Chacun sa hausse

La hausse du coût de la vie existe, mais elle ne se manifeste pas de la même façon pour chaque couche de la population. Pour un représentant de commerce possédant une voiture, indispensable à l'exercice de sa profession, la hausse du prix de l'essence est immédiatement ressentie dans son budget. Pour un ouvrier agricole qui se rend à son travail à bicyclette, elle ne se répercutera qu'au deuxième degré dans la mesure où elle augmentera les prix de revient des produits manufacturés qu'il achètera. De même la taxe de luxe perçue sur certains articles ne touche que la partie la plus aisée de la population, mais celui qu'elle n'atteint pas ne peut s'empêcher de penser : « Tiens, la vie augmente encore », quand il lit la nouvelle dans le journal.

Cela dit, et quoi qu'en pensent les statisticiens, si toutes les ménagères, quel que soit leur niveau de revenus, trouvent chaque semaine leur panier un peu moins plein et leur portefeuille un peu plus léger, même s'il n'y a pas de données mathématiques valables pour confirmer leur impression, c'est là un *indice* qui, tôt ou tard, ne se trompe jamais.

La rentrée

Actuellement, les budgets familiaux sont désorganisés par les vacances : enfants absents de la maison, en colonies, ou existence de deux maisons, mari mangeant au restaurant, achats vestimentaires réduits, en même temps que « faux frais » multipliés par les vacances... Aussi l'impression de hausse enregistrée depuis un mois ne peut-elle être exactement évaluée. D'autre part, les récentes augmentations intervenues sur l'essence, les tarifs postaux, etc., ne se sont pas encore répercutées sur les prix des produits manufacturés.

C'est en septembre, avec la reprise d'une vie familiale normale, la rentrée des classes et les achats indispensables qu'elle entraîne, l'approche de l'hiver et les stocks de combustible nécessaire pour le chauffage, que le problème va se poser de façon aiguë.

Nous suivrons très régulièrement les prix à partir de cette date pour essayer d'aider nos lectrices à organiser un budget qui, lui, n'a jamais le droit d'être en déficit.

(Dambier.)

UNE ROBE QU'ON TROUVE PARTOUT (*Tricosa*)
Elle dansera plusieurs étés

ACHATS

Soirées dansantes

LES casinos n'aiment pas les pantalons et les robes de cotonnade très décolletées ont peur des intempéries.

Madame Express vous propose cette semaine une robe bien commode pour les soirées de vacances. Elle est en tricotyl, sorte de jersey de nylon, plus douillette que le coton. Elle s'entretient facilement sans avoir besoin d'être repassée.

En deux pièces, le haut et la jupe peuvent être portés séparément, ce qui augmente son usage. Vous pouvez l'acheter sur place, sans remords, sa ligne ne « datera » pas. C'est ce genre de robes que l'on ressort chaque année pendant l'été et dont on dit très fière un jour : « Voilà cinq étés que je la porte. »

Vous pouvez vous la procurer :

● A Paris, chez Saporta, 3, rue Tronchet.

● A Annecy : Montagnier, 1, rue Royale.

● A Cannes : Marie-José, 56, rue d'Antibes.

● A La Rochelle : Sports, 12, rue Chaudrier.

● Au Touquet : Charlotte, 21, rue Saint-Jean.

● A Vichy : Au Cuir de Russie, 5, rue Franklin-Roosevelt.

● A Villers-sur-Mer : Astrid, rue de la Mer.

● A Bayonne : Bettina, 25, rue Victor-Hugo.

● A Dinard : Françoise, r. du Casino.
Elle coûte 17.900 fr. (modèle Tricosa).

MAISON

Maris abandonnés

● *Comment organiser la vie — matérielle — d'un célibataire provisoire ?*

BEAUCOUP de femmes, obligées en été de partir en vacances avec leurs enfants, laissent leur mari seul à Paris. Cette liberté retrouvée est beaucoup moins savourée par les hommes qu'ils ne se plaisent à l'imaginer.

En prenant avant de partir un mi-

(Charpentier-L'Express.)

UN CÉLIBATAIRE D'AOUT
Il fera son petit déjeuner

nimum de dispositions matérielles, une femme aimable évitera que ce célibat provisoire ne se traduise par de l'exaspération à son égard, et fera au contraire apprécier sa sollicitude non encombrante.

Voici quelques suggestions :

● Aménager confortablement le « coin » dans lequel il va continuer à vivre. Sa chambre, son bureau, ses papiers, ses livres, ses pipes... et fermer tout le reste. (Rien n'est plus démoralisant que de vivre en camp volant dans des pièces closes et naphtalinées.)

● Mettre dans « son » placard tout le linge de maison dont il peut avoir besoin pendant votre absence. (Draps, serviettes de toilette, taies d'oreillers, gants de toilette, etc. Vous ne le voyez pas compter le linge du blanchisseur !)

● Prendre un arrangement avec une femme de ménage (à défaut la concierge) pour que sa chambre soit faite tous les jours, ses cendriers vidés, ses vêtements brossés, ses chemises et chaussettes lavées. (A moins qu'il ne soit de ces hommes à la page capables de laver eux-mêmes chemises, chaussettes et slips de nylon.)

● Préparer dans la salle de bains : provision de savons, tubes de pâte dentifrice, eau de Cologne, du shampooing, des paquets de savon en paillettes et produits détersifs pour les petits lavages et le nettoyage des appareils sanitaires. (Penser aussi au petit torchon synthétique pour essuyer le lavabo si vous ne voulez pas que la femme de ménage utilise les serviettes de toilette à cet effet.)

● Veiller à ce que l'armoire à pharmacie contienne : tube d'aspirine, flacon de mercurochrome, sparadrap et boite de petites compresses (en cas de coupures), du bicarbonate de soude ou autre spécialité pour les maux d'estomac (il sera peut-être tenté de faire des excès de nourriture). Eventuellement l'ordonnance et les médicaments dont il a l'habitude.

● Dresser une liste d'adresses sur laquelle vous indiquerez : numéro de téléphone de votre docteur ou de son remplaçant ; celui du dentiste, d'un infirmier sachant faire les piqûres.

L'adresse : du plombier, de l'électricien, d'un teinturier nettoyant les vêtements en deux heures, d'un cordonnier ressemelant les chaussures immédiatement.

Enfin, lui indiquer ceux de vos amis qui se trouvent encore à Paris à cette date. (Il y en a peut-être qui l'amusent.)

● Installer bien en évidence un bougeoir équipé d'une bougie et une boite d'allumettes suffisamment grande pour qu'il ne puisse absolument pas la mettre dans sa poche. Mettre dans un de ses tiroirs personnels le fusible électrique et un petit tournevis d'électricien. (Ne pas oublier de lui montrer le tiroir dans lequel vous avez rangé ces objets !)

● Laisser bien en évidence dans un placard à provisions :
— Une ou deux boites de café ou thé solubilisé.
— Des tubes de lait concentré.
— Des pots de confitures ou de miel.
— Des paquets de biscottes.

● Penser à mettre dans le réfrigérateur (ou le garde-manger) :
— Des bouteilles d'eau minérale.
— Des bouteilles de bière ou de coca-cola.
— Deux ou trois citrons.
— Du beurre. (En réfrigérateur, le beurre peut se conserver frais trois semaines. En tout cas, se mettre d'accord avec la femme de ménage pour qu'elle pense à le renouveler lorsqu'il est épuisé.)

● Préparer un bloc et un crayon dans un endroit bien en vue. Il y inscrira ses consignes à la femme de ménage. (Prier cette dernière de bien les suivre et de laisser chaque fin de semaine près de ce bloc la note de ce qu'il lui doit.) Le prier d'écrire lisiblement.

● Indiquer à la femme de ménage comment on vide le sac de l'aspirateur de poussières et la prier de le faire régulièrement.

● Prévoir une table roulante sur laquelle sera installé en permanence tout ce qu'il faut pour faire son petit déjeuner : bouilloire électrique, etc., sans oublier tasse, cuillère, couteau, etc. Un bon système consiste à mettre tous les ingrédients dans une grande boîte en métal laqué (1.500 fr. grands magasins) qui les garde à l'abri de la poussière. Prévenir la femme de ménage qu'elle aura à remettre en état tous les jours la table du petit déjeuner.

● Penser à une petite trousse de couture, avec des aiguilles enfilées d'avance de fil noir et de fil blanc. Ceci pour les boutons qu'il pourrait avoir à recoudre. (Chose que tous les hommes sont censés savoir faire après le service militaire.)

● Sortir la valise qu'il devra emporter lorsqu'il ira vous rejoindre. Y ranger vous-même les shorts, maillots de bain, chaussures de plage, vêtements de campagne, tout ce qui lui sera utile en vacances et dont il n'a que faire à Paris.

● Enfin, tâcher de ne rien oublier vous-même pour ne pas le charger de façon excessive lorsqu'il viendra (épuisé d'avoir fait son petit déjeuner) vous retrouver quelques semaines plus tard.

FRANCK & FILS
80, rue de Passy - PARIS
habille la femme élégante

VACANCES

COMBIEN de femmes seraient-elles capables, en cas d'accident au volant de la voiture conjugale, de donner lors du constat le nom de la compagnie d'assurance du véhicule ?

Combien de maris seraient-ils capables, en cas d'inondation, en l'absence de leur femme, de trouver dans les deux minutes le robinet d'eau pour arrêter ce cataclysme ?

Il est juste que dans un ménage bien organisé les responsabilités soient partagées entre les époux. Mais il ne s'agit pas non plus d'établir des cloisons étanches entre ces différents domaines et les séparations fréquentes pendant la période des vacances devraient permettre un petit examen de conscience à cet égard.

Voici une liste qui vous permettra de vous rendre compte de la connaissance que vous avez chacun de la marche de votre foyer.

SAVEZ-VOUS TOUS LES DEUX :

Où se trouvent :

● Le livret de famille.
● Les polices d'assurance.
● La banque où le compte de l'un ou de l'autre est déposé (avez-vous une procuration sur ce compte ?).
● Le livret de caisse d'épargne.
● Les clés de la cave.
● Les trois dernières feuilles de paie.
● Les dernières quittances de loyer.
● La carte portant numéro de sécurité sociale et l'adresse du centre dont vous dépendez.
● Les bons de garantie des appareils électro-ménagers si vous en possédez.
● Quelles traites mensuelles vous seront présentées si des achats à crédit ont été faits.
● Les robinets d'arrivée de l'eau et du gaz.
● Les compteurs électriques.
● Les fusibles et le plomb nécessaire pour les réparer.
● L'adresse du médecin de famille.
● Les clés des valises.
● La boîte à outils.
● Le nom de la compagnie assurant la voiture.
● Le nom et l'adresse du notaire et de l'avocat habituels de la famille.
● Les clés du coffre ou du tiroir dans lequel sont enfermés les papiers de la famille.
● Les passeports.
● Les économies (sous le matelas ?).

On ne provoque pas les catastrophes en les prévoyant et on peut les rendre... moins catastrophiques.

RECETTE

Limandes au gratin

— *Une limande moyenne par personne.*
— 125 *grammes de champignons.*
— *Une cuillerée d'huile.*
— *Une de farine.*
— *Une échalote hachée.*
— *Une demi-tasse de vin blanc.*
— *Une tasse de bouillon.*
— *Une cuillerée de purée de tomates.*
— *Persil haché, sel et poivre.*

Faire rissoler les champignons hachés dans l'huile bouillante ● Ajouter la farine, faire roussir ● Mettre l'échalote, le vin et le bouillon, sel, poivre, persil haché et tomates ● Laisser cuire trente minutes à feu doux ● Verser sur les limandes placées dans un plat à gratin huilé ● Saupoudrer de chapelure, mettre à four très chaud vingt minutes et servir.

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

20 JUILLET.

AUX portes mêmes de Marseille, ce beau domaine, tout vivant qu'il est, je le sens frappé à mort. Ce que le château recélait de précieux a été dispersé. Les armoires ouvertes ne défendent plus leurs secrets qui, dans une noble demeure comme celle-ci, sont les mêmes que dans les logis modestes où j'ai vécu : albums, photos dédicacées... Quel parti pris d'être heureux, dans cette puissante bourgeoisie d'autrefois ! Mais les jardins d'Armide n'ont défendu aucun de ceux qui y vécurent contre sa part de malheur.

L'admirable décor a beau subsister, presque intact, Marseille a déjà jeté le tentacule enveloppant d'une route vers Cassis. Marseille n'est pas pressée ; la proie merveilleuse ne lui échappera plus.

☆

JE songe, ce matin, au petit nombre d'êtres qui ont refusé de se mettre à part de la multitude, qui ont choisi de se livrer à elle, de se confondre avec elle. Les prêtres ouvriers... S'ils ont échoué, ils occupent encore notre pensée : nous ne la détournons pas de ce combat douteux qu'ils continuent de mener.

☆

IL ne leur plaît guère, j'imagine, d'être devenus des personnages pittoresques. L'un d'eux est encore le héros de ce roman de Serge Groussard que je feuillette : « L'Homme dans la nuit ». L'intérêt qu'ils éveillent a pourtant une signification. Aucun échec ne peut rien contre ce témoignage qu'une poignée d'hommes nous aura donné : si déchristianisée que soit la classe ouvrière, elle demeure ouverte à la parole que ces téméraires lui apportaient.

☆

C'EST que, comme la grande bourgeoisie, mais pour d'autres raisons, l'Eglise elle aussi est barricadée, hérissée de défenses : tout ce que dix-neuf siècles ont accumulé de sédiments sur d'antiques structures, vénérables mais humaines, trop humaines.

☆

CE drame des prêtres ouvriers, une brochure d'André Collonge (chez Olivier Perrin) : « Le Scandale du XX^e siècle », m'aide à le mieux comprendre. L'auteur est leur ami, sinon l'un d'eux, mais il ne prend parti contre personne. Il nous éclaire seulement cette équivoque qui a suscité le drame. L'Eglise s'était résignée à voir s'implanter, au sein même de la classe ouvrière, ces hommes qu'elle croyait être des missionnaires d'un style nouveau. Or, il ne s'agissait pas de prêtres habillés en ouvriers : ils étaient devenus des ouvriers, ils s'étaient faits ouvriers, prenant leur part de toute la souffrance et de toute l'exigence prolétarienne, assumant les charges syndicales qui leur incombaient, et aussi les attitudes politiques qui étaient celles de leur classe. Et comme rien ne peut faire qu'ils ne soient des clercs, donc des intellectuels, ici le marxisme les guette. « Vous m'avez permis, écrivait l'un d'eux, de devenir ouvrier. Maintenant, c'est fait. Je ne peux rien y changer, ni vous non plus ».

☆

VOILA le malentendu inarrangeable. Le mystère de l'Incarnation, c'est que le Fils de Dieu demeure le Fils de l'Homme. Il aurait fallu que les prêtres ouvriers accomplissent le miracle, tout en demeurant des ouvriers pareils à tous les autres, de préserver en eux cette créature marquée d'un signe, chargée d'une puissance sacramentelle qui change, pour elle seule, les rapports humains, qui crée entre elle et les autres hommes un commerce très singulier, et en même temps maintient une distance à peine perceptible et incommensurable.

Quand on y songe, de quelles contradictions est faite la vie chrétienne ! Le Christ a répété avec insistance qu'il était ce prisonnier, qu'il était ce malade, qu'il était ce sans-logis, et que nous serions jugés d'après ce que nous lui aurons donné ou refusé sous cette apparence qu'il a assumée. A la limite, devenir semblable au Christ, c'est donc devenir l'un de ces pauvres avec lesquels il exige que nous le confondions : telle est bien la vocation du prêtre ouvrier. Et pourtant, le Christ a dit aussi à Marie, qui demeurait à ses pieds, qu'elle avait choisi la meilleure part. Toute la vie mystique tient dans le « moi et mon Créateur » de Newman. De ce point de vue, la classe ouvrière, comme tout le reste, risque de devenir une idole. L'oraison, le silence, la paix : concevoir une vie chrétienne sans cette trinité, c'est déjà folie. Mais une vie sacerdotale !

La vérité se dissimule au cœur de ces contradictions. Que de vocations différentes parmi les hommes ! Il aurait fallu considérer les prêtres ouvriers non comme des modèles, mais plutôt comme une merveille à ne pas imiter, comme des hors-la-loi que le Seigneur se serait choisis un à un.

☆

L'EGLISE ne flotte pas, audessus du monde condamné, pareille à une arche close qui emporterait vers la Vie éternelle le petit nombre des élus, détenteurs jaloux d'une vérité révélée, à ne partager avec personne. L'Eglise devra bien finalement se rendre accessible à ceux qu'elle a mission de sauver. Il faudra bien que l'arche antique lâche un jour sur le monde, par tous ses panneaux ouverts, les apôtres des derniers temps.

☆

21 JUILLET.

JE regarde Marseille dans la brume de ce dimanche. Il y a là un quartier où trois mille Nord-Africains vivaient en paix. Malgré les départs de troupes pour l'Algérie, jamais n'y éclata le moindre trouble : le maire de Marseille en est justement fier. Mais l'autre jour, les paras, un peu grisés, j'imagine, par les ovations de Paris, ont avant de s'embarquer envahi ce quartier : dix-huit blessés et un mort au tableau. Il faut bien se détendre un peu.

Gaston Defferre s'est vainement débattu pour obtenir des pouvoirs publics un signe, si léger fût-il, que ce pays garde encore une vague idée d'avoir autrefois proclamé les Droits de l'Homme à la face des nations.

☆

LES jeux sont faits ! Ce ministère de transition (entre quoi et quoi ?) a désormais la voie libre. Vont-ils rouler vers l'échéance d'octobre, comme s'ils ignoraient que ce qu'ils n'ont pas su accomplir souverainement risque de leur être imposé, par les Nations Unies, ignominieusement ? Cette crainte devrait inspirer même ces hommes-là, il me semble, si fermés qu'ils paraissent être à toute inspiration.

Quel assoupissement incompréhensible ! Nous avons beau les connaître, chaque fois nous nous laissons reprendre à la folie d'attendre quelque chose d'eux. La vérité est peut-être simple. Ce ne serait rien qu'ils fussent médiocres, ou même nuls, mais ils sont légers — et quelques-uns paresseux. Très peu sont à leur affaire — sans compter ceux qui aiment les plaisirs, prétendent tout mener de front, mettent les bouchées doubles, en se disant que le monde n'a pas besoin d'eux pour tourner.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

Flora d'Amsterdam
PAR F.-R. BASTIDE
PRIX FEMINA
NOUVELLES : 450 fr.

La gaffe
JEAN CAYROL
ROMAN : 500 fr.

Le fer rouge
PAR P.-A. LESORT
ROMAN : 450 fr.
SEUIL

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61

Administration, publicité, vente :
ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :

France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1. fr. 90.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 AN)

France, Union française : 3.000 francs
Etranger : 3.700 francs
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 fr.

PAR AVION

4.000 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
5.600 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
6.500 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
4.700 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
8.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie.
8.600 fr. - Afrique du Sud.
9.900 fr. - Canada, Etats-Unis.
11.200 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
15.100 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.
7.300 fr. - Congo Belge, Ethiopie.

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

Administrateur : J.-F. Coblence